



Profil migratoire
Sélibaby dans le monde, le monde à Sélibaby

↕ **Sélibaby,**
un pôle régional au cœur de trois frontières



↑
↓
Sélibaby,
un pôle régional au cœur de trois frontières

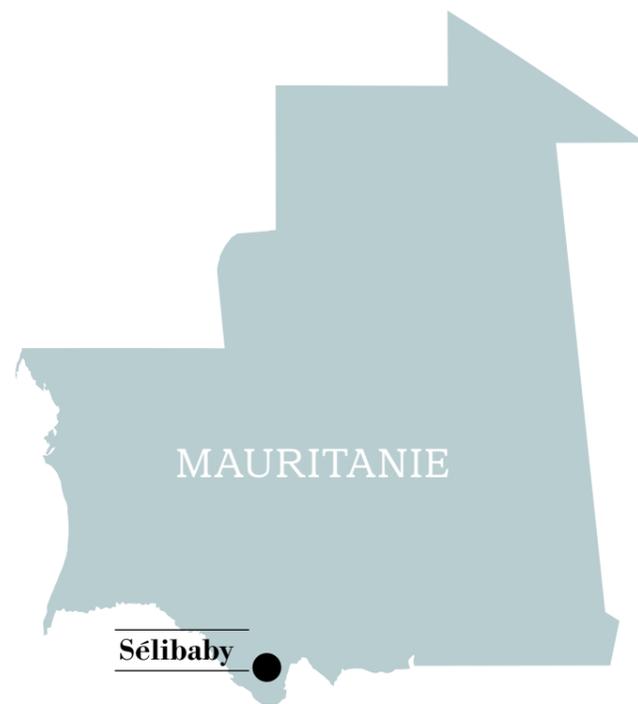


Table des matières

Le mot du Maire	3
Liste des acronymes	4
Résumé	5
Introduction	6
I. Le monde à Sélibaby	10
1 Les dynamiques historiques de peuplement à Sélibaby	10
2 L'immigration interne	15
3 L'immigration internationale	21
II. Sélibaby dans le monde	26
1 Les dynamiques historiques de la diaspora sélibabyenne	26
2 L'immigration internationale	27
3 L'émigration internationale	32
III. Les dynamiques Migration & Développement	35
1 Les migrants de retour à Sélibaby	35
2 Les acteurs et partenaires M&D à Sélibaby	41
3 Les projets et initiatives M&D à Sélibaby	44
Conclusion	50
Annexes	52



Le mot du Maire

Je me réjouis de la réalisation du profil migratoire. En effet, la région du Guidimakha en général et la commune de Sélibaby en particulier sont parmi les zones les plus concernées par les phénomènes migratoires en Mauritanie.

La migration est perçue comme un phénomène culturel structurant chez la majorité de nos composantes ethniques. Elle est ancrée dans l'identité mauritanienne, et le Guidimakha en est l'un des plus beaux exemples. Cette mobilité représente à la fois une très grande richesse, mais aussi un des défis majeurs des années à venir.

Le présent profil migratoire constitue un document stratégique pour la commune et une source d'informations riches, qui va nous permettre de :

- Mieux prendre en compte la migration dans les stratégies de développement local ;
- Penser la gestion de la migration à l'échelle locale, en vue d'alimenter le futur PDC de Sélibaby ;

- Mieux identifier les associations de la diaspora qui œuvrent pour le développement de la commune ;
- Renforcer les partenariats internationaux, avec l'appui des associations de la diaspora.

Je voudrais saisir cette occasion pour adresser mes sincères remerciements au Grdr, ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers du projet, mais aussi à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce document. Valoriser l'apport de la migration dans le développement est essentiel, notamment dans cette région de la Mauritanie et du monde.

Ce document n'est sans doute pas une fin en soi, mais le début d'une relation renouvelée entre la commune et sa diaspora, pour le développement et le bien-être des Sélibabyennes et des Sélibabyens.

Hadrami Weddad
Maire de Sélibaby

Liste des acronymes

AFGE/KAFFO	Association des Femmes du Guidimakha en France
AMDH	Association Mauritanienne des Droits de l'Homme
AMaiG	Association des Maires du Guidimakha
APS	Association pour la Promotion de la langue et de la culture Soninké
ARSS	Association des Ressortissants Sénégalais de Sélibaby
ARSEF	Association des Ressortissants de Sélibaby en France
BFS	Bassin du Fleuve Sénégal
CRME	Conseil Représentatif des Mauritaniens en Espagne
CT	Collectivité(s) Territoriale(s)
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DUE	Délégation de l'Union européenne
EMDK	Espace Migration & Développement de la région de Kayes
EPPS	Ensemble Pour le Progrès de Sélibaby
FEDDE	Femmes du Développement du Guidimakha
FISO	Festival International Soninké
FLSH	Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Grdr	Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rural
HCR	Haut Commissariat aux Réfugiés
IFAN	Institut Fondamental d'Afrique Noire
L'EED	Ensemble pour l'Espoir et le Développement
MAEC	Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération
M&D	Migration et Développement
MIDEC	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MIDRIM	Migration et Développement en Mauritanie
OIM	Organisation International pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONS	Office National des Statistiques
OSC	Organisation(s) de la société(s) civile(s)
OSCIM	Organisation(s) de la société(s) civile(s) issue(s) de la migration
PAIDEL	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local
PASNGM	Programme d'Appui à la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration
PDC	Plan de Développement Communal
PDU	Programme de Développement Urbain
PDL	Plan de Développement Local
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RAME	Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SAFRA	Semaine de l'Amitié et de la Fraternité
UAGD	Union des Associations du Guidimakha pour le Développement
UAGF	Union des Associations du Guidimakha en France
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UCFG	Union des Coopératives Féminines du Guidimakha
UE	Union européenne



Résumé

À la fois ville d'immigration et d'émigration, le destin de Sélibaby est intrinsèquement lié à la bonne gestion des flux de populations qui quittent le territoire ou s'y installent depuis plusieurs générations.

Principal centre administratif du Guidimakha, la ville est aussi un pôle d'activités commerciales et artisanales qui polarise un vaste arrière-pays.

Quatre cent questionnaires ménages complétés par des temps de concertation ont permis de renseigner le profil migratoire de la commune. Il s'agit d'un document pertinent de planification du développement territorial prenant en compte la variable migration.

Trois principales recommandations sont déclinées dans cet outil pertinent d'aide à la prise de décision :

- Mieux tirer profit des plus-values de la mobilité en accordant une place de choix à l'immigration animée par les autochtones (émigrés), aux étrangers vivant dans la commune (immigrants) mais aussi aux migrants de retour ;
- Instaurer un débat inclusif relativement à l'élaboration du Plan communal de développement en accordant une place de choix à toutes les composantes de la société en particulier à la diaspora installée en Mauritanie et à l'étranger ;
- Prendre en compte l'apport des immigrants et leur accorder une attention particulière au regard de leur apport culturel et professionnel.

Introduction

L'histoire de Sélibaby se confond avec l'histoire de flux migratoires qui remontent à plus d'un siècle ! Le destin de la commune est ainsi intrinsèquement lié à la migration – à l'immigration, mais aussi à l'émigration attestée par une diaspora de plus d'un demi-siècle d'existence. Les enjeux locaux de développement du territoire sont donc indissociables des mouvements migratoires.

La commune de Sélibaby se situe à une quarantaine de kilomètres du fleuve Sénégal, dans la région du Guidimakha, au sud de la Mauritanie, à la croisée du Sénégal et du Mali. Elle est limitée à l'est par les communes de Souvi et Baédiyam, à l'ouest par la commune de Gouraye, au sud par celles de Khalou, et au nord par la commune de Hassi Chagar. Si elle a été officiellement érigée en commune en 1986, la localité de Sélibaby aurait été fondée il y a plus d'un siècle par un nomade, Ould Ely Baby, à qui la commune doit son nom. Selon la version la plus répandue, les Soninkés, découvrant la fertilité des sols de ce territoire, sont les premiers à s'y être installés.

Dans ses limites administratives, la superficie de la commune est de 113 km². Depuis les quartiers centraux de Bambaradougou, Mosquée, Ferlo, Kotchin Kolle et Élevage, la ville s'est étendue, ces trente dernières années, dans la zone de Collège et d'El-Emen au sud, de Silo, d'Adala et de Tadressa à l'est, et d'Hôpital au nord-ouest. Les quartiers de Sélibaby sont parfois séparés par des oueds, par des marigots ou par des terres agricoles. Le bloc de quartiers qui compose le centre-ville historique est d'ailleurs facilement identifiable – en termes topographique – par des cours d'eau qui traversent la ville d'est en ouest.

À ces quartiers s'ajoutent plusieurs villages qui font partie intégrante de la commune : Mborobé, Oumar Niaki et Mbegheire-Grouneau nord, Galala et Mbegheire Es Sahab à l'ouest, et Diadié,

à l'est. L'occupation de la ville fait ressortir les constats suivants :

- Une proximité entre les berges des marigots et les habitations, les bâtiments publics et les cimetières ;
- L'empiètement des constructions sur les voies publiques et l'absence d'infrastructures routières ;
- Le manque de contrôle sur les dépôts d'ordures ;
- L'absence de lotissement.

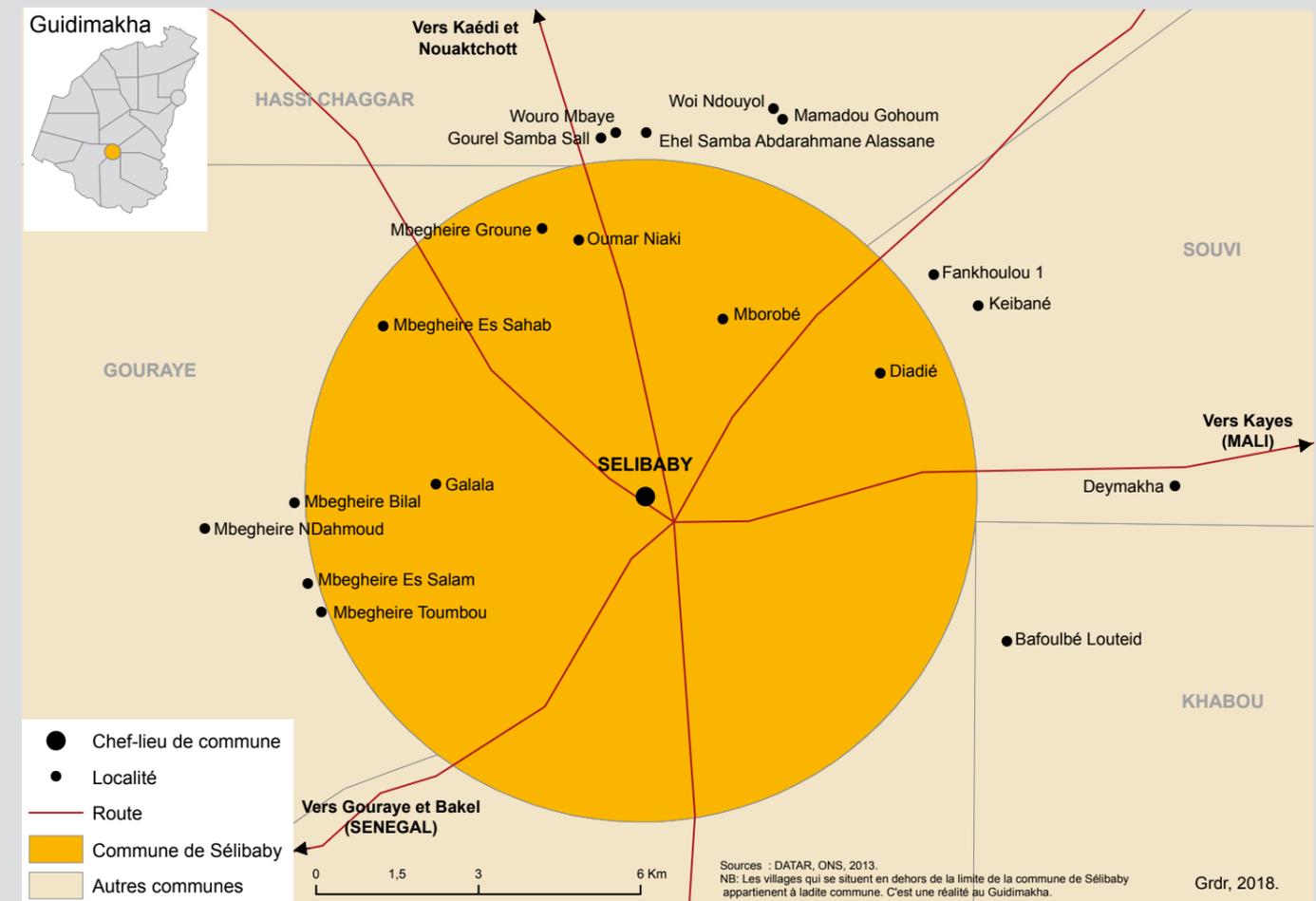
Comme toute la région, la commune de Sélibaby est caractérisée par un climat soudano-sahélien, avec une courte saison des pluies, de juillet à septembre, et une longue saison sèche d'octobre à juin. Le Guidimakha connaît des températures généralement chaudes qui atteignent parfois 45°C, sous l'influence de l'Harmattan. Une relative fraîcheur est observée entre les mois d'octobre et février, avec des températures basses allant jusqu'à 24°C.

La ville de Sélibaby est un haut lieu administratif du Guidimakha. Outre l'Hôtel de Ville, on y trouve le siège de la préfecture (Moughataa), de la région (*Wilaya*), des banques, ainsi que les délégations régionales des ministères ; en termes d'infrastructures, la commune dispose également d'un lycée, de deux collèges, de plusieurs écoles, d'un stade, d'une Maison des Jeunes et d'un hôpital ; Sélibaby souffre toutefois d'un manque criant d'infrastructures et de services de base, et accuse un haut niveau de pauvreté.

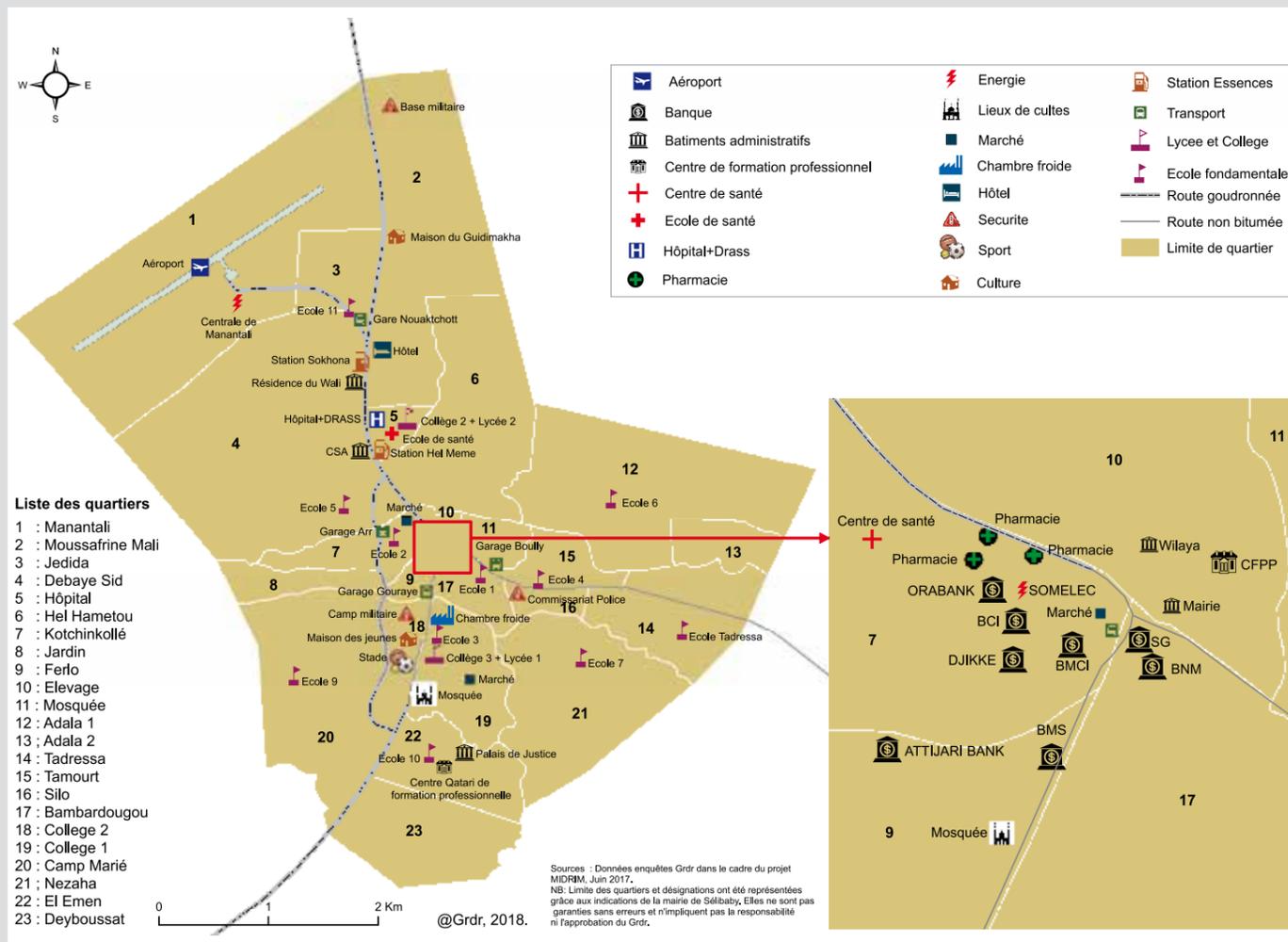
La ville a un profil particulier, car elle a servi de réceptacle, du fait de sa dimension administrative et de sa position centrale au Guidimakha, à des vagues de migration régionales liées à plusieurs faits historiques, comme des catastrophes climatiques, ou politiques comme les « événements » de 1989¹.

1. Les « événements » désignent un conflit entre nomades et agriculteurs qui a donné lieu à des violences des deux côtés du fleuve Sénégal et à un conflit ouvert entre la Mauritanie et le Sénégal, résultants en des expulsions de population des deux côtés.

Les localités de la Communes de Sélibaby



Les infrastructures de la ville de Sélibaby en 2018



D'après le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2013, la population de la commune s'élève à 29 779 habitants, dont 15 237 hommes (51,16%) et 14 542 femmes (48,84%). La ville de Sélibaby compte à elle seule 26 420 habitants. La population communale a presque doublé en l'espace de 15 ans, puisqu'elle était évaluée à 15 289 habitants par le RGPH de 2001. Cela s'explique par l'accroissement de la population (taux de 3,4%, contre 2,4% pour la moyenne nationale), qui est dû tant à l'immigration interne qu'à l'excédent annuel des naissances sur les décès.

À l'instar du reste de la *wilaya*, l'économie de Sélibaby repose largement sur la filière agropastorale. Plus de deux tiers de la population s'adonnent à cette activité, qui génère les principaux revenus de ses habitants. L'agriculture est pratiquée dans les zones de décrue (ou *walo*), et surtout, en saison des pluies, sur les terres hautes (*diéri*). La production maraîchère bénéficie d'un important réseau hydraulique, favorisé par la présence des trois marigots qui traversent la commune, et d'un sous-sol permettant un accès aux nappes phréatiques peu profondes. Enfin, encore largement associé à l'agriculture, le secteur de l'élevage, qui a connu des bouleversements profonds au cours des dernières décennies, demeure omniprésent, et pratiqué sous des formes traditionnelles.

Sélibaby est une place commerciale de premier plan dans la région, avec ses nombreuses banques et pas moins de quatre marchés (Grand Marché, Marché municipal, marché de Dakhla, et marché de Collège). Le commerce est dominé par quelques grandes familles présentes dans la vente de certains produits (Hel-Mémé, Sow, Mangassouba, etc.). Enfin, certains migrants, surtout des Sénégalais, disposent de points de ventes appelés « Pousse-Pousse », où ils exposent des vêtements et du tissu.

L'artisanat (soudure, mécanique, électricité, maçonnerie, couture, artisanat, etc.) est également un des secteurs clés du tissu économique sélibabyen. Ces activités se perpétuent grâce au Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel (CFPP) et le Centre qatari, mais aussi grâce au dynamisme des immigrés, qui forment de jeunes Sélibabyens sur certains de ces métiers, notamment la maçonnerie, la

peinture et la soudure. Il faut ajouter à tout cela les transferts financiers issus de la diaspora sélibabyenne, qui relèvent principalement de la solidarité familiale. Ces atouts réels sont peu exploités et n'empêchent pas la commune de connaître une situation sociale difficile. Il en résulte que les enjeux de développement sont largement perceptibles sur le territoire.

Pour répondre à ces enjeux, la contribution des migrants semble incontournable dans une région comme le Guidimakha, qui peut compter sur une importante diaspora. Or, les flux de migration et le rapport des migrants à leur territoire d'origine évoluent depuis quelques années, obligeant tous les acteurs à repenser la dialectique Migration et Développement (M&D). Les collectivités locales, dans la continuité logique des recommandations de la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration de la Mauritanie (2010), doivent intégrer ce concept M&D dans leurs politiques. C'est l'un des objectifs du projet-pilote Migration et Développement en Mauritanie (MIDRIM) mené depuis décembre 2016, dans lequel la commune de Sélibaby est partenaire de l'ONG Grdr *Migration-Citoyenneté-Développement*.

Le présent document a pour ambition de donner un aperçu sur l'historique de la migration au niveau de la commune. Il s'appuie sur une enquête, inédite dans la région, menée auprès d'un échantillon de plus de 400 ménages, qui a produit des données riches sur les mobilités et les profils de migrants présents dans la ville ou en diaspora. Cette enquête a été complétée, de novembre à janvier 2018, par une série de temps de concertation menés dans plusieurs quartiers de la commune¹.

Le *profil migratoire* réalisé se veut un outil au service de la commune. Il est destiné à orienter les décisions politiques locales en intégrant toutes les parties prenantes au développement du territoire : émigrés, immigrés, migrants de retour, élus locaux, acteurs du développement, etc.

Concrètement, cela doit se traduire par une meilleure prise en compte, dans le futur Plan de Développement Communal (PDC), de la dimension M&D, au service de la communauté dans son ensemble.

1. La méthodologie d'enquête et de focus groupe est disponible en annexe 3 du présent document.

I. Le monde à Sélibaby

1 Les dynamiques historiques de peuplement à Sélibaby

Raconter les dynamiques migratoires de la commune de Sélibaby, c'est raconter son histoire, celle de ses quartiers, de sa croissance spatiale depuis les quartiers centraux jusqu'aux zones d'habitation plus récentes. C'est également raconter l'histoire de son émigration, de cette diaspora dont l'existence, comme pour le reste du Guidimakha, marque tant l'identité locale.

Les noms des quartiers disent souvent quelque chose de leur histoire. Ceux de Ferlo et Bambaradougou sont, à ce titre, fort significatifs. Ferlo tire son nom de familles peules venues au XIX^e siècle de villages de l'actuelle commune de Gouraye ; les premiers habitants sont des grandes familles de chasseurs, les Camara et les Moussa notamment. Quant à Bambaradougou, ou « village des Bambararas » en langue bambara, il s'est constitué au XIX^e siècle ; parmi les premières familles : Diawoye Diemba, Lassana Sylla, et Balla Camara. L'est de Kotchin Kollé, voit arriver dans les années 1960 ses premières familles, Ba et Dia. Le nord du quartier Collège (avec la famille Samba Peindel, venue d'une localité de Tachott en 1973) et le sud du quartier Debaye Sid (qui tire son nom du campement d'Abdallayeould Sid, originaire du Karakoro et premier habitant de la zone), se sont développés dans les zones qui échappent à la crue des marigots pendant l'hivernage.

Une première vague de migration survient dans les années 1970, alors que la sécheresse frappe durement la Mauritanie. Les processus de sédentarisation et d'exode rural s'accroissent, et le Guidimakha ne fait pas exception.

Les villages et les campagnes environnantes trouvent refuge à Sélibaby, capitale administrative de la région. La ville connaît ainsi une croissance territoriale et démographique importante.

Plusieurs quartiers dits « centraux », comme Élevage, l'ouest de KotchinKolle (la partie connue sous le nom de Jardin) et Tamourt, restent inhabités jusque dans les années 90, car ils correspondent à des zones inondables situées en bord de marigot – *tamourt* signifie d'ailleurs « mare » en hassanya. Même à Mosquée, l'occupation de l'espace est encore lâche.

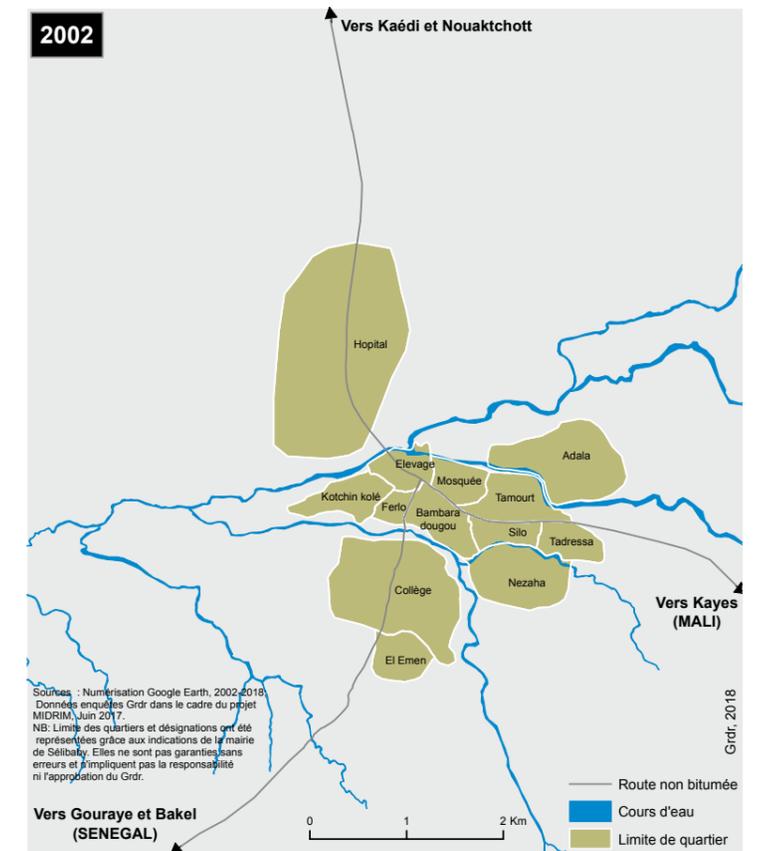
À l'est, le tissu urbain de Sélibaby s'arrête au silo à blé, et on ne trouve alors, dans le quartier du même nom, que quelques clôtures. Ces espaces naguère employés comme champs de culture sont des zones d'habitations depuis à peine 20 ou 30 ans, en raison de la raréfaction des crues et des inondations.

Une nouvelle vague de croissance urbaine est consécutive aux « événements » de 1989. Le premier quartier concerné étant Camp Marié (ou Askery), où s'installent des militaires et plus tard leurs familles.

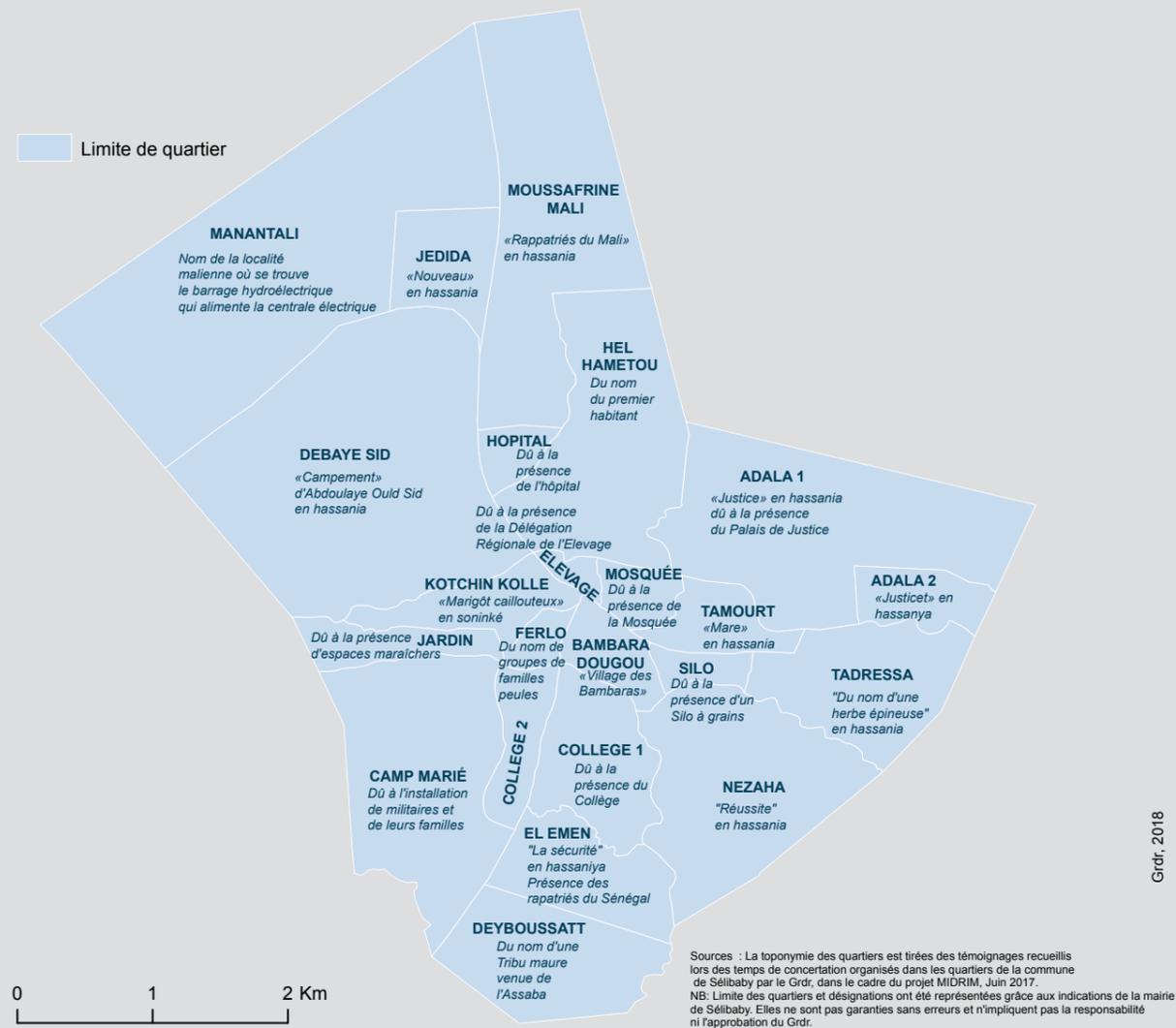
Dans les années 1990 et 2000, les arrivées notées à Sélibaby sont le plus souvent le fait de familles maures du Guidimakha ou d'autres régions de Mauritanie. Voire d'autres pays, comme à El-Emen, (« la sécurité » en hassanya), situé au sud de la ville, qui naît suite aux rapatriements du Sénégal. Silo se peuple avec l'installation de plusieurs familles (Abdrahaman, Diallo, Kahal). Collège poursuit son accroissement vers le sud, et c'est tout récemment, avec l'installation de familles qui ont quitté le centre-ville après des inondations, qu'est né le quartier Collège 2.

Quant aux quartiers de Tadressa et Adala, ils sont notamment peuplés de familles venues de l'Assaba. Il en est de même de Deybousat, qui tire son nom d'une tribu maure également venue de l'Assaba. Adala 2 et Nezaha apparaissent également dans les années 2000.

Evolution spatiale des quartiers de la ville de Sélibaby de 2002 à 2018



Toponymie des quartiers de la ville de Sélibaby



Au nord de la ville, l'extension urbaine prolonge le maigre tissu forgé depuis plusieurs décennies au sud de Debaye Sid.

Globalement toute la zone nord qui est aujourd'hui occupée est restée vide jusqu'à très récemment, même si, à Jedida, on note l'installation dans les années 80 de la première famille, celle de Sidi Ould Mahmoud, originaire de Towmiyatt, une localité du Guidimakha ; et à Aéroport (ou Manantali, du nom de la localité malienne où a été implantée la centrale électrique située de l'OMVS), l'arrivée de Cheikh El-Abid en 1992. Mais les cartes de la commune de Sélibaby n'indiquent pas ces quartiers jusque dans les années 2000. Ils sont le résultat de migrations importantes, internes à la Mauritanie, ou internationales. Ainsi, Moussafrine Mali a accueilli, comme son nom l'évoque (*Moussafrine*, « réfugiés » en hassania), des Mauritaniens rapatriés du Mali durant les « événements » de 1989. Quant à Hel Hametou, qui tire son nom du premier habitant qui s'y est installé, le quartier a moins de dix ans et a accueilli de nombreuses personnes qui ont quitté, parfois pour se rapprocher de leurs champs, les quartiers centraux trop denses comme Kotchin Kollé et Bambaradougou.

Les dynamiques récentes de peuplement récentes s'observent donc au niveau des quartiers périphériques. Elles résultent soit de la venue de familles originaires du Guidimakha, soit, de plus en plus, de l'installation de familles originaires d'autres régions de Mauritanie et des pays voisins que sont le Mali et le Sénégal, à la suite de crises humanitaires.

La rapide croissance spatiale de la ville est le résultat de mobilités très fortes dans cette zone du bassin du fleuve Sénégal. Il s'y ajoute le déplacement, dans la ville, de familles qui vivaient jusque-là dans les quartiers centraux, plus densément peuplés et plus anciens, et qui recherchent plus d'espace à la périphérie ou au bord de marigots.

Les temps de concertation menés dans la commune dans le cadre du projet MIDRIM ont permis d'identifier plusieurs contraintes lors de l'installation de nouvelles familles :

- L'enclavement de certains quartiers comme Debaye Sid, Adala 2 ou Jedida pendant l'hivernage ;
- Des problèmes d'accès à l'électricité (installation rudimentaire de câble) et à l'eau potable (extension du réseau) ;
- Les enjeux liés à l'assainissement, aggravés par l'installation anarchique des habitations ;
- L'absence de lotissement ;
- La pression animale sur les champs de culture ;
- L'enjeu de la sécurisation des champs cultivés ;
- L'absence d'appui aux coopératives et de promotion de l'insertion des jeunes et des femmes ;
- Le problème de l'insertion des jeunes, parmi lesquels les jeunes diplômés travailleurs manuels qualifiés (soudeurs, électriciens, etc.) ;
- Les carences en matière d'accès à la santé (services fournis limités, manque de matériel et de personnel) et les cas courants de malnutrition des enfants et des femmes enceintes ;
- Les carences en matière d'accès à l'éducation (manque d'enseignants, de salles de classe, etc.), et les cas fréquents de déperdition scolaire et d'analphabétisme ;
- L'extrême-pauvreté de certains quartiers comme Tadressa, Nezaha, Adala ou Tamourt.

Zoom sur un quartier nouveau : Deyboussatt

Deyboussatt s'est créé avec à la vague d'immigration interne qu'a connue la ville de Sélibaby dans les années 2000. En effet la carte ci-contre permet de suivre l'évolution de l'occupation des sols de ce quartier, qui porte le nom d'une tribu maure originaire de la région d'Assabaet composée initialement d'éleveurs de chameaux. En 2002, il n'y avait encore que quatre hangars (Mbar) dans cette zone, alors qu'actuellement on y compte plus d'une centaine de familles, qui pratiquent des activités diverses, notamment le commerce et le service militaire pour les plus jeunes.

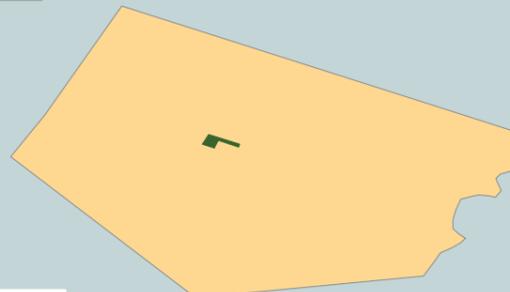
L'évolution exponentielle de la population est intimement liée aux vagues massives

d'immigration qui ont entraîné une occupation anarchique du sol et un problème d'urbanisation. Même si l'accès à l'eau dans ce quartier est réglé, les installations électriques restent rudimentaires, car les câbles sont installés à même le sol et provoquent parfois des courts-circuits durant la période hivernale.

Comme les autres quartiers de la ville de Sélibaby, Deyboussatt, n'est pas loti et l'installation des habitations ne respecte pas les normes d'urbanisation et du plan d'aménagement. Faute d'autorisation de construire, les constructions sont anarchiques et rudimentaires.

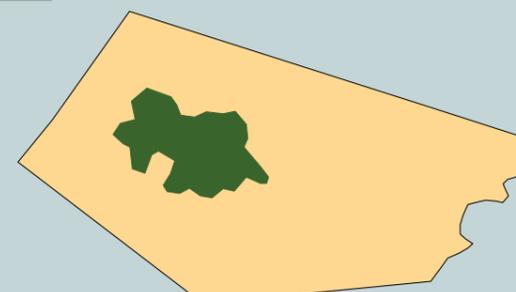
Évolution de l'occupation du sol du quartier de Deyboussatt : 2002-2006-2016

2002



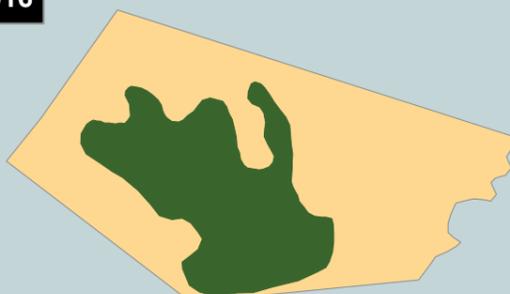
0,24 ha

2006



11 ha

2016



33 ha

Légende

- Bâti
- Limite quartier Deyboussatt



0 0,5 1 Km

Source: Numérisation Google Earth, 2002-2006-2016. @Grdr, 2018.

2 Les immigrés internes à Sélibaby

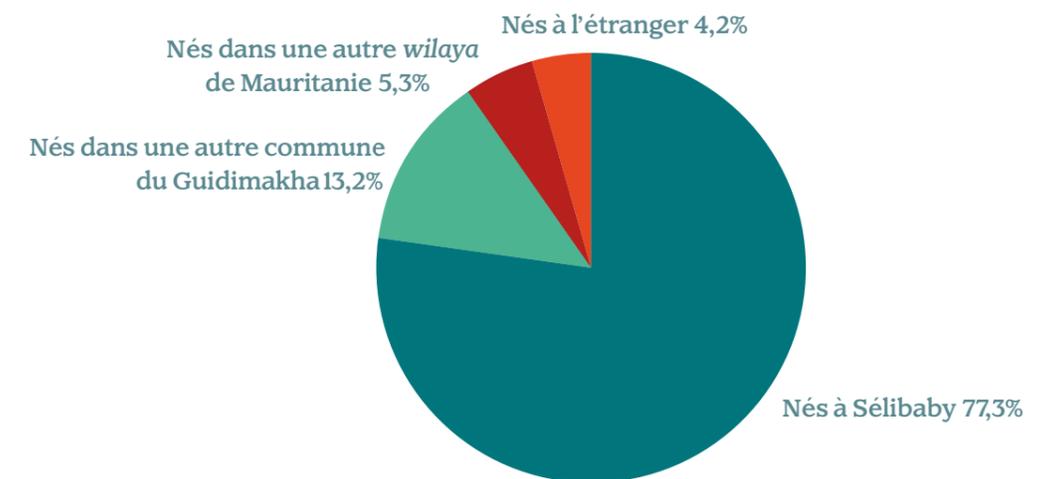
Nous partons de la définition selon laquelle « est *immigrée interne* à Sélibaby toute personne née en Mauritanie, en dehors de la commune de Sélibaby, et qui réside à Sélibaby depuis au moins six mois ou pour une durée d'au moins six mois ».

Tout d'abord, retenons que 95,8% des personnes résidant en 2017 à Sélibaby sont nées en Mauritanie. Environ 90% sont nés dans la région

du Guidimakha, commune de Sélibaby incluse, et plus de 5% des habitants sont nés dans une autre *wilaya* de Mauritanie.

Enfin, 77,3% des Sélibabyens sont nés dans leur commune de résidence actuelle. La migration interne, toutes régions confondues (y compris le Guidimakha hors commune de Sélibaby), concerne donc 18,5% de la population de Sélibaby.

Répartition de la population sélibabyenne selon le lieu de naissance



Parmi les immigrés internes, nous distinguons les personnes venues d'autres communes du Guidimakha de celles arrivées d'autres régions de Mauritanie.

Une représentation cartographique intégrant les deux types de migrants permet de se faire une idée des *wilayas* de provenance des immigrés internes résidant à Sélibaby¹. Et de la place que chaque *wilaya* prend dans l'« attractivité » sélibabyenne, ainsi que des déterminants de la migration.

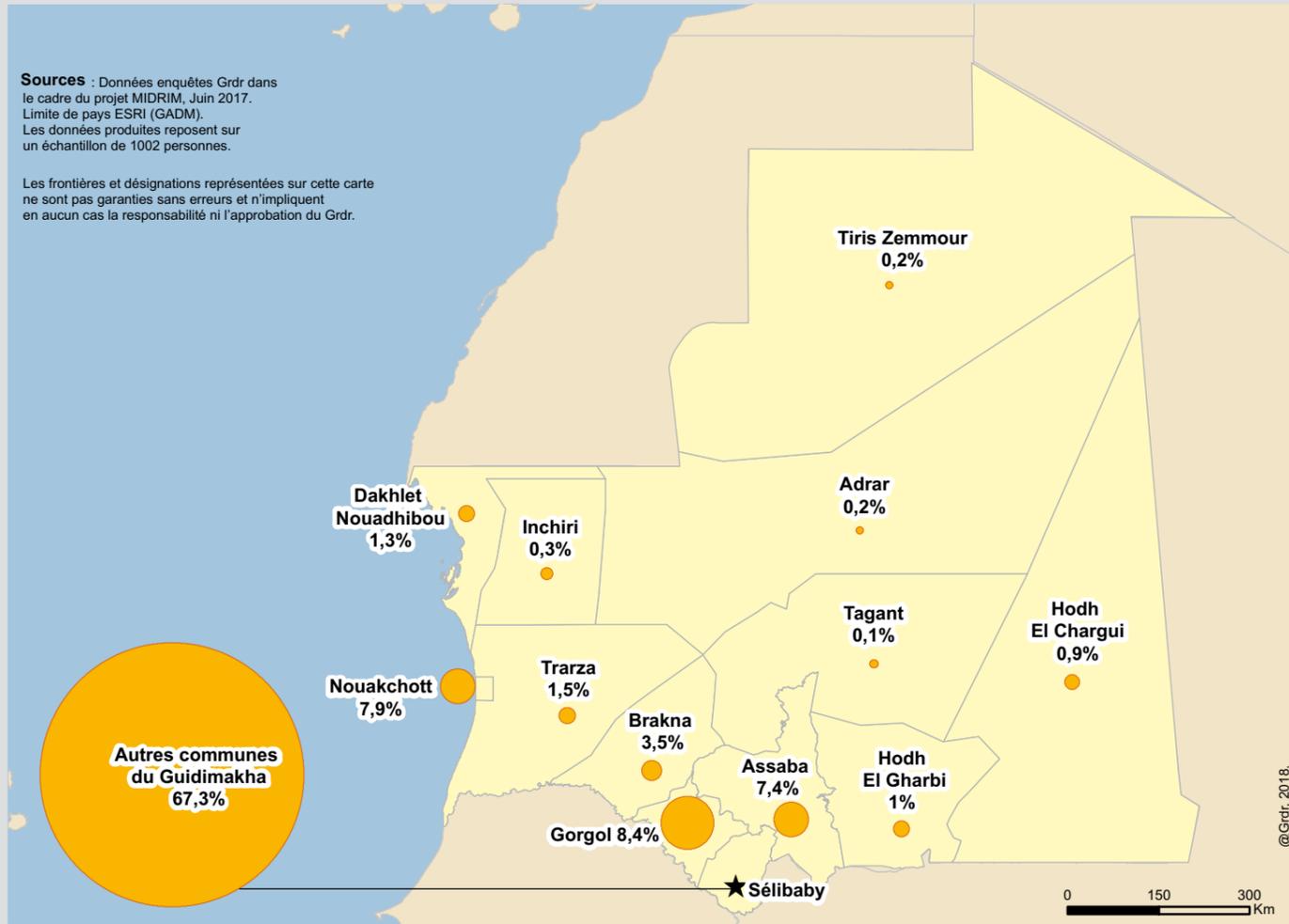
La recherche de conditions économiques meilleures est le principal motif de changement de résidence de ces populations, qui est aussi fondé sur la dégradation des terres agricoles et les aléas climatiques qui ont rendu la vie en milieu rural de plus en plus compliqué.

Or, nous le verrons plus loin, le changement de lieu de vie est souvent influencé, chez les migrants internes, par la présence d'un ou de plusieurs membres de leurs familles déjà sur place.



1. Ce chiffre représente tous les immigrés résidant actuellement à Sélibaby, quelle que soit leur année d'arrivée.

Régions de provenance des immigrés présents dans la commune de Sélibaby (%) en 2017



L'immigration interne à la Mauritanie (hors Guidimakha)

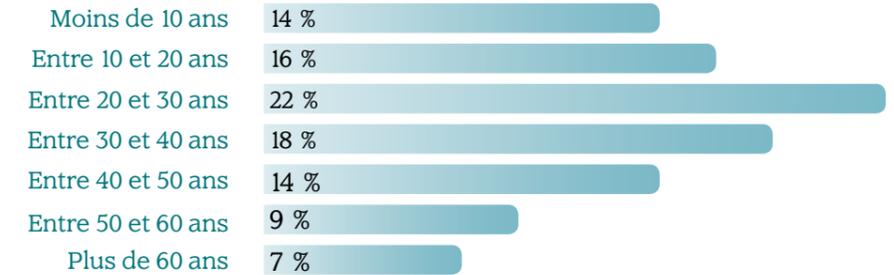
Plus de 5% de la population actuellement résidente à Sélibaby est née dans une autre wilaya de Mauritanie. Cette population compte 49,2% d'hommes et 50,8% de femmes. Près de 30% d'entre eux ont moins de 20 ans. Plus de 22% sont âgés de 20 à 30 ans, et 17% ont entre 30 et 40 ans. Le reste, un peu plus de 30%, a plus de 40 ans.

Il s'agit donc d'une population jeune, mais moins que l'échelle communale (à titre d'exemple, les moins de 20 ans représentent 57% de la population sélibabyenne¹). Ceci s'explique par le fait

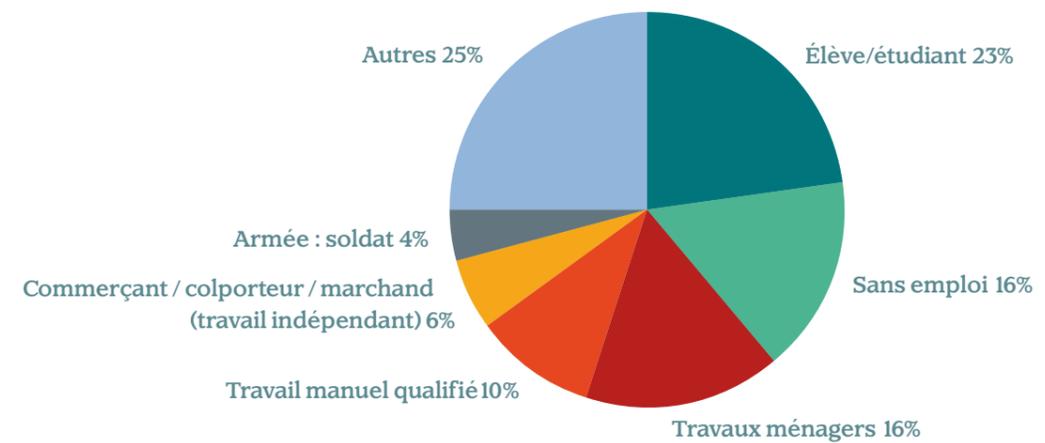
que les immigrés venus d'autres wilayas sont à hauteur de 23% des élèves ou des étudiants, alors que ce chiffre, d'après la même enquête, monte à 43% à l'échelle communale.

En termes de profil professionnel/activités, outre les écoliers et étudiants, la répartition de la population sélibabyenne se présente comme suit : travaux ménagers (16%), travail manuel qualifié comme tailleur, coiffeur ou mécanicien (10%), commerçants indépendants (près de 6%), et militaires (plus de 4%). Les autres activités concernent à chaque fois moins de 4% des immigrés internes. En outre, on compte plus de 16% de cette population sans emploi.

Répartition par tranches d'âge – immigrés nés dans une autre wilaya



Répartition par profil professionnel/activité immigrés internes de Mauritanie (hors Guidimakha)



Si l'on se penche sur la situation familiale des Sélibabyens nés dans une autre wilaya, on découvre une majorité relative de mariés monogames

(48%). Viennent ensuite les célibataires (32,4%), puis les mariés polygames (11,7%).

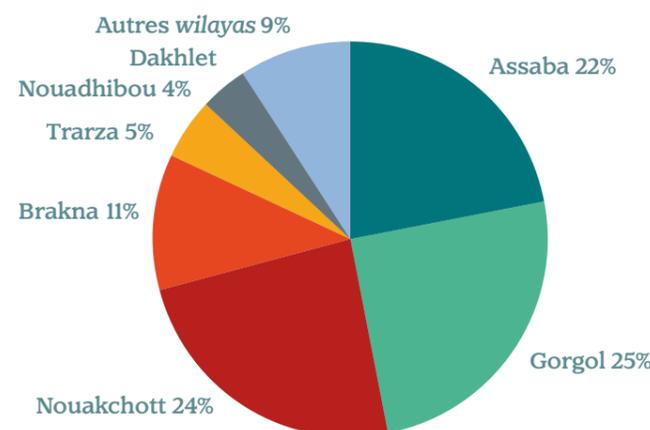
1. Toujours selon l'enquête menée dans le cadre du projet MIDRIM.

L'analyse des flux de migration interne à la Mauritanie nous éclaire sur les liens interrégionaux entretenus entre Sélibaby et les autres *wilayas* du pays. Parmi les Sélibabyens originaires d'une autre *wilaya*, l'écrasante majorité provient de trois territoires : le Gorgol et l'Assaba, qui sont

deux régions limitrophes du Guidimakha, et Nouakchott, la capitale.

À l'exception du Brakna, la proportion concernant les autres régions mauritaniennes est faible, comme le montre le graphique ci-dessous.

Répartition par *wilaya* d'origine – immigrés internes de Mauritanie (hors Guidimakha)



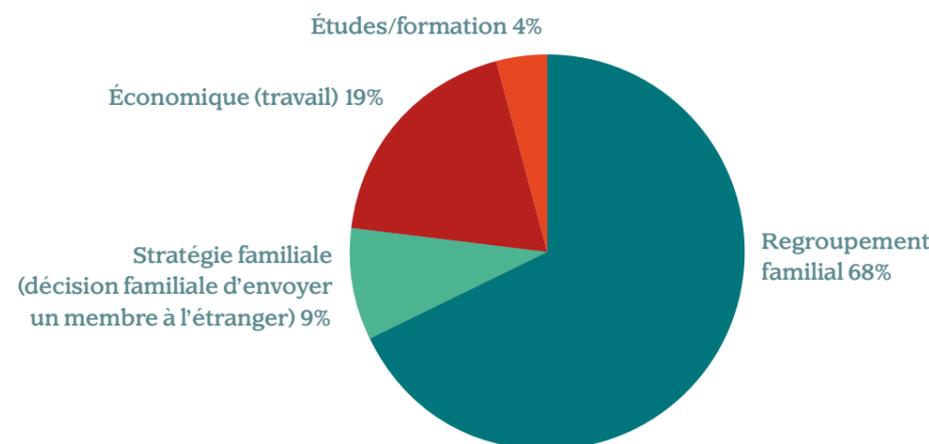
En se penchant sur le parcours migratoire des immigrés internes, on s'aperçoit qu'une majorité relative passe par une autre commune du Guidimakha avant de s'installer à Sélibaby (42,4%). Viennent ensuite, comme *wilayas de passage avant installation à Sélibaby*, Nouakchott (16,2%), essentiellement Nouakchott-Sud, puis le Gorgol (13,8%). Prises collectivement, l'analyse de ces données s'avère laborieuse. L'approche individuelle est peut-être plus enrichissante sur les parcours migratoires.

Les motifs qui les ont poussés à quitter leur localité d'origine rejoignent parfaitement ceux qui

les ont poussés, in fine, à choisir Sélibaby comme lieu de résidence. La première des raisons est le *regroupement familial*, mentionné plus des deux tiers des fois (environ 68%) : autrement dit, les Sélibabyens nés dans une autre *wilaya* de Mauritanie se sont installés à Sélibaby car ils venaient rejoindre un membre de leur famille déjà sur place.

Les raisons *économiques (travail)*, mentionnées près de 19%, sont suivies de la décision familiale d'envoyer un membre dans cette destination (*stratégie familiale*), 9%.

Déterminants d'arrivée sur la commune de Sélibaby immigrés internes de Mauritanie (hors Guidimakha)



“ Je suis né en 1958 dans une localité dénommée El-Khaba, à 7 km de Kiffa. [...] J'ai grandi à Kiffa, en exerçant le métier de courtier, c'est-à-dire la vente des bétails. J'ai été aussi formé comme boulanger, dans une boulangerie tenue par des Sénégalais pendant 7 ans.

J'ai quitté Kiffa à destination de Sélibaby en 1979, où j'ai exercé le même métier pendant 10 ans. Ça m'a permis de former des jeunes sélibabyens dans la boulangerie, ils exercent jusqu'à maintenant le même métier.

Après avoir quitté la boulangerie en 1989, je

suis devenu planton de la Banque Nationale de Mauritanie de Sélibaby pendant plus de 14 ans. En 2003, j'ai quitté BNM pour travailler à Dar El-Kitab (Maison du Livre) comme contrôleur pendant 2 ans. Depuis 2005 jusqu'à nos jours, je travaille comme planton à la Délégation de la Culture et de l'Artisanat.

Actuellement, je me considère parmi les premiers immigrés de la région d'Assaba au Guidimakha. Je me suis marié ici, et mes enfants sont nés ici et y travaillent.

Mady Ould Balagh, originaire de l'Assaba.

Migration interne à la *wilaya* du Guidimakha

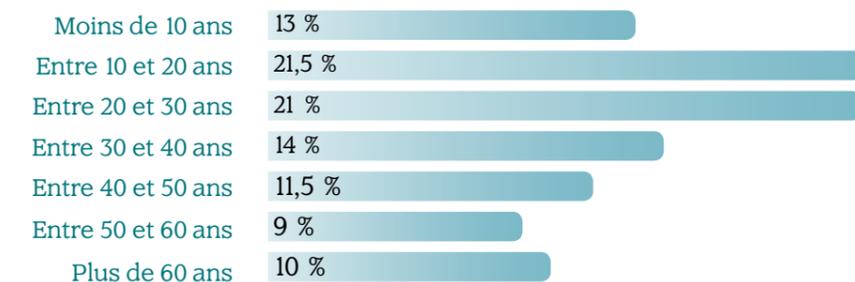
Les mouvements à l'intérieur de la région sont nombreux et correspondent pour beaucoup à des mouvements pendulaires entre la ville de Sélibaby et les villages de la région¹.

Sur la population sélibabyenne, on compte 13,2% de personnes originaires de la région

du Guidimakha, qui sont nés en dehors de la commune de Sélibaby. Parmi elles, 45,6% d'hommes, 54,4% de femmes. Près de 35% d'entre elles ont moins de 20 ans, 21% ont entre 20 et 30 ans, et 14% ont entre 30 et 40 ans. Le reste a plus de 40 ans.

Il s'agit d'une population jeune, plus jeune que celle issue des autres *wilayas* du pays, mais moins jeune que la moyenne sélibabyenne.

Répartition par tranches d'âge – immigrés internes au Guidimakha

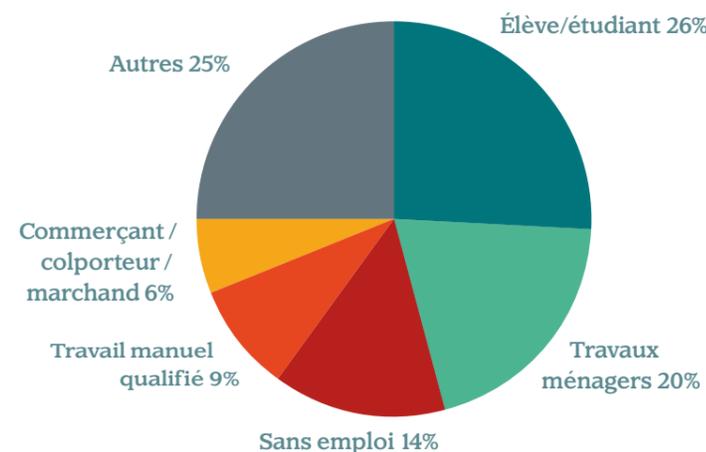


1. Plan de développement local de la commune (PDL), Programme de développement urbain (PDU) de Sélibaby, 2008.

Conséquence en termes d'activités : 26% des Sélibabyens originaires d'autres communes du Guidimakha sont élèves ou étudiants. Tout comme pour les immigrés internes issus d'autres *wilayas*, ce nombre important suppose des défis en termes d'infrastructures scolaires et de professeurs, notamment dans les quartiers où s'installent ces migrants internes. Pour l'essentiel, le profil professionnel du reste des

immigrés internes du Guidimakha est similaire à celui des immigrés internes venus d'autres *wilayas* : 20% travaillent dans les travaux ménagers, 9% ont un travail manuel qualifié (tailleur, chauffeur, coiffeur, etc.), 14% sont sans emploi et 6% commerçants/colporteurs/marchands. Les autres activités professionnelles sont résiduelles.

Profil professionnel/activité – immigrés internes au Guidimakha



En termes de situation familiale, les choses sont assez similaires à la situation des Sélibabyens nés dans d'autres *wilayas* : 45,4% sont mariés monogames, 34,2% sont célibataires/jamais

mariés, et 11,3% mariés polygames. On compte aussi des personnes en situation de veuvage (6%) ou divorcées (2,1%).

“ Je suis né en 1952 et j'ai grandi à Baédiam comme agriculteur jusqu'en 1968. J'ai quitté cette localité pour aller en Côte-d'Ivoire, où j'ai fait là-bas 5 ans, c'est-à-dire jusqu'en 1971 comme commerçant.

En 1972, je suis revenu de Nouakchott pour continuer mon commerce jusqu'en 1977 ; c'est à partir de cette ville que j'ai rejoint Dakar où je suis resté pendant deux bonnes années, avant de rejoindre Marseille, où je n'ai fait qu'un mois seulement. Pour des raisons de papiers, j'ai quitté la France en 1979, pour aller à Kayes, au Mali, où je suis resté jusqu'en

1985, avant de retourner à Nouakchott pour rester jusqu'en 1991.

Depuis 1991 à nos jours, je me suis stabilisé à Sélibaby, où je mène une activité de commerce et gagne ma vie correctement.

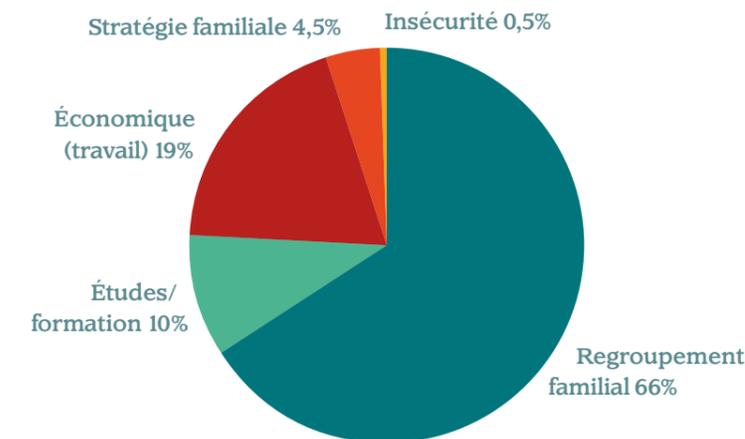
Mes parcours migratoires m'ont permis de découvrir différents endroits et différents modes de vie, et m'ont permis de comprendre que les mobilités sont des expériences bénéfiques pour toute personne.

Boubou Soumaré, originaire de Baédiam, wilaya du Guidimakha

Les déterminants de départ des lieux d'origine des migrants sont sensiblement les mêmes que les raisons qui les ont poussées à s'installer à Sélibaby, ce qui laisse deviner que les personnes ayant quitté leur localité d'origine savaient qu'ils partaient vivre à Sélibaby. Outre le *regroupement familial*, qui arrive largement en tête des

déterminants (environ 66%, soit deux tiers des migrants internes du Guidimakha), on note des motifs d'ordre économique (*travail*), à hauteur de 19% ; suivent, à environ 10%, les études ou une formation ; la migration relevait d'une *stratégie familiale* dans près de 5% des cas.

Déterminants de départ de la localité d'origine – immigrés internes au Guidimakha



3 L'immigration internationale à Sélibaby

Si la commune de Sélibaby a connu de fortes migrations internes, puisque pas moins de 18,5% de sa population actuelle est originaire d'une autre commune de Mauritanie (toutes *wilayas* confondues), elle est aussi concernée, à hauteur de 5,33% de ses habitants, par une immigration internationale, particulièrement marquée par des flux sous-régionaux qui viennent rappeler la position frontalière du Guidimakha, dont Sélibaby est la capitale administrative.

Les immigrés internationaux proviennent en très large majorité du Mali, pour 48%, et du Sénégal, pour plus de 41%. Les autres pays de provenance comptent moins de 10%. Ainsi, on compte 5,3% d'immigrés originaires de Côte-d'Ivoire, 2,1% du Ghana, et moins de 2% du Burkina Faso. Les parcours migratoires sont relativement courts en termes de distance, compte tenu notamment de la proximité géographique des deux principaux pays de provenance. Quand le voyage du migrant n'a pas été direct entre la commune d'origine et Sélibaby, la plupart des personnes concernées sont passées par

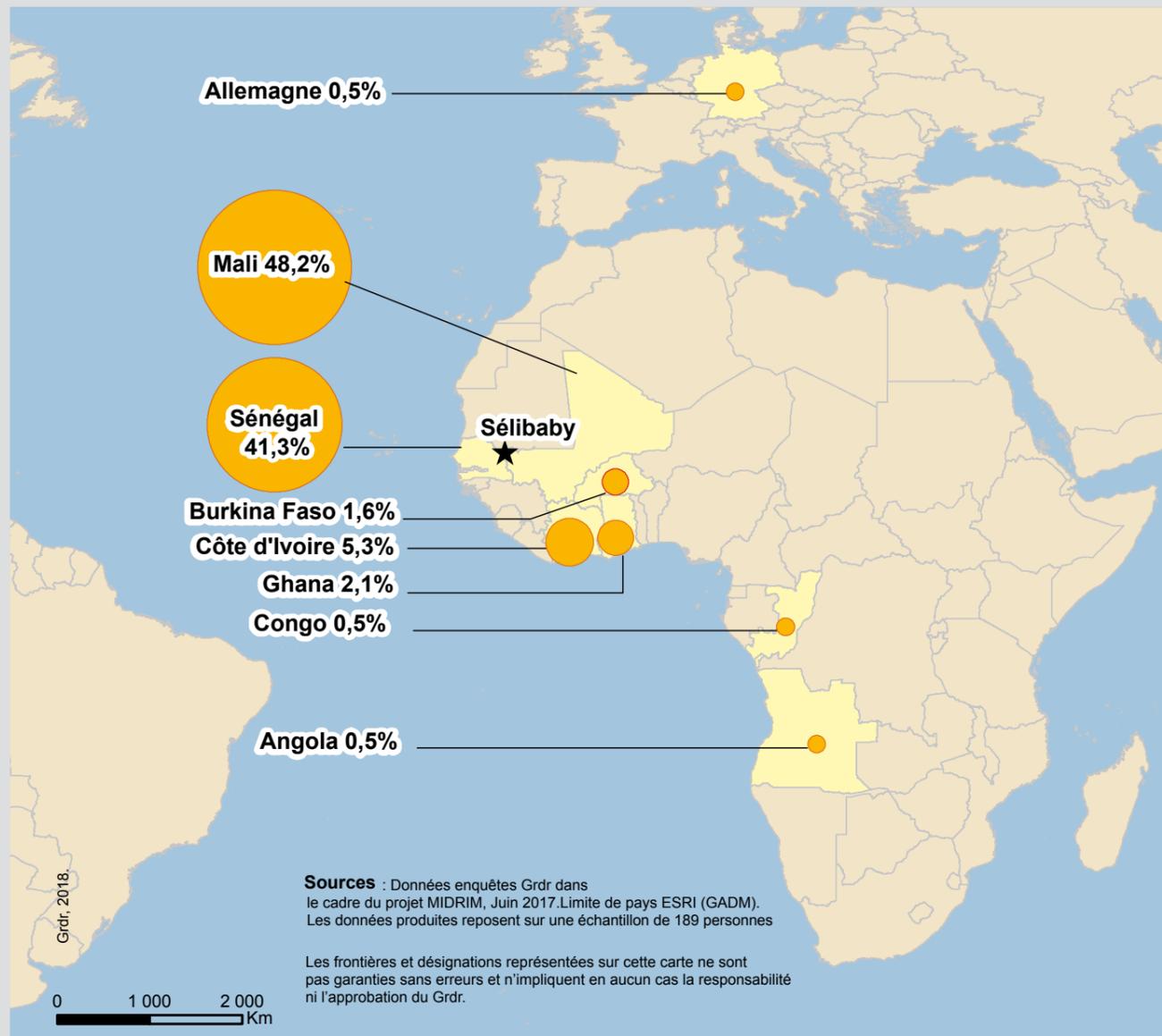
d'autres localités du Mali ou du Sénégal (quand ils sont originaires des dits pays) et pour certains d'entre eux d'une autre commune du Guidimakha.

Profil des migrants & déterminants de la migration

L'enquête-ménages sur laquelle se basent les statistiques présentées ici n'a pas cherché à quantifier le nombre d'étrangers présents à Sélibaby. La nationalité de l'immigrant n'était pas demandée lors des entretiens.

Le choix a été fait de se concentrer sur la question de la migration, non de la nationalité. Ainsi, quelqu'un qui est né en Mauritanie peut avoir une nationalité étrangère, et quelqu'un né à l'étranger peut avoir la nationalité mauritanienne. On trouve ce dernier cas, par exemple, dans plusieurs ménages du quartier d'El-Emen, où ont migré des Mauritanien(ne)s qui résidaient jusqu'aux « événements » de 1989 au Sénégal. C'est aussi le cas à Moussafrine Mali, où plusieurs familles sont venues du Mali s'installer dans des circonstances similaires.

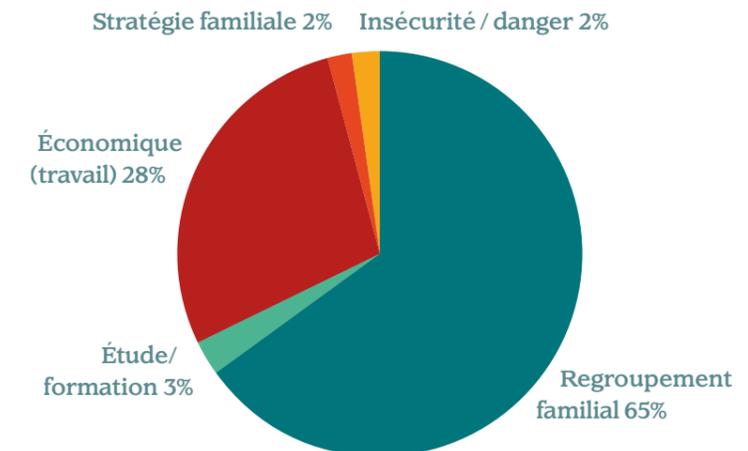
Pays de provenance des immigrants présents dans la commune de Sélibaby (en %) en 2017



Les résultats d'enquêtes ont révélé que 56,9% des migrants nés à l'étranger étaient des femmes, 43,1% des hommes. Et parmi les raisons de départ, mais aussi d'arrivée, le *regroupement familial* est mentionné dans près de deux tiers des réponses (64,9%). Viennent ensuite les

raisons économiques (*travail*), loin derrière, à hauteur de 28% dans le choix de la commune de Sélibaby. Les autres motifs (sécuritaires, *études/formation*, ou culturels), sont résiduels, et se situent à moins de 3%.

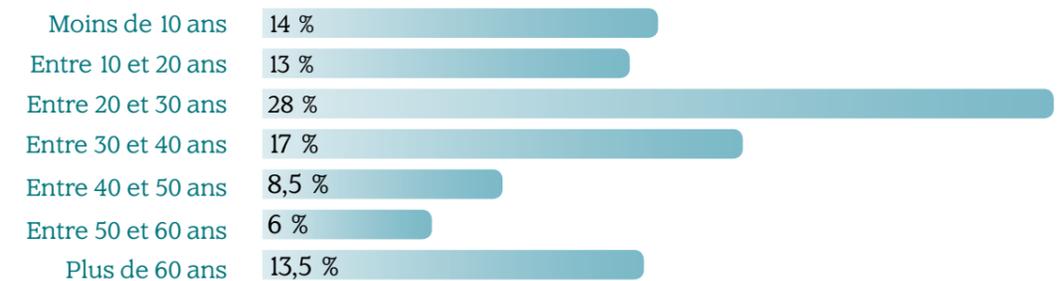
Déterminants de l'installation à Sélibaby – immigrants internationaux



La pyramide des âges indique une forte domination de la tranche 20-30 ans, qui représente plus d'un quart des immigrants internationaux.

Quant aux moins de 20 ans, ils totalisent 27,7% des effectifs.

Répartition par tranches d'âge – immigrants internationaux



“ Je suis né à Kayes en 1953. [...] J'ai quitté Kayes en 1967 pour aller étudier au Sénégal, où j'ai fait 5 ans. En 1972, j'ai quitté le Sénégal pour aller en France, pour étudier et travailler en même temps. Je suis resté plus de 13 années en France. En 1985, j'ai quitté ce pays pour retourner à Kayes au Mali, où j'exerce comme activité la réparation des téléviseurs pendant 2 ans. Je me suis installé à Sélibaby depuis 1987 jusqu'à nos jours comme répa-

rateur des téléviseurs. Ce travail m'a permis non seulement de gagner ma vie, mais aussi de former certaines personnes dans ce métier. J'ai un riche parcours migratoire, qui est aussi riche en termes d'expérience de vie. ”

Ndiaye Cheikh Tidjane, Malien originaire de Kayes et président de Djigui, l'Association des Ressortissants Maliens de Sélibaby.

En termes de situation familiale, on trouve chez les migrants internationaux une majorité relative de mariés monogames (42%), des célibataires (31%), des mariés polygames (15%) et des veufs (8%).

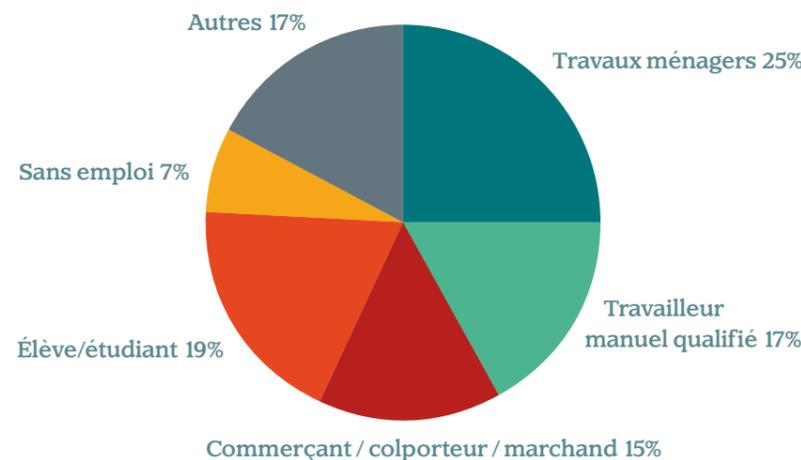
En termes d'activités, plus de 19% des Sélibabyens nés à l'étranger sont élèves ou étudiants. Les travailleurs manuels qualifiés (tailleurs, chauffeur, coiffeur, etc.) avec 17%, les commerçants/marchands (travail indépendant) avec 15%, sont certes deux catégories bien représentées, mais en tête, viennent les travaux ménagers (25%).

Les autres activités professionnelles sont assez faiblement représentées (4% domestiques/jardiniers, 2,5% employés non-qualifiés, etc.). Le nombre de personnes sans emploi, 6,9% semble indiquer un niveau d'intégration économique assez élevé.

L'analyse des différents métiers est riche en enseignements sur l'apport de la migration dans le tissu économique local. Par exemple, si les travailleurs manuels qualifiés sont 17% chez les migrants nés à l'étranger, ils ne sont que 8,9% à l'échelle de toute la population sélibabyenne. Ainsi, les personnes issues de la migration internationale représentent plus de 10% des travailleurs manuels qualifiés sur la commune, soit une personne sur dix.

Il en est de même pour les marchands/colporteurs/marchands, puisque les immigrés internationaux travaillant dans ce domaine d'activité représentent, sur les 4,6% de Sélibabyens œuvrant dans ce secteur, près d'une personne sur cinq (17,6%). La participation des immigrés au dynamisme économique du territoire est donc mise en exergue par les résultats présentés ici.

Répartition par profil professionnel/activité – immigrés internationaux



“ Je suis né à Thiès en 1972 et j'ai grandi au Sénégal jusqu'en 1999, comme ouvrier soudeur métallique. Je suis venu en Mauritanie et plus particulièrement à Sélibaby en 1999, où je suis resté pendant 8 ans.

J'ai quitté Sélibaby pour aller en Italie en 2007, j'ai exercé le métier de soudeur métallique durant les 3 ans de mon séjour dans ce

pays. En 2010, je suis revenu à Sélibaby, où je réside actuellement, en exerçant le métier. Malgré tous mes parcours migratoires, je n'ai jamais changé de métier, par-contre j'ai formé certains jeunes de Sélibaby, en partageant mon savoir-faire.

Khalifa Camara,
Sénégalais originaire de Thiès.

Un peu de prospective

Comment penser les enjeux de développement à venir sur le territoire de Sélibaby, en anticipant les flux d'immigration ?

Sur le plan urbain, Sélibaby n'a cessé de croître depuis l'indépendance. Durant les vingt dernières années, la ville s'est encore agrandie. La comparaison des cartes de 2000 et de 2017 est, à cet égard, frappante. Compte tenu du taux de natalité important, et au vu de l'apparition très récente de plusieurs quartiers (Adala, Deyboussat, Collège 2, etc.), il y a fort à parier que l'extension urbaine ne va pas s'arrêter. Elle est favorisée par l'exode rural, notamment issu du Guidimakha, par l'engorgement des quartiers centraux (où la stratégie municipale vise sans succès à élargir les ruelles adjacentes au marché central), et par le développement d'infrastructures nouvelles dans la ville (revêtement du tronçon Kaédi-Gouraye en 2012, stade municipal en 2014, Maison du Guidimakha en 2016, etc.), qui la rendront plus attractive. En outre, le phénomène d'assèchement des marigots accentue les mobilités dans la ville.

La poursuite de la croissance spatiale vers le Nord de la ville, autour de la route bitumée entre Moussafrine Mali et Jedida, et le prolongement des quartiers Est (Adala, Tadresa, Nezaha) et Sud (Deyboussat), posent de sérieux défis en termes d'aménagement du territoire : accessibilité des services publics de base, étalement urbain et espacement des habitations, accès à la terre et gestion des conflits, risque de marginalisation des espaces périphériques, cohésion sociale et coexistence intercommunautaire, etc.

Les arrivées de familles originaires du Gorgol et de l'Assaba ont été très importantes au cours des dernières années. Elles viennent s'ajouter à l'installation de nombreux ménages venus du Guidimakha.

La recherche de conditions économiques meilleures est le principal motif de changement de résidence des populations, après la dégradation des terres agricoles et les aléas climatiques qui ont rendu le cours de la vie extrêmement difficile à supporter en milieu rural. Cette sédentarisation progressive des populations a accentué les problèmes structurels qui existaient déjà dans la commune.

L'évolution de l'occupation des sols des quartiers périphériques pose de réels problèmes d'urbanisation, eu égard aux installations des nouvelles habitations. L'octroi des terrains et les constructions ne suivent pas les règles d'aménagement et certains problèmes se perpétuent donc. Sans une vraie politique de développement urbain, on peut assister dans les années à venir aux contraintes suivantes :

- L'exposition de certaines zones aux inondations et aux ruissellements
- Une plus grande précarité des conditions d'habitat
- Des conflits liés à l'occupation du foncier

Le futur Plan de Développement Communal (PDC), tout comme le profil migratoire, doivent permettre d'anticiper tous ces enjeux, et penser la valorisation du territoire à l'aune des flux migratoires passés, présents et futurs.

II. Sélibaby dans le monde

1 Les dynamiques historiques de la diaspora sélibabyenne

Le Guidimakha est connu pour son émigration. La région a très tôt été une terre de départ, avec pour destination majeure la France. Il faut dire que l'ancienne puissance coloniale a, dès l'après-guerre, sur la base d'un besoin en main-d'œuvre non qualifiée et francophone, facilité l'immigration de travail pendant plusieurs années. La présence de nombreux Mauritaniens dans l'industrie automobile française est bien connue, notamment dans le bassin de la Seine, en Île-de-France et en Normandie ; de même que celle dans l'industrie portuaire, dans les régions de Marseille et du Havre. Dans les années 70, en réaction à la crise économique, la France freine la migration de travail (instauration de la carte de séjour en 1974, modification de la loi sur le *regroupement familial* en 1976).

Jusqu'au milieu des années 80, les migrants se regroupent en France par village d'origine et créent des associations d'abord informelles (caisse de solidarité) à l'échelle villageoise. La capacité d'épargne des migrants est importante (évaluée à environ 30% des revenus) et se décline en mandats familiaux (logement, sécurité alimentaire, santé) et villageois (réalisations d'infrastructures sociales, comme des écoles et des puits, et économiques comme des barages et des banques de céréales).

En 1973-1974, puis en 1982-1983, deux périodes de forte sécheresse incitent les populations à migrer. Nous l'avons vu, pour Sélibaby, l'exode rural se traduit alors par un accroissement démographique. À cela s'ajoute une accélération des mouvements de migration Sud-Sud et Sud-Nord. De l'autre côté de la Méditerranée, en France, la période est marquée par la possibilité donnée aux étrangers, le 9 octobre 1981, de se constituer en association de Loi 1901, et le titre

de séjour et de travail unique est instauré le 17 juillet 1984⁶.

Alors que la décentralisation s'amorce en Mauritanie à la fin des années 80, dans un contexte marqué par les « événements », les dynamiques associatives de la diaspora se renforcent, souvent portées par les migrants de retour. Elles touchent plutôt les villages du Guidimakha que la commune de Sélibaby elle-même. À partir des années 2000, les associations villageoises et inter-villageoises s'organisent de plus en plus à l'échelle communale pour construire des projets de codéveloppement.

Le nombre d'émigrés, migrations interne à la Mauritanie et internationale confondues, représente l'équivalent de 16,2% de la population sélibabyenne actuelle².

Avec le vieillissement des émigrés de première génération d'immigrés qui sont, pour beaucoup, arrivés à l'âge de la retraite se pose la question de la « relève ». Ceci revient à se demander si leurs enfants et petits-enfants poursuivent-ils les projets de développement engagés par leurs parents et sous quelles formes ? Les pratiques de codéveloppement des générations plus jeunes d'immigrés ou d'enfants d'immigrés sont-elles les mêmes selon les générations ? Si les pratiques de solidarités villageoises « classiques » se poursuivent (rapatriement des corps, projets hydrauliques, construction et réhabilitation d'écoles et de centres de santé...), il est à noter que la diaspora tend à s'organiser de plus en plus autour de projets économiques (notamment entrepreneuriaux) et à élargir ses champs d'intervention. Une étude « mapping de la diaspora mauritanienne en Europe » réalisé dans le cadre du projet MIDRIM entre septembre 2017 et janvier 2018 approfondit cette question.

1. Évolution de la dynamique migratoire du BFS, in Grdr (2010), *À la rencontre des migrants et de leurs partenaires pour une co-opération de territoire à territoire*.

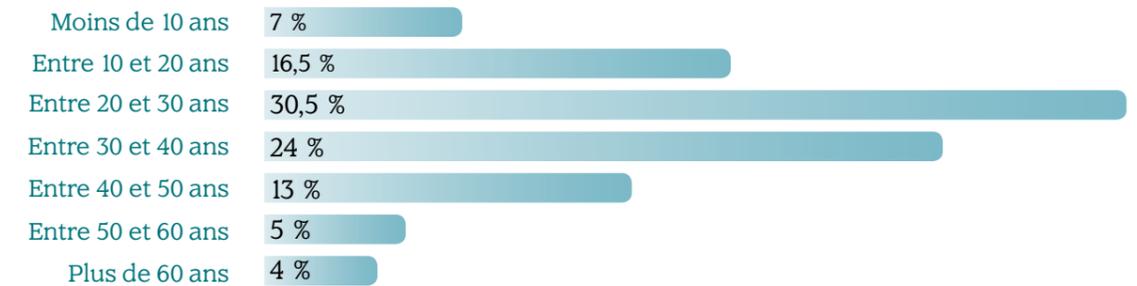
2. Toujours selon l'enquête-ménages menée par le Grdr en 2017 dans le cadre du projet MIDRIM.

2 L'émigration interne

Nous partons de la définition suivante : « est émigrée interne toute personne ayant résidé dans la commune de Sélibaby pendant au moins six mois, et qui réside actuellement dans une autre commune de Mauritanie depuis au moins six mois ou pour une durée d'au moins six mois⁸. »

À Sélibaby, le nombre de personnes parties en migration dans une autre localité de Mauritanie représente l'équivalent de près de 9% de la population de la commune. Parmi elles, une grande majorité d'hommes (66,2%, contre 33,8% de femmes). La tranche d'âge 20-30 ans est majoritaire (30,6%), et se classe devant les 30-40 ans (24,2%) et les 10-20 ans (16,5%).

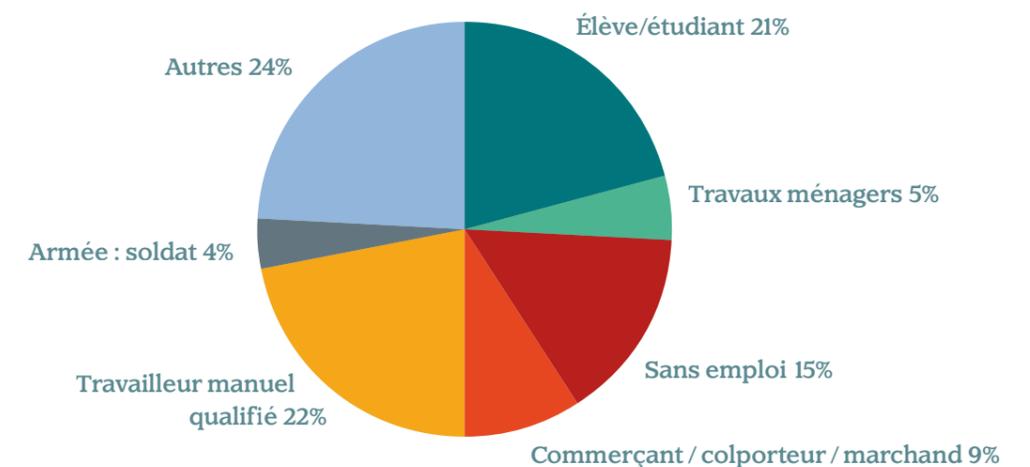
Répartition par tranches d'âge – émigrés internes



Ce sont en majorité des travailleurs manuels qualifiés (22%), des élèves ou étudiants (21%),

des personnes sans emploi (15%) et des commerçants (9%).

Profil professionnel/activité – émigrés internes

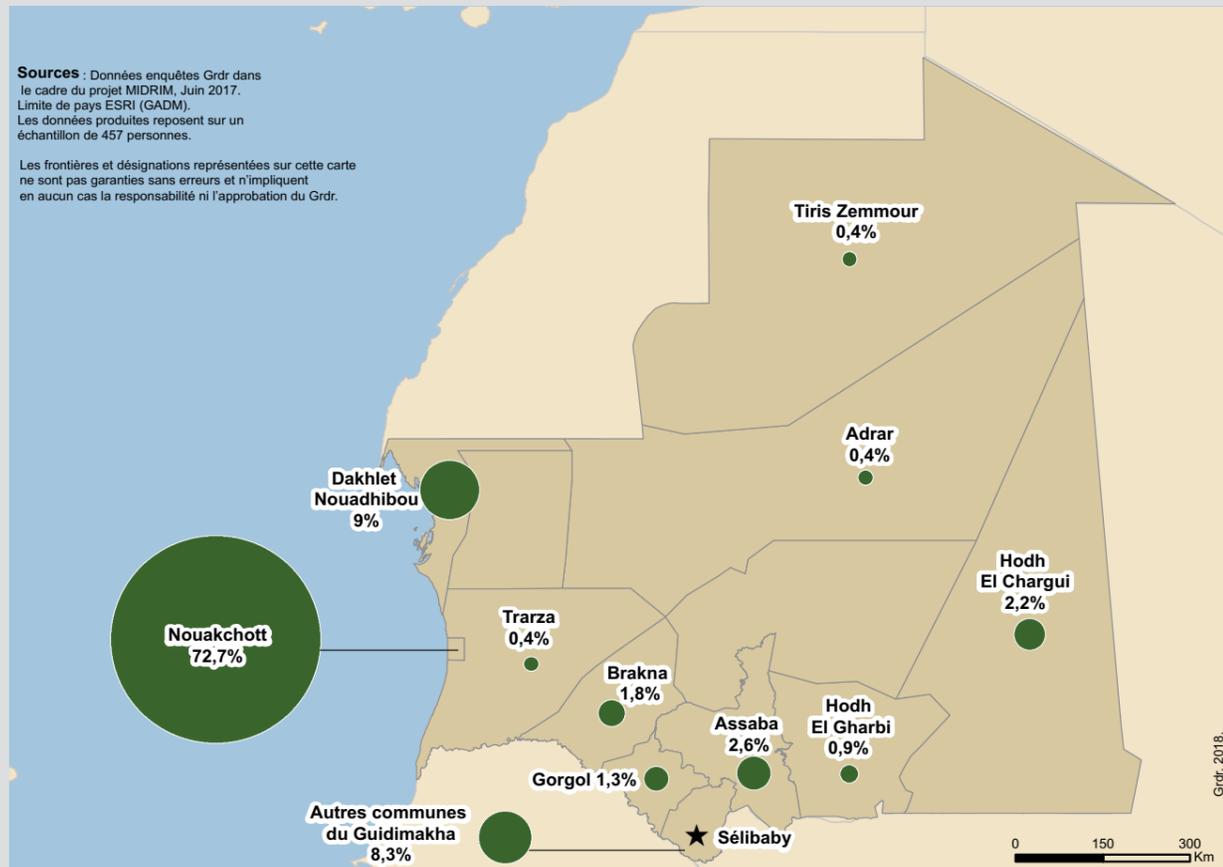


En termes de situation familiale, les *émigrés internes* sont très majoritairement soit mariés monogames (48%), soit célibataires/jamais mariés (49%). Les raisons de départ indiquées sont majoritairement des motifs économiques

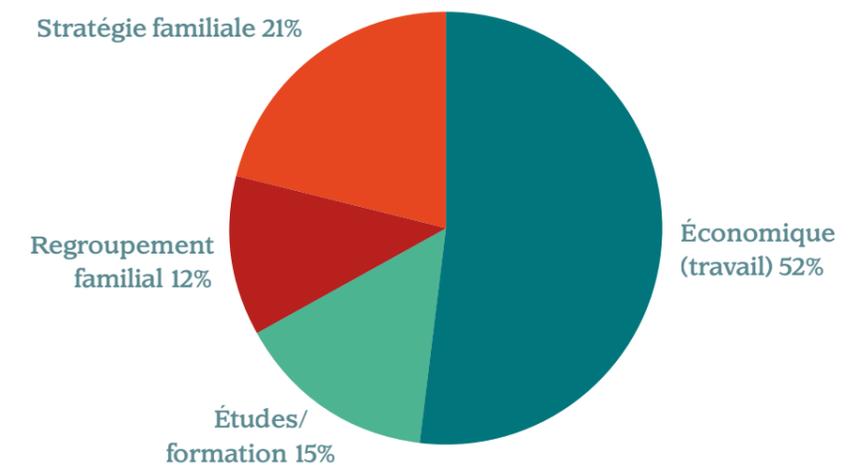
(*travail*), à 52%. Le principe d'une *stratégie familiale*, c'est-à-dire du choix concerté du ménage d'envoyer un membre à l'extérieur, est invoqué à hauteur de 21%.

8. Lors de l'enquête-ménages, il était alors demandé aux ménages si quelqu'un ayant fait partie du ménage est parti en migration avec pour destination une autre localité de Mauritanie.

Régions de destination des émigrés de la commune de Sélibaby (en %) en 2017



Déterminants de départ – émigrés internes



De même que les flux d'immigration internes à la Mauritanie, l'émigration dans le pays traduit l'importance des rapports qui lient la commune de Sélibaby au reste du pays. La principale destination depuis la commune de Sélibaby, comme bien souvent quand on parle des flux internes en Mauritanie, est Nouakchott. Une très grande majorité des Sélibabyens émigrés en Mauritanie sont en effet actuellement résidents dans la capitale, à 72,7% (57,1% juste pour le seul secteur de Nouakchott-Ouest). À l'exception de Dakhlet Nouadhibou (9%), et du reste de la wilaya du Guidimakha (8,3%), les pourcentages des autres régions de destination sont toujours inférieurs à 3%.

Parmi ces émigrés internes qui quittent Sélibaby, certains ont résidé dans une autre localité, avant de s'installer dans leur lieu de résidence actuelle. Connaître ces lieux « de passage » permet de retracer les parcours migratoires des migrants. Ainsi, le Brakna (50,3%) arrive en première position parmi les wilayas de transit, bien avant le Gorgol (15,5%) et, à égalité, le reste de la wilaya du Guidimakha (14,6%) et Nouakchott (14,6%), qui sont en parfaite égalité. Comme cela a été dit auparavant, appréhender ces données

est complexe et ne nous permet pas forcément d'en tirer des leçons, à moins de retracer la trajectoire de chacun ou de déterminer les lieux de passage en fonction de la destination finale. Le lien unissant les *émigrés internes* au ménage resté à Sélibaby est maintenu, même si les visites (régulières comme occasionnelles) ont été peu mentionnées (4%) lors du travail d'enquêtes MIDRIM. Les réseaux sociaux prennent une place importante (17%), mais le téléphone reste largement prédominant (80%).

La contribution de la personne absente au développement du ménage et de la localité est un paramètre important pour comprendre la persistance de ce lien avec la communauté d'origine. Ainsi, les *contributions sociales* (participation à des projets d'infrastructures d'accès aux services de base, etc.) et les solidarités familiales (filets sociaux comme la gestion de l'urgence, l'organisation de fêtes, le rapatriement des corps...) sont, de très loin, les deux types de contribution les plus citées. On peut aussi retenir une très grande méconnaissance, globalement, des personnes résidentes à Sélibaby, sur l'apport des *émigrés internes* au développement de la commune.





“ Je suis né à Linguère, au Sénégal. Ma mère était du Sénégal. [...] Après, on est allé au village de Dafort, parce que mon père était enseignant. Ils l'ont muté là-bas. [...] Après, on est allé à Ould Yengé, à la frontière avec le Mali. C'est de Ould Yengé qu'on est allé à Sélibaby, vers 1977. [...] On est resté très longtemps, jusqu'au bac. Après le bac, Nouakchott. Je suis venu ici pour faire des études d'Histoire. [...] J'ai fini ma licence, fin 90, et j'ai bougé. Pour Paris. En 1991.

J'ai refait la licence à Paris, toujours en Histoire. Après, j'ai fait la maîtrise, toujours à Paris. Puis j'ai changé pour faire un DEA qui s'appelle Espace Migration & Société, avec l'Université de Jussieu. On faisait ça entre Paris et Poitiers. On prenait le train entre Poitiers et Paris, tous les mois.

Je suis revenu une fois en 1996 pour revoir la famille. Puis à nouveau en 1998. [...] À partir de 2002 à 2005, j'ai commencé à faire des allers-retours entre la France et la Mauritanie. J'avais le projet de mettre en place un lieu culturel avec des échanges artistiques. Donc les allers-retours m'ont permis de voir le terrain et de mieux étudier mon projet. Petit à petit, je faisais des aménagements. C'est important un projet, avant de revenir ! Le retour définitif c'était en 2006. [...] J'ai commencé par un cyber, quelque chose qui me rapporte de l'argent, et j'ai commencé à mettre l'Espace culturel en place. [...]

Quand j'étais en France, je voyageais beaucoup en Guinée, au Mali, et au Sénégal. Je

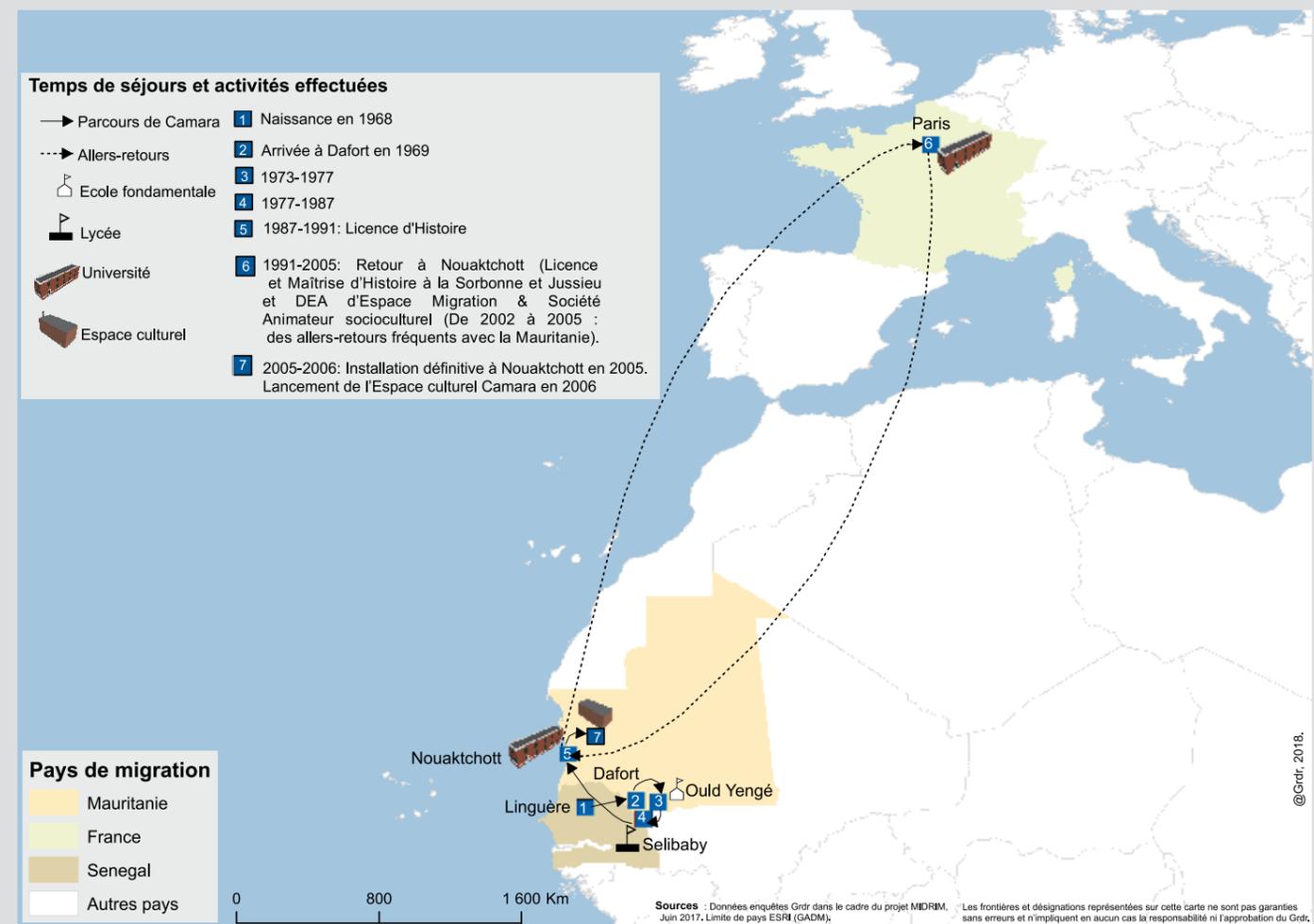
faisais beaucoup de voyages à l'intérieur de l'Afrique, parce que je faisais la promotion d'instruments africains. [...] C'est là où j'ai pris goût pour la francophonie, parce que je me retrouvais dans des coins très rares, où je ne connaissais personne, mais on partageait ensemble des choses. [...]

Si je n'étais pas allé en Europe, je n'aurais pas ouvert. Je n'aurais même pas eu l'idée de faire un centre. Tout ça, c'est une succession d'évènements, de parcours...

À un jeune qui a envie de partir de Sélibaby, je ne le retiendrais pas. Je lui dirais : « Si tu as envie de bouger, bouge ! » Quand j'ai bougé, j'ai appris des choses que j'étais loin d'imaginer. Bouger, ça permet vraiment de découvrir, de voir le monde autrement, de découvrir la diversité des cultures, les autres... Les autres pays, les autres religions, les autres civilisations. Ici, on ne nous enseigne que nous-mêmes. La civilisation africaine, et islamique. J'en suis fier, de ma culture et de ma religion, mais j'ai envie de savoir ce que font les autres aussi. [...] Il faut connaître les autres pour se connaître soi-même. [...]

Il faut partir par des voies sûres. Même s'il veut partir à Dakar, ou à Conakry... Tu peux découvrir plein de choses sans aller en Europe. Il y a une chose sur laquelle j'insisterai : tu peux partir, mais instruis-toi.

Siré Camara,
Président de l'Espace culturel
Diadié Tabara Camara à Nouakchott.



3 L'émigration internationale

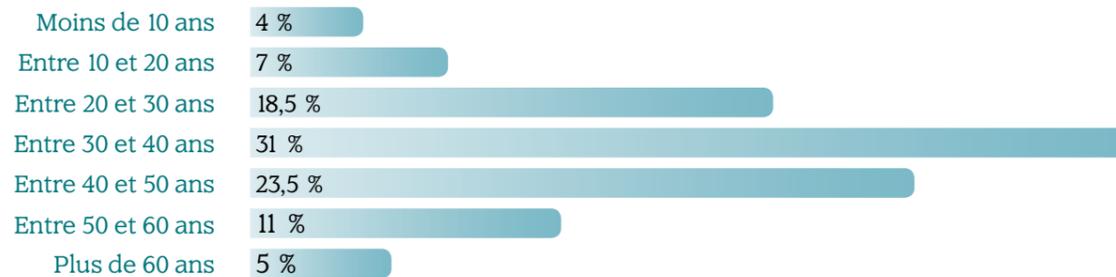
Cœur battant du Guidimakha, la commune de Sélibaby est comme la région, une terre de départ pour l'étranger. Avec les mouvements pendulaires entre Sélibaby et les villages du Guidimakha, et la migration intérieure à destination de Nouakchott, les mouvements d'émigration internationale étaient déjà cités, en 2008¹, comme l'un des phénomènes marquants de la migration à Sélibaby, avec comme destination les pays limitrophes à la Mauritanie (Maroc, Sénégal, Mali...), sous-régionaux (Côte-d'Ivoire, Burkina Faso, Guinée, etc.) et occidentaux (France, Espagne, Allemagne, États-Unis).

Partant de la définition suivante : « est émigrée internationale toute personne ayant résidé dans la commune de Sélibaby pendant au moins six mois, et qui réside en dehors de la Mauritanie depuis au moins six mois ou pour une durée

d'au moins six mois », l'enquête menée dans le cadre du projet MIDRIM révèle que le nombre de Sélibabyens partis à l'étranger représente l'équivalent de 7,3% de la population, avec parmi elles une très grande majorité d'hommes (73,1%, contre 26,9% de femmes).

Quant au profil démographique analysé en termes d'âge et d'activités, il est très différent de celui de la population sélibabyenne restée sur la commune. Il s'agit notamment d'un public beaucoup moins jeune, avec à peine 10,6% de moins de 20 ans. Cette réalité s'explique entre autres par le ralentissement des flux de migration vers l'Europe au cours de ces dernières années. Une autre explication, plus simple peut-être, peut aussi être proposée : plus on est jeune, moins la probabilité est grande d'avoir déjà eu l'occasion de partir en émigration.

Répartition par tranches d'âge – émigrés internationaux

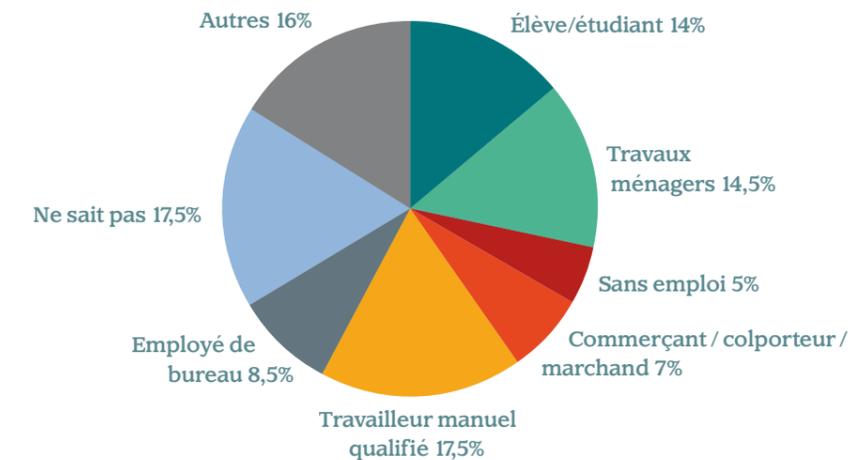


Cinq activités dominent les profils professionnels de la diaspora, sans qu'un groupe ne s'avère beaucoup plus important que les autres. Aux travailleurs manuels qualifiés (tailleurs, chauffeurs, coiffeurs, mécaniciens, etc.), qui représentent 17,5% des émigrés, s'ajoutent les travaux ménagers (14,5%), les employés de bureau (8,5%) et les commerçants (7%). On compte 14% d'écoliers/étudiants. Enfin, fait notable, dans 17% des cas, les personnes interrogées déclaraient ignorer l'activité la personne absente du ménage.

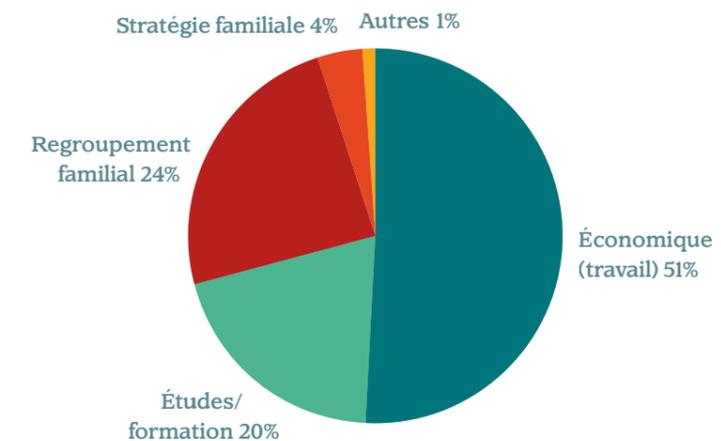
Une réponse qui suppose soit une réelle méconnaissance (ce qui constitue une information en soi), soit qui peut laisser supposer une activité informelle. Par ailleurs, ont été mentionnés 3,5% de chômeurs/sans emploi, et seulement

0,5% de retraités – on peut supposer que les émigrés rentrent au pays, une fois arrivés à l'âge de la retraite. La plupart sont mariés monogames (63%), célibataires/jamais mariés (25%) ou mariés polygames (8%), le reste étant résiduel. Mais pourquoi sont-ils partis de Sélibaby ? La première des raisons rejoint en fait celle qui primait également chez les Sélibabyens qui ont migré en Mauritanie même : un émigré international sur deux (51%) a quitté Sélibaby pour des motifs économiques (*travail*). Pour le reste, les déterminants varient un peu. Près d'un Sélibabyen parti à l'étranger sur quatre (24%) est parti pour rejoindre un membre de sa famille (*regroupement familial*), et un sur cinq (20%) pour les *études/formation*.

Profil professionnel/activités – émigrés internationaux



Déterminants de départ – émigrés internationaux



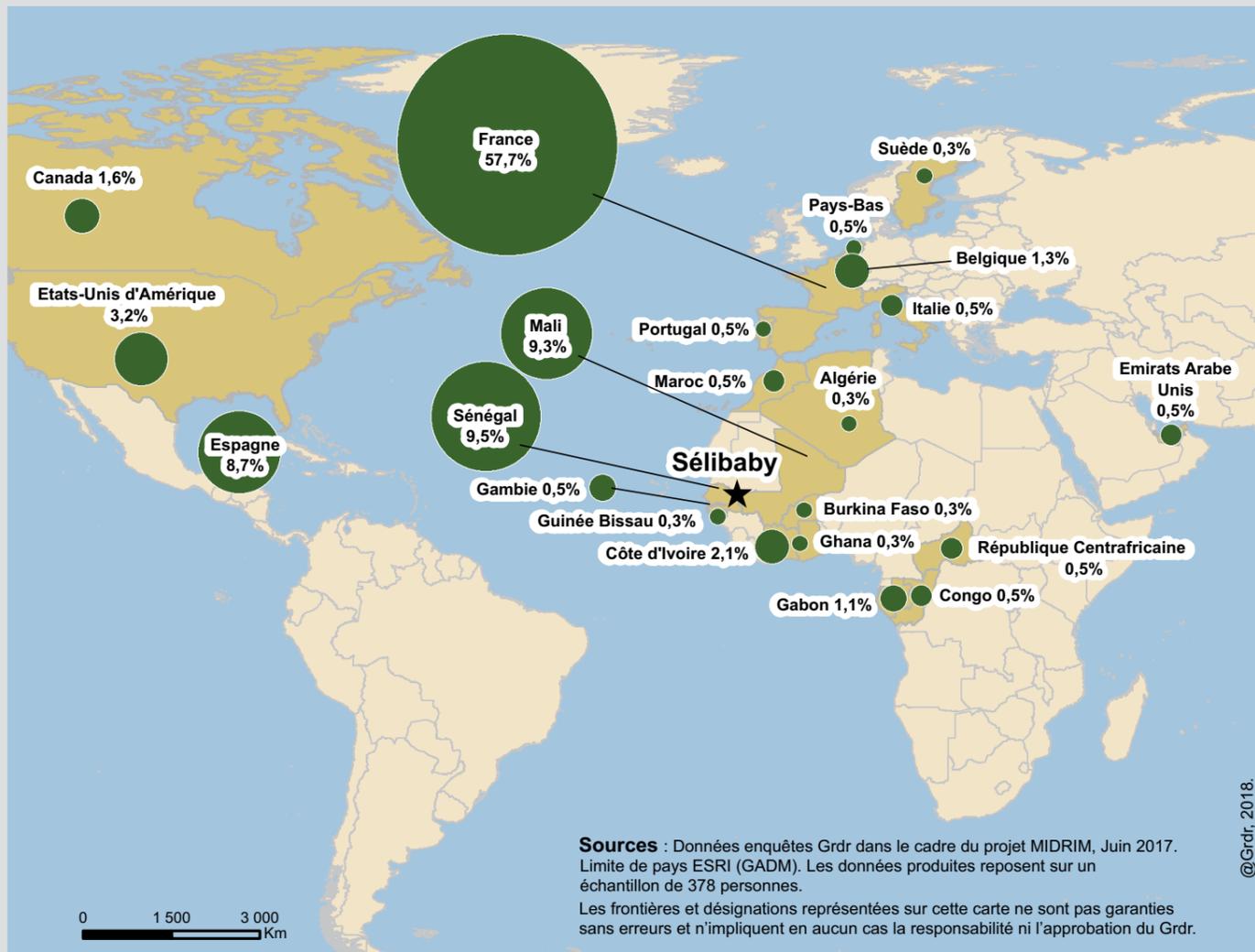
Le premier pays de destination est la France, à hauteur de 57,7%. Viennent ensuite le Sénégal (9,5%), le Mali (9,3%) et l'Espagne (8,7%). Les quartiers qui compte la diaspora la plus importante correspondent à la zone centrale de Bambaradougou, Ferlo, Kotchin Kollé, etc.

La plupart des personnes parties en émigration n'ont pas fait un trajet direct entre Sélibaby et leur lieu de résidence actuel : elles ont vécu, au moins plusieurs mois, dans une autre localité. Le Sénégal (14%) et le Mali (8%) sont de loin les principaux pays de passage, mais pour la plupart (55%), l'étape de passage (pour au moins six mois) a été Nouakchott.

La majorité des émigrés maintiennent avec le ménage à Sélibaby un contact téléphonique

(61,5%), ou *via* les réseaux sociaux (38,5%) tels que Facebook ou Whatsapp. Les visites, occasionnelles ou régulières, ne sont pas mentionnées. La contribution de la personne absente au développement du ménage et de la localité passe avant tout par des formes diverses de solidarités familiales (filets sociaux comme la gestion de l'urgence, l'organisation de fêtes, le rapatriement de corps, etc.), mais également par des *contributions sociales* (participation à des projets d'infrastructures d'accès aux services de base). Notons que tout comme pour les personnes parties en migration en Mauritanie, il existe globalement une forte méconnaissance des personnes résidentes à Sélibaby, sur l'apport des émigrés internationaux au développement de la commune.

Pays de destination des émigrés de la commune de Sélibaby (en %)



III. Les dynamiques Migration & Développement

I. Les migrants de retour à Sélibaby

L'expression « migrants de retour¹ » désigne les individus déjà partis en migration (pour une période d'au moins six mois), et revenus à Sélibaby. Ils représentent 14% des habitants de Sélibaby, et parmi eux, un peu moins d'un tiers est revenu de l'étranger.

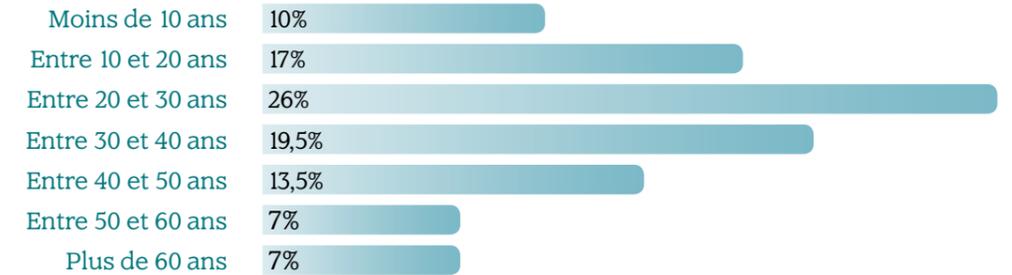
bataires (30,5%) et des mariés polygames (11,5%). La répartition par tranche d'âge donne une domination relative des 20-30 ans (26%), suivis des 30-40 ans (19,5%), des 10-20 ans (17%) et des 40-50 ans (13,5%). Seuls les plus jeunes (9,5%) et les plus âgés sont moins bien représentés dans cette population.

Les migrants de retour de Mauritanie

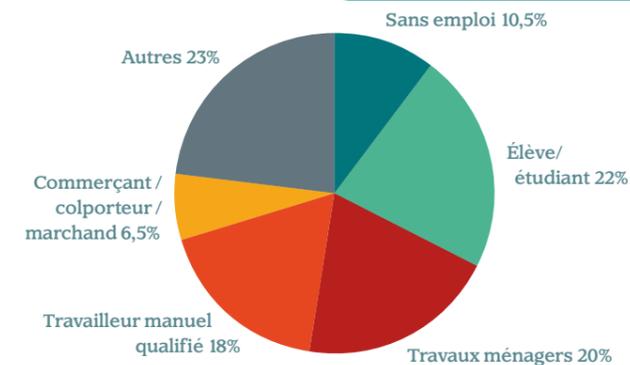
Parmi les migrants de retour internes, on compte 50,5% d'hommes et 49,5% de femmes. Il s'agit de mariés monogames (52,5%), suivis des céli-

En termes de niveau d'études, une majorité a atteint le primaire (27%), devant le collège (17%) et le lycée (12%). En outre, près de 18% n'ont que l'école coranique, et 16,5% n'ont aucun niveau d'études.

Répartition par tranches d'âge – migrants de retour de Mauritanie



Profil professionnel / activités – migrants de retour de Mauritanie



En termes de profil professionnel et d'activité, les enseignements sont riches. Le taux de chômage parmi les anciens migrants en Mauritanie (10,5%) est similaire à la moyenne de la commune². Outre 22% d'élèves/étudiants, on trouve une courte majorité dans les travaux ménagers (20%), de travailleurs manuels qualifiés (18%) et de commerçants indépendants (6,5%).

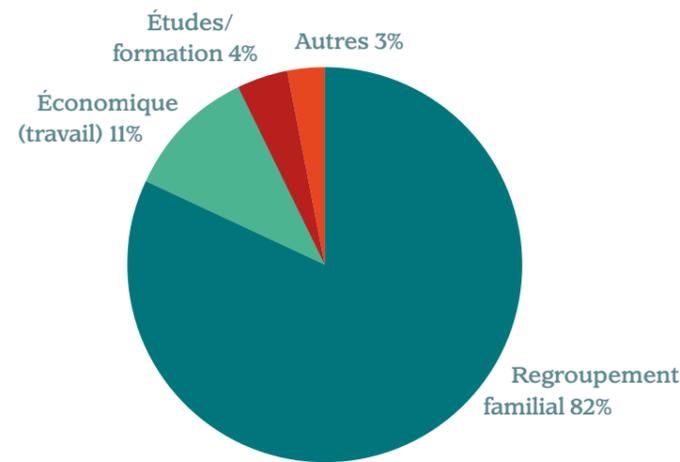
1. L'appellation migrants de retour est en fait un abus de langage, que les auteurs de ce document ne veulent aucunement stigmatiser. Il est clair qu'un migrant de retour, par définition, n'est plus considéré comme un migrant, à partir du moment où il réside à nouveau dans la localité ; il l'a été, mais ne l'est plus. L'objectif est plutôt d'identifier la plus-value que la migration lui a apportée, ainsi qu'à son ménage et à sa localité. Ce sont les compétences acquises durant les parcours migratoires qu'il s'agit ici de mettre en exergue et de valoriser, ainsi que le rapport des anciens migrants avec la région ou le pays de destination.

2. Toujours selon l'enquête-ménages menée par le Grdr en 2017 dans le cadre du projet MIDRIM.

Si parmi les motifs les plus souvent mentionnés pour justifier le départ de la commune, le *regroupement familial* (l'émigré avait rejoint un ou plusieurs membres de sa famille ailleurs) arrive en tête (50%), sont également citées les raisons économiques (28,5%) et les *études/formation* (15%). De façon écrasante, ces anciens migrants étaient partis résider à Nouakchott, à 59,5% (40,7% pour Nouakchott-Sud). Très loin derrière, sont cités le Guidimakha¹ (12,5%), Dakhlet Nouadhibou (9%), Hodh el-Chargui (3,8%), le Gorgol (3%) et l'Assaba (3%), le reste étant toujours inférieur à 3%.

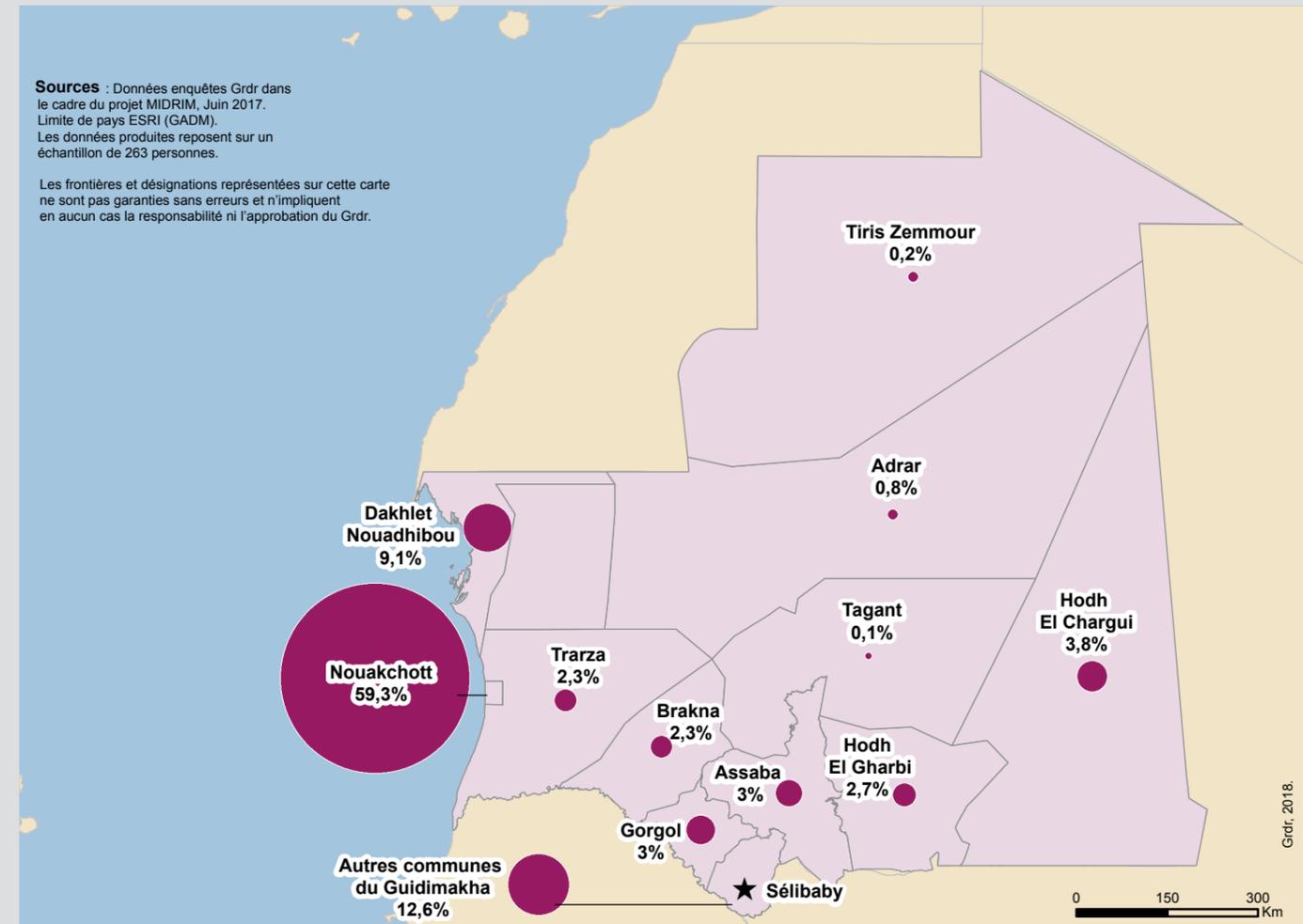
Pourquoi ces anciens migrants sont-ils revenus s'installer à Sélibaby ? De façon prédominante, la première raison citée est le fait qu'ils ont rejoint un ou plusieurs membres de leur famille déjà installés à Sélibaby (*regroupement familial*), pour 82% d'entre eux. Les autres raisons sont économiques (*travail*), à hauteur de 11%, et liés à des impératifs d'étude/formation, pour 4% d'entre eux.

Déterminants de retour à Sélibaby – migrants de retour de Mauritanie



1. Par Guidimakha, on entend ici n'importe quelle commune du Guidimakha en dehors de Sélibaby.

Régions de provenance des migrants de retour dans la commune de Sélibaby (en %) en 2017



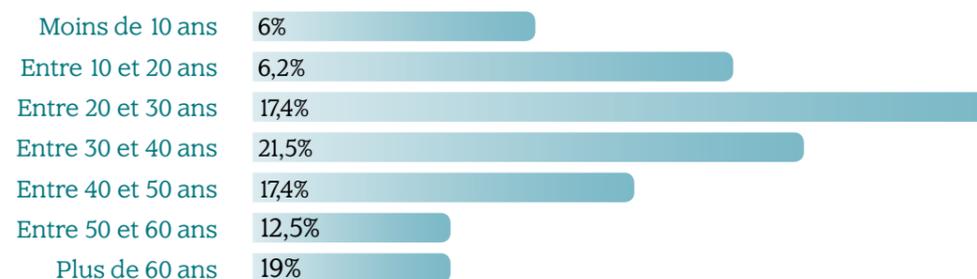
Les migrants de retour de l'étranger

Parmi les *migrants de retour internationaux*, 49,5% d'hommes, 50,5% de femmes. Cette population est plus âgée que la moyenne de la commune de Sélibaby. Les 30-40 ans représentent 21,5% des anciens migrants à l'étranger, et, à égalité, les 20-30 ans et les 40-50 ans représentent 17,4% chacun. Surtout, les plus de 60 ans représentent 19% de ce public, soit une personne sur cinq, un chiffre bien plus élevé que la moyenne communale (4%).

Une réalité qui se traduit dans les données relatives à la situation familiale des personnes concernées. Si on trouve une nette majorité de mariés monogames (55%), suivis des mariés polygames (17%) et des célibataires (14,5%), le taux de veufs, de 10%, est assez élevé.

Les plus jeunes sont rarement partis en migration à l'étranger, les moins de 10 ans ne représentant que 5,6% des anciens migrants internationaux, les 10-20 ans à peine 6,2% (un niveau bien inférieur à la moyenne communale de ces tranches d'âge).

Répartition par tranches d'âge - migrants de retour de l'étranger

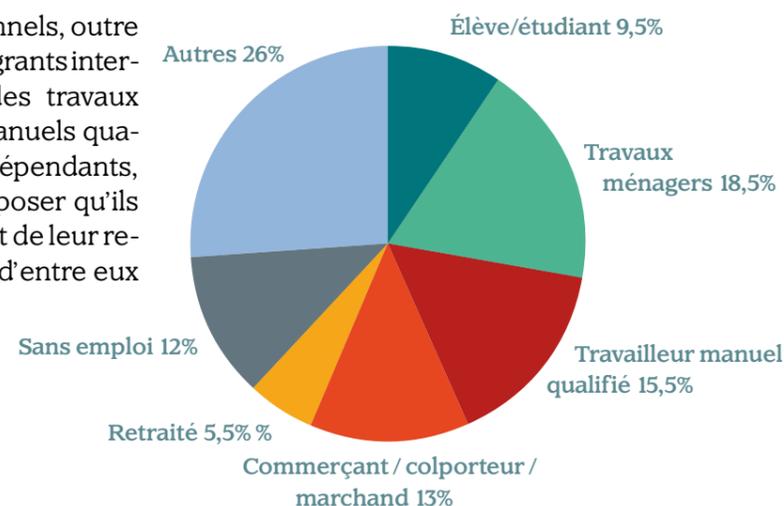


En termes de niveau d'études, on constate que seulement 8,5% des migrants internationaux a atteint l'université ou une école supérieure, et 11,5% le lycée. Une personne sur quatre (24,5%) n'a fréquenté que l'école coranique, 22% l'école primaire, et 13,5% n'ont aucun niveau d'études formelles. Le degré de formation qui semble globalement faible, mais qui l'est moins que la moyenne communale (seul 1,5% des Séli-

babyens a atteint le niveau universitaire par exemple, et 7% ont fréquenté le lycée). Cette situation peut s'expliquer par l'âge relativement élevé de la population *migrante de retour* : les départs dans les années 60-70 étaient marqués par des profils de travailleurs manuels non qualifiés – en France par exemple, pour travailler dans l'industrie automobile.

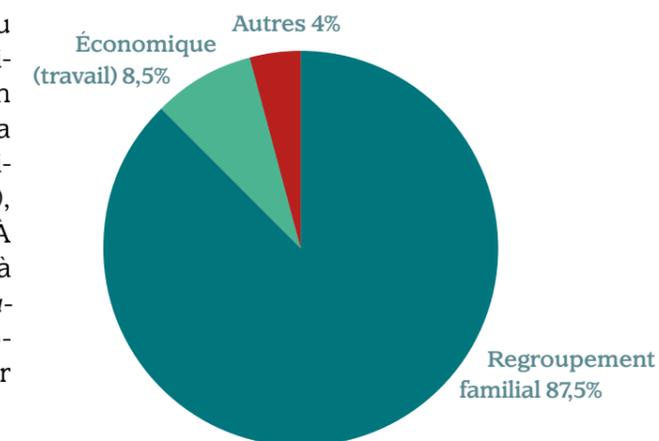
Profil professionnel/activités – migrants de retour de l'étranger

Enfin, en termes de profils professionnels, outre 9,5% d'élèves/étudiants, 18,5% des migrants internationaux sont dans le secteur des travaux ménagers, 15,5% sont travailleurs manuels qualifiés, 13% sont commerçants indépendants, et 5,5% sont retraités – on peut supposer qu'ils sont retournés à Sélibaby au moment de leur retraite. Notons par ailleurs que 11,5% d'entre eux sont sans emploi.



Déterminants de retour à Sélibaby – migrants de retour de l'étranger

Le *regroupement familial*, ou rejoindre un ou plusieurs membres de leur famille qui résidaient déjà à l'étranger est la première raison pour laquelle ces personnes avaient quitté la commune de Sélibaby (49,5%). Les autres raisons principales sont *économiques* (22,5%), les *études* (13,5%) et les *soins de santé* (11%). À la question de savoir pourquoi être revenu à Sélibaby, la motivation est d'abord le *regroupement familial*, à 87,5%. Outre le motif économique (8,5%), les autres déterminants du retour sont très peu cités.



Le premier pays où les anciens migrants étaient majoritairement partis vivre est le Sénégal (56,9%). Loin derrière, se situent le Mali (19,1%)

et la France (8,1%). La Côte-d'Ivoire (2,9%) et la Libye (2,9%) sont des destinations de moindre importance.

“ Je suis né en 1972 et j'ai grandi à Sélibaby, où j'ai fait mes études jusqu'au niveau de Terminale en 1992. Je suis parti à Nouakchott pour continuer mes études, c'est là où j'ai obtenu mon diplôme du baccalauréat en 1995 et ai obtenu aussi une bourse d'études en Algérie.

J'ai fait mes études supérieures en Algérie dans le domaine du froid industriel et climatisation. C'est à partir de l'Algérie que je me suis rendu en Espagne en 1998 par la voie légale.

En Espagne, je travaillais dans l'agriculture et un peu le commerce, pendant plus de 17 ans. La recherche d'argent a fait que j'ai laissé mes études au détriment des activités éco-

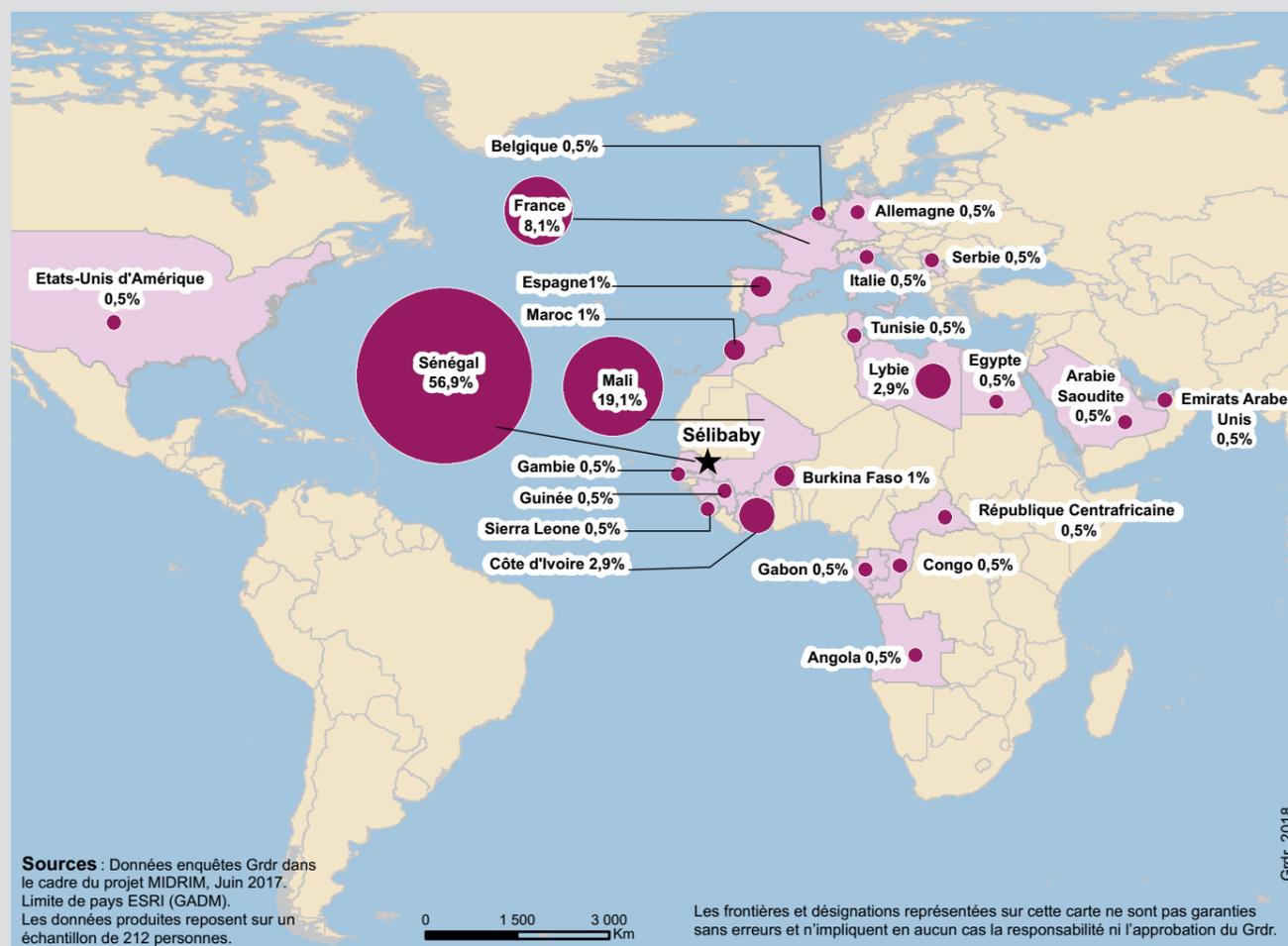
nomiques, d'autant plus que je suis l'aîné de ma famille, qui était pauvre.

Cette migration en Europe m'a permis de faire des réalisations et de sortir ma famille des situations économiques difficiles qu'elle traversait. La migration a aussi des inconvénients, car ce n'est pas évident de quitter sa famille et ses amis pour aller s'aventurer loin.

Mon séjour en Espagne m'a permis de visiter un peu la France pendant 3 mois et je suis revenu en Mauritanie en 2015, où je mène des activités diverses, notamment le commerce et l'interprète en espagnol.

Dioumanéra Souleymane, né à Sélibaby et ancien migrant en Espagne.

Pays de provenance des migrants de retour à Sélibaby (en %)



2 Les acteurs et partenaires M&D à Sélibaby

Les organisations issues des migrations

L'ampleur de l'immigration à Sélibaby étant surtout liée à la migration interne (18,5% des Sélibabyens originaires d'une autre commune de Mauritanie, contre 4,2% de ceux qui sont nés à l'étranger), dans laquelle les flux internes au Guidimakha trouvent une place particulière. On observera que les organisations issues de la migration internationale sont peu nombreuses (2), et sont liées à des communautés étrangères résidant sur la commune. Les deux associations existantes issues de la migration (OSCIM) sont :

- Djigui, qui regroupe les ressortissants maliens de Sélibaby ;
- L'Association des Ressortissants Sénégalais de Sélibaby (ARSS).

Respectivement créées en 1997 et 1999, Djigui et l'ARSS appuient leurs ressortissants sur les questions de papiers d'identité, de cartes de séjour, et sur l'accueil des nouveaux arrivants dans la commune, et font le lien avec leurs consulats respectifs à Nouakchott.

Ces associations sont connues et reconnues par la mairie de Sélibaby ; elles organisent occasionnellement des événements comme des opérations de balayage lors de la fête de l'Indépendance mauritanienne ou de leur propre fête nationale – le 4 avril pour le Sénégal, le 22 septembre pour le Mali. Aucune autre communauté étrangère présente à Sélibaby ne s'est pour l'instant constituée en association.

La diaspora du Guidimakha est importante, bien structurée et largement organisée en associations à l'étranger, particulièrement en Europe. C'est en effet les associations du Guidimakha qui apparaissent aujourd'hui les plus nombreuses et les mieux représentées à l'étranger.

Les associations les plus anciennes (Bouly, Diaguily, Tachott, Dafort, Khabou, Arr...) mènent des activités « classiques » d'investissements dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'hydraulique.

Quelques associations de « jeunes » s'organisent selon des modes de fonctionnement différents, moins territorialisés (comme L'EED). L'Union des Associations du Guidimakha en France (UAGF), créée en 1991, est une fédération qui réunit 47 associations villageoises et communales du Guidimakha. Disposant d'un relai local dans la wilaya (Union des Associations du Guidimakha pour le Développement – UAGD) et à Nouakchott (Foyer du Guidimakha), elle constitue, avec d'autres fédérations territoriales, le Réseau des Associations Mauritanienne en Europe (RAME).

La KAFFO (« regroupement » en soninké), créée en 2000, regroupe 44 associations de femmes du Guidimakha. Outre l'organisation d'événements culturels, elle permet aux femmes membres de contribuer à des projets de développement dans leurs territoires d'origine.

En 2017, l'association Femmes Du Développement du Guidimakha (FEDDE) s'est créée comme « répondante » de l'UCFG (Union des Coopératives Féminines du Guidimakha). Son but est, entre autres, de promouvoir les droits et l'autonomisation économique des femmes dans la région.

Les associations des ressortissants de Sélibaby-ville sont plus récentes et moins nombreuses. On peut citer Agir pour Sélibaby (anciennement Initiative pour le Développement de Sélibaby créée en 1995 puis Association des Ressortissants de Sélibaby en France – ARSEF créée en 2010), constituée en 2017, qui regroupe un grand nombre de ressortissants de Sélibaby dans le monde (France, États-Unis, Canada, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Nouakchott...) via Whatsapp et est organisée en bureau, multi-localisés ici et là-bas. Un des artisans de l'organisation de la Semaine de l'Amitié et de la Fraternité (SAFRA) en 2018, ils souhaitent s'investir sur les questions d'éducation (réhabilitation du lycée, centre aéré/scoutisme) et d'assainissement (déchets solides et assainissement liquide).

D'autres associations ont été citées lors des enquêtes comme Le Foyer des Écoliers de Sélibaby à Lyon ou encore l'Association de Sélibaby Bambaradougou à Drancy (association de quartier).

Autre acteur récent qui intervient dans le Guidimakha (et au Mali), Ensemble pour l'Espoir et le Développement (L'EED) a été créé en 2015 sous l'impulsion de jeunes issus de la diaspora mauritanienne. Son ambition est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations en même temps qu'à leur autonomisation pour un développement durable et solidaire. Agissant dans des domaines aussi divers que la santé ou la sécurité alimentaire, L'EED incarne un rapport renouvelé entre ici et là-bas, entre la diaspora et les territoires d'origine, avec des formes de solidarité et de contribution au développement revisités.

Les modes de décision n'y sont pas strictement verticaux et marqués par la domination des « anciens » comme cela peut être observé dans les associations villageoises. Le siège de l'association se situe dans le quartier de Silo, à Sélibaby.

D'autres organisations ont vocation à représenter et à coordonner l'action de la diaspora à l'échelle des pays d'accueil. Outre l'UAGF en France, c'est le cas par exemple du Conseil Représentatif des Mauritaniens en Espagne (CRME), créé en 2017 sur la base des préoccupations de la diaspora exprimées par l'association catalane Guidimakha REMU.

En 2004, le Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME) est né de l'engagement de différentes organisations souhaitant sensibiliser l'opinion française (pouvoirs publics, collectivités et ONG) et les pouvoirs publics mauritaniens sur le rôle des associations de migrants dans les dynamiques de codéveloppement.

Il s'est donc constitué et s'organise pour construire une structure fédératrice apte à renforcer et à appuyer les associations de migrants dans leurs actions de développement. S'il ne regroupe pas que des ressortissants issus de Sélibaby, l'ensemble de la Mauritanie – et donc du Guidimakha – est concerné. Par ailleurs, compte tenu de l'importance de la diaspora is-

sue de la vallée du fleuve Sénégal en France, les localités de la wilaya du Guidimakha sont globalement bien représentées dans cette structure. Enfin, il existe également des associations de nature culturelle comme l'Association pour la Promotion de la langue et de la culture Soninké (APS). Fondée en 1979 et basée à Saint-Denis, en France, elle a pour action principale l'organisation du Festival International Soninké (FISO) dans différents pays.

Des fiches « Acteurs Migration et Développement » sont disponibles en annexe du présent document.

Quels partenaires Migration & Développement pour la commune ?

Parmi les partenaires de la commune pour le développement du territoire, on trouve plusieurs acteurs ayant une forte dimension double-espace, ou pouvant jouer un rôle relai avec le reste du monde. Quelques ONG peuvent être citées, parmi lesquelles le Grdr, qui a ouvert une cellule dans la commune en 1989 (les locaux sont dans le quartier Collège). D'autres encore sont présentes, comme Action Contre la Faim-Espagne, ou Medicos del Mundo.

Œuvrant directement sur les questions liées à la gestion des migrations, l'OIM a ouvert un bureau à Sélibaby depuis 2017. Cette agence travaille en étroite collaboration avec le gouvernement mauritanien sur les questions liées à l'accueil des migrants et au contrôle des frontières.

S'ajoutent des acteurs institutionnels présents sur le territoire comme l'Association des Maires du Guidimakha (AMaIG), dont le maire de Sélibaby est le président, d'autres qui ont tissé un lien avec la commune sans pour autant être physiquement présent. C'est le cas notamment de la ville de Fos-sur-Mer, jumelée à Sélibaby depuis 1996, même si le partenariat n'est plus aussi dynamique qu'à ses débuts. Depuis, d'autres communes du Guidimakha ont établi un jumelage avec une commune étrangère : Bouillyavec Aubervilliers en 2004 et Gouraye avec Montreuil en 2007.

On trouve dans la ville de Sélibaby d'autres acteurs jouant un rôle d'interface avec les migrants, notamment les banques et agences

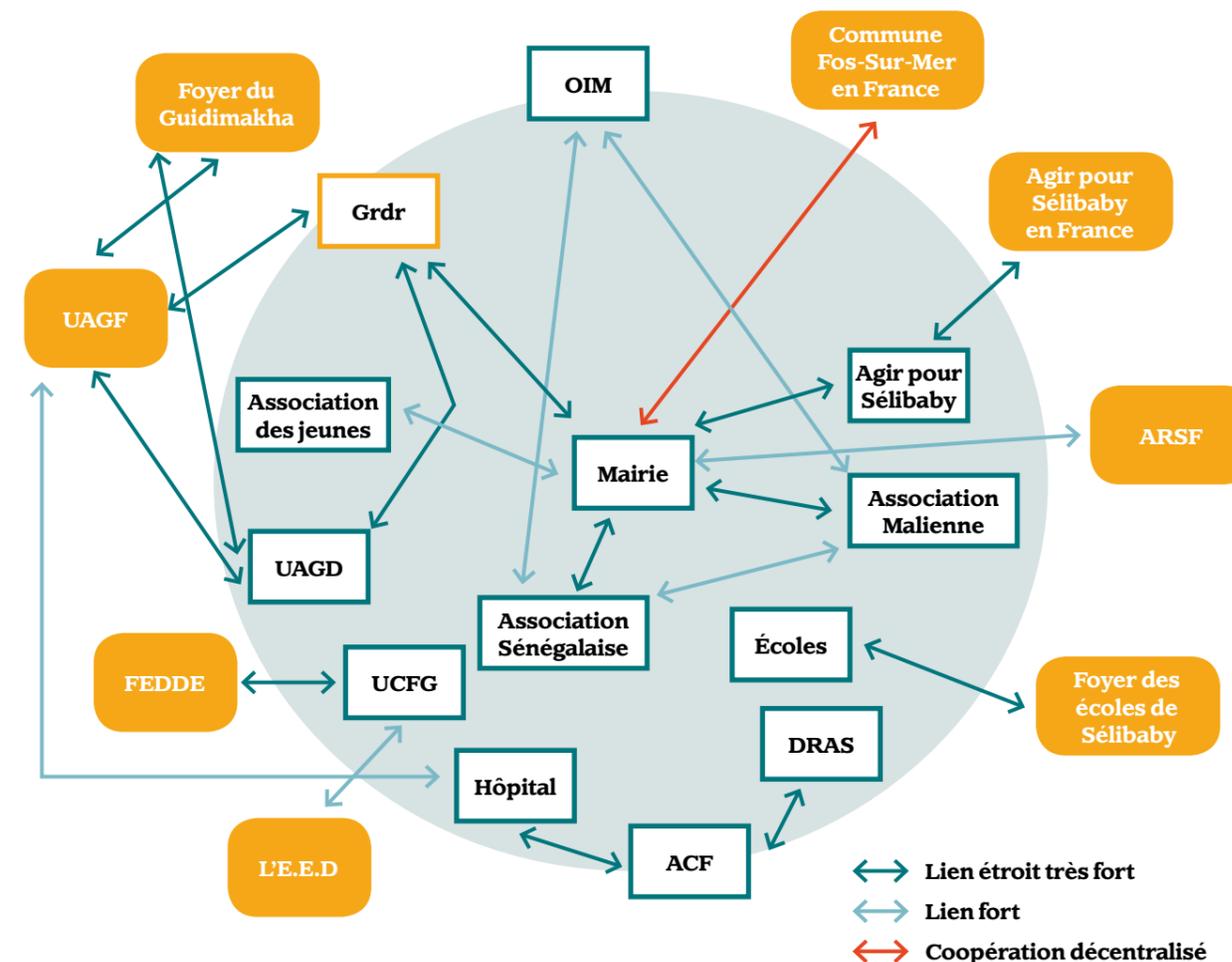
de transfert : Banque Nationale de Mauritanie, BMCI, BCI, Société Générale, Attijari Bank, Orabank, BMS, Western Union, Djikké, Wari, etc. Les transferts financiers sont, chaque année, considérables et difficiles à estimer.

Une étude menée il y a dix ans par le Grdr¹ s'y est essayé mais la fiabilité est contestable. Toutefois, le constat global était alors établi – et vaut toujours aujourd'hui : « Les différents systèmes d'injonctions financières montrent l'assise économique du phénomène de l'émigration dans la wilaya du Guidimakha et le pays. Toutefois, au-

cun système ou structure institutionnelle n'est prévu pour orienter ces ressources vers des secteurs économiques. »

La même étude indiquait que le Guidimakha était alors (en 2009) la seule région de Mauritanie bénéficiant de quatre bureaux de poste, fait très rare en Mauritanie : à Diaguily, à Sélibaby, à Khabou et à Ould Yengé. Elle indiquait en outre que la poste de Sélibaby vend jusqu'à 4 millions d'ouguiyas (400 000 MRU) de timbres par an, alors que Nouakchott en vendait moins d'un million par an.

Synthèse du Diagramme de Venn testé lors de temps de concertation en 2017-2018 Représentation des acteurs du développement de la commune et de leurs interactions



3 Les projets et initiatives M&D à Sélibaby

Le constat qui est fait sur la commune de Sélibaby est qu'au contraire de beaucoup de communes de la région du Guidimakha, les initiatives et projets M&D ou de codéveloppement sont relativement rares. Financement d'un parc de vaccination à Baédiam en 2007-2008, construction d'un poste de santé à Sagné Diéri (Wompou) en 2008, mise en place d'une cantine scolaire à Tachott en 2017-2018, etc. : les exemples sont nombreux, dans les villages de la *wilaya*, de projets ou initiatives portés ou appuyés, sur la base de dons ou d'envoi de matériel notamment, par la diaspora.

Les trois secteurs les plus visés sont l'éducation, la santé et l'eau. On retiendra surtout les actes de solidarité des migrants : envoi de médicaments, prise en charge des frais médicaux d'un parent souffrant ou d'un villageois, etc.

On peut établir la typologie suivante relativement à la contribution des migrants au développement de leur localité d'origine :

- **Les solidarités familiales** – filets sociaux comme la gestion de l'urgence, l'organisation de fêtes, le rapatriement des corps, l'adhésion à une mutuelle de santé...
- **Les contributions sociales** – participation à des projets d'infrastructures d'accès aux services de base, d'éducation, d'assainissement, d'eau, de santé, d'énergie...
- **Les investissements économiques** – immobilier, projet générateur de revenus, entrepreneuriat, banque de céréales, barages...
- **Les apports culturels** – compréhension/décryptage des codes culturels, sauvegarde et promotion des patrimoines...
- **Les innovations** – tout type de savoirs nouveaux acquis durant les parcours migratoires
- **Partenariats** – capacités à ouvrir les territoires sur l'ailleurs, créer des coopérations entre acteurs
- **Plaidoyer** – campagne autour de la diffusion de valeurs, de la protection des droits, pour la promotion de plans d'actions thématiques, etc.

« J'ai quitté Sélibaby [...] pour venir rejoindre ma famille ici, à Nouakchott. Sélibaby est ma ville natale, mais mon père travaillait ici à Nouakchott. [...] Ça fait très longtemps que je n'y suis pas retournée. [...] J'ai été au Maroc faire mes études universitaires. J'ai fait une licence en physique. Et après, je suis entré dans une école d'ingénieurs en télécom. [...]

Je sais que si j'étais restée à Sélibaby, je n'aurais pas étudié. Je n'allais pas aller très loin dans les études. [...] Le Sénégal et le Maroc, ce sont les deux pays que j'aime beaucoup, culturellement et intellectuellement. J'ai appris au Maroc et j'ai gagné beaucoup d'expérience professionnelle au Sénégal. Je me disais que je ne rentrais pas en Mauritanie avant d'avoir un projet. [À Dakar] j'ai fait une année de stage, je me suis créé une petite

boîte en informatique, je faisais des prestations. Et c'est là que j'ai croisé les fablab [laboratoires de fabrication], et j'ai dit : « Il est temps de rentrer chez moi ».

Je ne veux pas retourner à Sélibaby tant que je n'ai pas de projet. [...] J'ai préféré commencer à Nouakchott et former des équipes ici avant de repartir là-bas. Parce qu'à Sélibaby, beaucoup de jeunes n'ont même pas le bac.

Diarra Sylla, née à Sélibaby en 1982 et actuellement résidente à Nouakchott. Présidente de l'association InnovRIM, cofondatrice du Sahel FabLab (premier fablab en Mauritanie), elle a vécu de 2002 à 2009 au Maroc pour les études et de 2009 à 2015 au Sénégal.

À Sélibaby, la contribution des migrants au développement est difficile à évaluer. Alors qu'elle semble évidente avec les villages, elle l'est moins avec la ville. Cela tient peut-être à l'histoire de Sélibaby, ville relativement récente qui a grossi autour de son centre administratif, et dont l'attachement des habitants (ou anciens habitants) au territoire ne peut pas être le même que dans les autres territoires de la région, où l'attachement au terroir est évident.

Les formes les plus citées de contribution des migrants au développement de Sélibaby étaient, de très loin, les *contributions sociales*, avec la participation à des projets d'infrastructures de base, et les solidarités familiales, c'est-à-dire l'appui à des filets sociaux comme la gestion de l'urgence, le rapatriement des corps, la caisse de cotisation de Sélibaby à l'étranger...

Les *investissements immobiliers* étaient également cités, dans une moindre mesure. Les liens entre la diaspora et les coopératives féminines ont été mentionnés lors de temps de concertation. Toutefois, ces mêmes enquêtes comme les temps de concertation qui ont suivi n'ont pas permis de faire émerger des cas concrets d'initiatives portées ou soutenues par les migrants.

Le constat qui en est tiré est d'ailleurs que, globalement, il existe une forte méconnaissance des habitants sur les formes de contribution des émigrés, internes comme externes, au développement du territoire. Leur contribution passe avant tout par de l'envoi d'argent (*transferts financiers*), de nourriture ou de matériel à leur propre famille.

Parmi les initiatives M&D identifiées sur la commune de Sélibaby, on peut noter :

- L'équipement de l'hôpital régional de Sélibaby en 2003, avec l'UAGF et le soutien de l'association « Les Amis du Désert » (lits, médicaments, etc.) ;
- La formation de l'ensemble du personnel soignant du Guidimakha, sur la gynécologie, le paludisme et les maladies diarrhéiques ;
- La construction d'un mur de clôture du cimetière vers 2015, cofinancée par des notables du quartier et par des membres de la diaspora de Bambaradougou ;

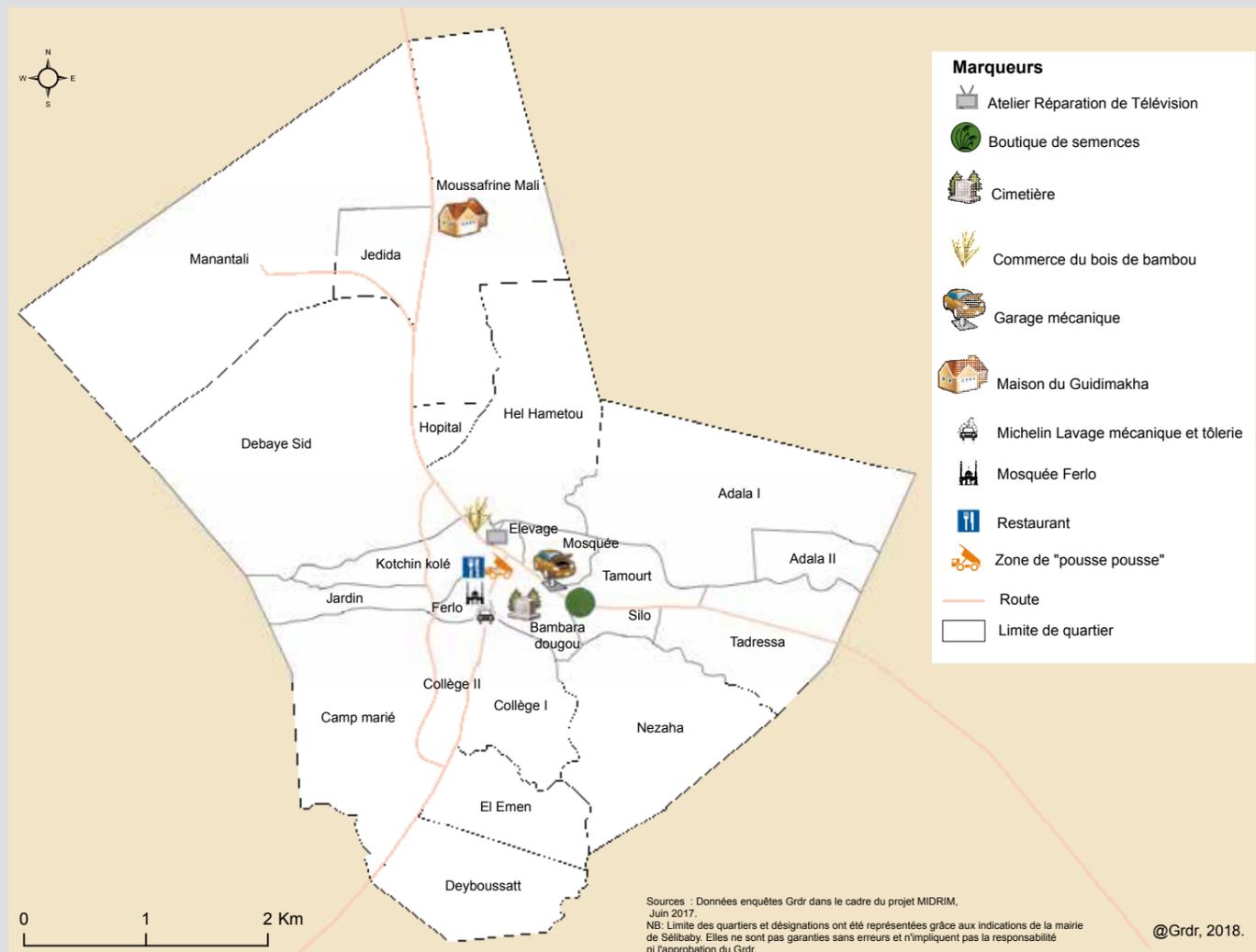
- La construction d'un centre polyvalent appelé Maison du Guidimakha en 2009-2016, sur la base de dons coordonnés par l'UAGF, qui regroupe la diaspora du Guidimakha ;
- La reconstruction de la mosquée dite « Diamaa Ferlo » (bâtie en 1982) dans le quartier de Ferlo, démarrée en 2016 sur la base du volontariat de quelques maçons et du financement par des habitants du quartier et des membres de la diaspora ;
- La participation individuelle au financement de mosquées ;
- La promotion de la culture soninké avec l'appui d'APS.

Quant aux initiatives portées par les communautés immigrées dans la commune, notamment les Maliens et les Sénégalais, on distinguera, sur la base des temps de concertation menés dans le cadre du projet MIDRIM, l'impact économique et social de leur présence dans la commune – sans même parler de la dimension culturelle – de leurs actions ponctuelles. Ainsi, les associations de ressortissants organisent lors de grands événements comme les fêtes nationales (du pays d'accueil et du pays d'origine) des opérations festives ou civiques : balayage de rues de la ville, don de sang dans les structures de santé de la ville, etc. Parallèlement, leur présence a un impact indéniable sur le développement de la commune puisqu'ils apportent un certain savoir-faire dans certains métiers qualifiés, comme soudeur ou maçon, dans lesquels ils recrutent et forment de jeunes mauritaniens.

Parmi les coopérations étrangères, on peut citer des travaux de la mosquée de Kotchin Kollé, mentionnés dans des temps de concertation comme recevant un appui financier de donateurs arabes de la région du Golfe.

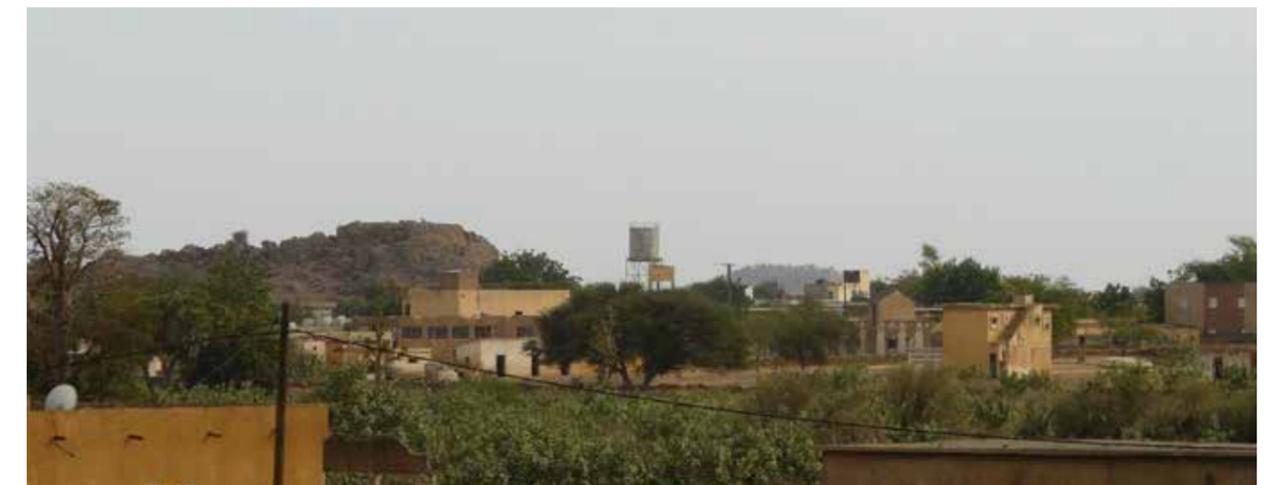


Les marqueurs de la migration à Sélibaby



Le tableau suivant reprend les freins et conseils proposés dans le diagnostic d'une étude portant en 2009¹ sur l'apport des migrants dans le développement local :

Constats	Recommandations
Les problèmes liés à l'absence ou l'irrégularité du recensement des habitants de la commune, de systèmes d'enregistrement des migrants, constituent un véritable obstacle à l'appréhension du phénomène migratoire	Un appui technique auprès des communes sur les procédés de recensement de la population et sur l'élaboration d'un répertoire des migrants afin d'acquérir des données fiables
La méconnaissance de la population locale de l'existence d'associations de ressortissants et de leurs investigations dans le développement local	Une politique de communication des locaux sur l'implication des migrants dans la stratégie de développement de la région (réalisations d'utilité publique) ainsi qu'une politique de sensibilisation sur la notion de codéveloppement
	Une identification complète des associations de ressortissants de chaque commune dans la <i>wilaya</i>
Une forte dépendance des ménages vis-à-vis de leurs ressortissants à l'extérieur concernant essentiellement les besoins de subsistance	Un répertoire des actions communautaires financées par les migrants dans les différentes localités de la région
	Une politique d'incitation à l'investissement, notamment dans l'agriculture, dans cette région fertile
Une mutualisation des communes du Guidimakha doit avoir lieu pour créer une base de données sur les « Ambassadeurs de la Mauritanie » à l'étranger (sans oublier les migrants résidant dans les pays africains, arabes, asiatiques, américains) en tant que « lobbying » pour une politique de codéveloppement au niveau régional ²	



1. Étude PAIDEL II – 2007-2009.

2. Cette recommandation semble aller dans le sens d'un dialogue concerté entre acteurs du développement local et migrants à l'échelle régionale, et pas seulement communale.

Penser un cadre de concertation entre migrants et acteurs du développement local à Sélibaby

Le projet mené en 2017-2018 en partenariat entre l'ONG Grdr et la Mairie de Sélibaby a été l'occasion d'organiser plusieurs temps de concertation, par quartier ou par zones, pour enrichir qualitativement les données quantitatives recueillies au terme de l'enquête-ménages de juin 2017 – et dont les résultats sont déclinés tout au long du présent document. Les différentes rencontres, effectuées avec des personnes ressources identifiées dans les différents quartiers concernés en concertation avec les chefs de quartier, et des citoyens, ont eu lieu entre novembre 2017 et janvier 2018. Elles sont au nombre de 5 :

- Le 21 novembre 2017 à Bambaradougou, pour les quartiers de Bambaradougou, de Silo et de Mosquée ;
- Le 22 novembre 2017 à Kotchin Kollé, pour les quartiers de Kotchin Kollé, Élevage, Ferlo et Jardin ;
- Le 2 décembre 2017 à Collège, pour les quartiers de Collège, Collège 2 et El-Emen ;
- Le 25 janvier 2018 à Tadressa, pour les quartiers de Tamourt, Nezaha, Adala et Adala 2 ;
- Le 27 janvier 2018 à Debaye Sid, pour les quartiers de Debaye Sid, Jedida et Aéroport.

Ces temps de partage ont été l'occasion de présenter aux participants le projet MIDRIM et de le mettre en perspective du Programme d'Appui à la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration (PASNGM) de la Mauritanie, financé par l'Union européenne ; mais aussi de sensibiliser les participants sur la thématique Migration & Développement. Quant aux résultats de l'enquête-ménages, il leur en a été pré-

sentés une synthèse afin d'en déceler les éventuelles lacunes, et de les compléter au besoin. Enfin, les rencontres ont aussi permis d'échanger sur l'opportunité d'un espace de concertation incluant les migrants. Ce qui en est ressorti est que la commune ne peut être l'unique interlocuteur et que cet espace de dialogue inclusif doit associer l'ensemble des acteurs du développement local. En outre, il y a une conscience que les enjeux sont complexes et que le rapport de confiance entre migrants et habitants de la commune peut être amélioré.

Si les participants ont souligné le manque de dialogue et parfois de confiance entre la diaspora sélibabyenne et la commune, ils ont unanimement exprimé l'importance de renforcer le lien entre ici et là-bas, entre les migrants et les acteurs du développement local. À l'image de ce qui a été réalisé à Kayes, au Mali, depuis 2006 avec l'Espace Migration & Développement de Kayes (EMDK), la question de la mise en place d'un espace de concertation liant les migrants et leur territoire d'origine est posée. À ce projet doivent être associés : des organisations de la société civile ; les diasporas ; les services techniques déconcentrés de l'État ayant un lien avec la Migration ou avec les projets de développement portés par les migrants ; la/les collectivités locales pertinentes ; etc.

Plusieurs interrogations restent en suspens pour la suite.

- > Quelle échelle pour l'espace de concertation : régionale ou communale ?
- > Quel organisme pour piloter et coordonner cet espace : une ONG œuvrant dans le double-espace comme le Grdr ; une structure liée à la diaspora comme l'UAGD ; une collectivité territoriale (selon l'échelle

retenue) telle que la commune de Sélibaby, la future Région du Guidimakha créée dans le cadre de la décentralisation, ou l'Association des Maires du Guidimakha (AMaiG) ?

- > Comment associer à un mode de concertation local des individus qui sont absents (les émigrés) ?
- > Comment assurer au sein de l'Espace la présence et la participation de tous les acteurs pertinents, y compris des ressortissants étrangers présents dans la commune, des acteurs économiques qui pourraient être associés, ou des femmes (souvent marginalisées dans le tissu associatif de la migration) ?
- > Quel modèle financier pour assurer a minima l'animation et la coordination de l'Espace ?

Enfin, l'Espace M&D devrait être une force de concertation et de réflexion, en même temps que d'action. Mais pour cela, il est primordial d'inclure dans son fonctionnement tous les leviers sur lesquels il serait possible, en cas d'élaboration d'un projet dans ce cadre-là, d'agir pour mobiliser des financements et passer de la réflexion aux actes.

Dans toutes les structures de ce type, les deux principales difficultés ont été : l'animation (c'est le cas dans le Gorgol, en Mauritanie, par exemple), qui s'avère nulle dès lors que les financements ne sont pas là ; et la recherche de financements une fois que les projets avaient été identifiés et élaborés. C'est

avec la conscience de ces enjeux qu'il s'agit de penser un cadre concerté de dialogue et de travail entre les migrants et les acteurs du développement local.

Lors de temps de concertation, des recommandations ont été formulées pour aider à la mise en place d'un tel espace de concertation :

- La commune et son partenaire technique le Grdr doivent impliquer le réseau des chefs de quartier dans ce projet ;
- La commune doit élargir la palette d'associations locales avec lesquelles elle travaille, et améliorer par ailleurs le rapport de confiance qui est faible avec les organisations de la diaspora ;
- Les organisations de la diaspora et les associations locales qui ne sont pas organisées, doivent instaurer un climat de confiance entre elles.
- Il faut sensibiliser les migrants sur les enjeux de développement local sur Sélibaby.
- Autre constat qui a été dressé lors des temps de concertation menés au cours du projet MIDRIM : l'intérêt porté par les habitants à la prise de parole sur les enjeux de développement dans leur ville ou leur village. Les citoyens sont désireux d'être associés à la prise de décision, et celle-ci gagnerait d'ailleurs en légitimité si elle associait d'avantage les habitants.



Temps de concertation à Bambaradougou, Kotchin Kollé et Tadressa

Conclusion



© Jeff Russel

La République islamique de Mauritanie connaît actuellement un bouleversement institutionnel qui élargit le principe de décentralisation aux régions, dont le Guidimakha, sur la base du référendum du 5 août 2017.

Parallèlement, les flux de migration, qui constituent l'identité de la région, de même que la relation des migrants avec leurs territoires d'origine. Ces réalités sont mouvantes et doivent être prises en compte pour penser un dialogue apaisé et serein avec les *migrants* voire avec leurs enfants. Les liens au territoire ne sont pas rompus, mais la volonté de penser son développement ne peut passer uniquement par des transferts financiers. C'est aussi dans la perspective de penser un développement réellement durable et inclusif que s'inscrit le projet MIDRIM et le présent profil migratoire.

Connue pour être une terre de départ, la *wilaya* du Guidimakha est emblématique de la question migratoire en Mauritanie. Et sa capitale, Sélibaby, peut se considérer comme une commune-pilote sur la thématique Migration & Développement. Pour cela, le maire a déjà eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises sa diaspora ; une mission double-espace menée en partenariat avec le Grdr (dans le cadre du projet MIDRIM) a permis, en avril-mai 2018, de relancer cette relation entre *ici* et *là-bas*.

La question prégnante de l'émigration s'ajoute à celle de l'immigration. Internationale, mais aussi et surtout interne.

Dans une ville de taille intermédiaire comme Sélibaby, dont le tissu urbain, quoique moins dense à la périphérie, s'élargit, la question des flux migratoires se pose déjà et se posera de plus en plus. Cela, à mesure que les questions politiques liées à la décentralisation mettront en valeur les capitales régionales, mais aussi au fil des aléas climatiques qui ne manqueront pas de se multiplier au cours des prochaines années. En cas de crise environnementale ou climatique, les milieux ruraux du Guidimakha et même d'autres régions comme l'Assaba, au nord de la *wilaya*, se tourneront probablement vers les villes méridionales. Penser la résilience et la vulnérabilité des territoires, c'est aussi anticiper les flux de migration à venir et répondre aux besoins

des populations avant que d'autres ne viennent s'ajouter et accroître les défis. À cela s'ajoutent des enjeux intercommunautaires liés aux équilibres démographiques dans la ville, bouleversés ces dernières décennies par de nouvelles migrations interrégionales. La question de la coexistence entre autochtones et allochtones est prégnante dans toute terre d'immigration, et cela vaut également pour Sélibaby.

Le présent document se veut non seulement inédit en Mauritanie en termes de production de données, mais aussi, en raison du « mapping » de la diaspora en France, en Belgique et en Espagne. Il constitue une base de travail pour l'élaboration d'un **plan d'actions prioritaires** sur les questions Migration & Développement. Plusieurs enjeux prioritaires ont été identifiés lors de certains des temps de concertation menés sur la commune :

- La question de l'enclavement de certains quartiers lors de l'hivernage ;
- L'assainissement de la ville sur la durée ;
- L'accès à l'eau potable et à l'électricité dans les quartiers périphériques ;
- L'insertion économique, notamment des jeunes (formation, débouchés, accompagnement) et des femmes (accès à des financements, pérennité des activités) ;
- La santé (manque de matériel, de personnel, besoins en sensibilisation, etc.) ;
- L'éducation (manque de salles, d'enseignants, de matériel didactique, cas de décrochage scolaire...).

La liste n'est certes pas exhaustive, mais elle peut servir de base de travail pour penser avec les migrants qui souhaiteraient contribuer au développement de leur commune les actions à mener à l'issue de l'élaboration du futur Plan de développement communal (PDC), prévue courant 2018.

Il s'agit d'une démarche d'intégration des migrations dans les stratégies de développement, à laquelle la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) de Mauritanie devra être associée, afin que ce projet-pilote soit utile à toute collectivité locale qui souhaiterait s'approprier la problématique Migration & Développement.

ANNEXES

Annexe 1 - Glossaire

Acculturation : Ensemble des changements apportés aux modèles culturels initiaux résultant de contacts directs et continus entre des groupes d'individus de culture différente, à la suite par exemple de mouvements migratoires ou d'échanges économiques.

Apports culturels : Contribution des émigrés ou des *migrants de retour* dans la compréhension ou le décryptage des codes culturels, dans la sauvegarde et la promotion des patrimoines...

Contributions sociales : Contribution des émigrés ou des *migrants de retour* par la participation à des projets d'infrastructures d'accès aux services de base, d'éducation, de santé, d'eau, d'assainissement, d'énergie...

Déterminants d'arrivée : Raisons principales pour lesquelles les personnes ont choisi de s'installer sur un territoire.

Déterminants de départ / de retour : Raisons principales pour lesquelles les personnes ont quitté un territoire pour un autre.

Diaspora : État de dispersion d'un peuple ou d'un groupe ethnique à travers le monde. La notion de diaspora est fréquemment utilisée dans le but de revendiquer une identité commune malgré la dispersion du groupe.

Droit de quitter tout pays : Droit de chacun de quitter tout pays, y compris le sien, quels que soient le motif et la durée du séjour à l'étranger. Ce droit, proclamé par la Déclaration universelle des Droits de l'homme (1948, art. 13 § 2), a été consacré par de nombreuses conventions universelles et régionales. Des restrictions sont toutefois envisageables à condition d'être « nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui » (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1966,

art. 12 § 3). Le droit au départ ne s'accompagne d'aucun droit d'entrer sur le territoire d'un État autre que l'État d'origine.

Droit de retour : Droit de chacun de revenir dans son pays. Aux termes de l'article 12 § 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966), « nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays ». Le droit de retour est par ailleurs consacré par de nombreuses conventions universelles et régionales.

Émigré : Toute personne qui a quitté l'endroit où il réside pour une autre localité – quel que soit le motif de sa migration. On distinguera l'émigré interne, qui n'a pas traversé de frontière, de l'émigré international.

Étranger : Ou *ressortissant étranger*. Individu n'ayant pas la nationalité de l'État considéré.

Exode rural : Mouvement d'une population qui quitte la campagne pour s'installer en ville.

Famille : Personnes liées par un lien de parenté.

Frontière : Limites du territoire d'un État, ligne séparant les espaces territoriaux ou maritimes relevant de deux États voisins.

Flux migratoires : Nombre de migrants qui se déplacent ou qui sont autorisés à se déplacer d'un territoire à un autre en vue de s'établir dans le territoire de destination.

Gestion de la migration : Ensemble des décisions et des moyens destinés à la réalisation d'objectifs déterminés dans le domaine de l'admission et du séjour des étrangers ainsi que dans le domaine de l'asile et de la protection des réfugiés et autres personnes ayant besoin de protection.

Immigré : Toute personne qui s'installe sur un territoire (d'accueil) – quel que soit le motif de sa migration. On distinguera l'immigré interne, qui n'a pas traversé de frontière, de l'immigré international.

Innovation : Contribution des émigrés ou des *migrants de retour* correspondant à tout type de savoirs nouveaux acquis durant les parcours migratoires.

Ménage : Ensemble composé des personnes *présentes* qui vivent et dorment sous le même toit, mettent en commun leurs moyens, partagent leurs repas et reconnaissent l'autorité d'un même chef de ménage.

Migration : Déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes d'un territoire à un autre. La notion de migration englobe tous les types de mouvements de population impliquant un changement du lieu de résidence habituelle, quelles que soient leur cause, leur composition, leur durée, incluant ainsi notamment les mouvements des travailleurs, des réfugiés, des personnes déplacées ou déracinées. On distinguera la migration interne de la migration internationale, lorsqu'une frontière est franchie.

Migration de retour : Migration ramenant une personne à son lieu de départ – pays d'origine ou lieu de résidence habituelle – généralement après un séjour d'au moins plusieurs mois. La migration de retour peut être volontaire ou forcée. Elle peut être interne ou, lorsqu'une frontière est franchie, internationale.

Migrant : Toute personne qui réalise une migration. Dans le cadre du projet, la durée de six mois a été retenue pour considérer une personne comme migrante, mais les définitions.

Parcours migratoire : Différentes étapes du mouvement migratoire, c'est-à-dire les trajectoires du migrant.

Partenariats : Contribution des émigrés ou des *migrants de retour* par la capacité à ouvrir les territoires sur l'ailleurs, à créer des coopérations entre acteurs et / ou entre territoires.

Pays d'accueil : Pays sur le territoire duquel séjourne – légalement ou illégalement – une personne à l'issue d'une migration internationale.

Pays de destination : Pays vers lequel se dirigent les flux migratoires, réguliers ou irréguliers.

Plaidoyer : Contribution des émigrés ou des *migrants de retour* dans une campagne autour de la diffusion de valeurs, de la protection des droits, de vigilance, ambassadeur pour la promotion de plans d'actions thématiques...

Regroupement familial : Lorsqu'une ou plusieurs personnes rejoignent un ou plusieurs membres de leur famille dans le pays de destination.

Réintégration : Dans le contexte d'une migration de retour, processus par lequel un migrant se réinsère dans la société de son pays d'origine. La réintégration peut être *culturelle*, lorsqu'il s'agit du processus par lequel le migrant réintègre les traits culturels (langue, traditions, valeurs, mœurs, etc.) de la société de son pays d'origine ; ou *économique* s'il s'agit de sa réinsertion dans le système économique du pays d'origine ; ou *sociale*, s'il s'agit de sa réinsertion dans les structures sociales du pays d'origine.

Solidarités familiales : Contribution des émigrés ou des *migrants de retour* à des filets sociaux comme la sécurité alimentaire, à la prise en charge des urgences financières, des fêtes ou des impôts de la famille restée au pays, au rapatriement des corps, à l'adhésion à une mutuelle de santé...

Transferts financiers : Ou *rapatriements de fonds*. Dans le contexte migratoire, ensemble des transferts monétaires effectués par les migrants vers leur pays d'origine.

Annexe 2 - Contexte du Programme d'Appui à la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration

Dans un contexte migratoire rendu difficile par un nombre croissant de départs en mer de migrants depuis la Mauritanie, notamment depuis la *wilaya* de Dakhlet Nouadhibou, l'État mauritanien a réalisé, avec le concours de l'Union européenne, un document riche intitulé Document de Stratégie Nationale pour une meilleure gestion de la migration, publié en octobre 2010. Il fait un état des lieux de la migration en Mauritanie et prévoit un dispositif de coordination, suivi et évaluation permettant la mise en œuvre d'une stratégie migratoire déclinée en quatre axes :

- > **Axe 1 :** Cadrage de gestion et mesure de la migration
- > **Axe 2 :** Migration et Développement
- > **Axe 3 :** Droits fondamentaux des rapatriés, migrants, réfugiés et demandeurs d'asile
- > **Axe 4 :** Maîtrise des flux migratoires

Dans le cadre de sa politique de gestion de la migration, le gouvernement a mis en place des structures assurant la coordination entre les différents acteurs concernés par celle-ci. Le comité interministériel composé des ministères en charge des départements concernés a été créé en octobre 2012, alors que se mettait en place, de 2012 à 2015, le Programme d'Appui à la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration (PASNGM), financé par l'Union européenne.

L'action du projet Migration et Développement en Mauritanie (MIDRIM) découle d'échanges et de consultations réalisées par la Délégation de l'Union européenne en Mauritanie avec des organisations de la société civile, justement dans le cadre du PASNGM. Les objectifs retenus pour la proposition du consortium Grdr-*Alianza Por la Solidaridad* correspondent à la composante 2 du PASNGM sur le lien entre migration et développement, et dans une moindre mesure à la composante 1 sur la production de connaissances relatives aux migrations.

D'une durée de 18 mois (2017-2018), le projet MIDRIM comporte deux objectifs, déclinés en 7 activités :

❶ Axe 1 – Mettre en œuvre des actions qui contribuent à une prise en compte positive de la migration pour le développement de la Mauritanie

- > **Activité 1 :** Réalisation d'un « mapping » de la diaspora mauritanienne en Europe (Belgique, France, Espagne)
- > **Activité 2 :** Le renforcement des capacités des autorités mauritaniennes relatives à une meilleure prise en compte des dynamiques M&D de leurs ressortissants
- > **Activité 3 :** Accompagnement de 4 collectivités territoriales (Kaédi, Nouadhibou, Riyadh, Sélibaby) à l'approche M&D, inclus la réalisation de profils migratoires dont le présent document
- > **Activité 4 :** Appui à la Jeune Chambre de Commerce de Mauritanie pour renforcer sa capacité d'accompagnement de porteurs de projets économiques issus de la diaspora
- > **Activité 5 :** Organisation d'un Forum Migration & Développement

❷ Axe 2 : Renforcer les capacités des consulats des pays d'origine et des associations de migrants en matière d'information sur les droits et la protection

- > **Activité 6 :** Sensibilisation et formation des agents consulaires aux droits des migrants en Mauritanie
- > **Activité 7 :** Mobilisation, formation, outillage des principales organisations de la diaspora établies en Mauritanie aux pratiques d'accueil, accompagnement et protection des droits des migrants

L'élaboration du profil migratoire communal est menée dans le cadre de l'activité 3 visant à une meilleure prise en compte de la migration dans les stratégies de développement des communes.

Annexe 3 - Formations, méthodologie d'enquête et temps de concertation

Notons tout d'abord que la démarche est pilote en Mauritanie, d'autant plus à l'échelle locale, et qu'elle s'est faite concomitamment à trois formations réalisées à Nouakchott en mars, mai et décembre 2017. Indispensables à cet effet, les formations ont permis de préparer les équipes sur place et ont rythmé de façon relativement efficace les différentes étapes de la production des profils. Y ont participé notamment les équipes des ONG Grdr et Alianza, des chercheurs de l'IFAN-UCAD et de l'Université de Nouakchott, et des élus et membres des services techniques des 4 communes d'intervention.

La **définition méthodologique** a été adaptée « au fil de l'eau », à mesure que le projet a avancé dans le temps. Elle jette ses bases sur un double-objectif : produire de la connaissance sur la migration à l'échelle locale, enjeu déjà mis en avant dans la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration ; octroyer au profil migratoire en construction une dimension réellement *stratégique*.

Réalisée à Nouakchott du 1^{er} au 3 mars, la **première formation MIDRIM** a permis :

- > Une bonne compréhension des enjeux du programme
- > Un état des lieux des articulations M&D pour chaque territoire, qui a esquissé l'identification des atouts et des freins de cette dialectique
- > Une première initiation aux principaux outils méthodologiques M&D

Les premiers mois après la première formation, de mars à mai 2017, ont permis un premier temps de collecte de données sur le terrain. Parallèlement à la collecte de données, qui a permis d'amorcer la construction d'une base de données sur la thématique M&D, ont été **mis en place des cadres de suivi** du projet sur chaque

commune, intitulés Comités techniques : à Sélibaby, il était piloté par un référent territorial issu de l'ONG Grdr, et par un point focal de la commune, issu du service technique de la mairie. Il est composé de personnes-ressources identifiées par la commune et l'équipe-projet (anciens, chefs de quartier, leaders associatifs...). Il a permis d'échanger sur le déroulement du projet et de lui donner une connotation réellement « locale » ; mais aussi de faire connaître le projet sur le territoire, de mobiliser si besoin les citoyens sur place, voire la diaspora. Pour Sélibaby, la première réunion de ce comité s'est tenue le 11 mai 2017.

En amont de la deuxième formation, **une sélection de 18 enquêteurs** (étudiants ou anciens étudiants issus du Master Migration et Territoires) a été réalisée avec l'appui de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH) de l'Université de Nouakchott. Cette sélection a fait l'objet d'une grille de critères spécifiques. Étaient pris en compte chez chaque candidat :

- > Le lieu de résidence et l'origine du candidat (avec une préférence pour les personnes ayant vécu ou vivant dans une des quatre communes d'intervention) ;
- > Le niveau d'études (minimum requis : licence et Master acquis ou en cours, avec une préférence claire pour le Master Migrations et Territoires) ;
- > Le niveau de français (afin de s'assurer que le candidat puisse suivre la formation à l'oral et qu'il soit capable de prendre des notes en français lors de l'enquête) ;
- > La maîtrise des langues nationales mauritaniennes (avec un minimum de deux ou trois langues maîtrisées) ;
- > Le degré d'expérience dans ce type d'enquête de terrain ;
- > La disponibilité du candidat au cours du travail d'enquête.

Menée du 16 au 18 mai, toujours à Nouakchott, **la deuxième formation MIDRIM** a permis :

- > Un état des lieux de la connaissance sur les dynamiques de codéveloppement sur chacun des territoires (bilan des informations collectées depuis la première formation), de celle existante, de celle à chercher, de celle à produire
- > Une appropriation des outils et de la méthodologie d'enquêtes et d'animation (focus group) nécessaires à l'enrichissement de la donnée requise pour la réalisation du profil migratoire
- > Un test in situ (post-formation), sur la commune nouakchottoise de Riyadh (travail de terrain animé le 23 mai par un expert méthodologique, chercheur à l'IFAN)

Dans la continuité de cette formation, le travail de production de données a pu s'amorcer au cours des mois suivants. Dès la fin du mois de mai, s'amorçait un **travail d'enquêtes auprès de 404 ménages sur chacune des 4 communes**. Les 18 enquêteurs ont au préalable participé à la formation pour être en capacité de récolter la donnée souhaitée.

La **méthodologie d'enquête** a fait l'objet d'un temps de travail au cours de la formation de mai 2017. Une première version du questionnaire avait été élaborée afin de la tester lors de ce temps de travail, pour que les enquêteurs puissent se l'approprier et qu'il soit corrigé et amélioré à mesure que soient identifiées des erreurs, des doutes ou des carences.

Le questionnaire était divisé en deux parties. La première comportant une série de questions concernant **les membres du ménage actuellement présents**.

Dans cette première partie sur les personnes présentes, on trouve :

- > Sept questions générales sur les membres du ménage qu'il faut lister de manière exhaustive : prénom, relation au chef de ménage, sexe, année de naissance, niveau d'éducation, activité, situation familiale ;
- > Six questions relatives aux personnes du ménage qui sont immigrés (migrants étrangers ou immigrés internes mauritaniens), la première de ces six questions permettant de déterminer si chaque membre du ménage est

immigré ou s'il vit sur sa commune de naissance ;

- > Six questions sur les migrants de retour, la première de ces six questions permettant de déterminer si la personne présente dans le ménage est déjà partie en migration plus de six mois depuis qu'elle vit dans la commune.

La deuxième partie du questionnaire comporte une série de questions concernant les membres du ménage qui sont partis depuis au moins six mois ou pour une période d'au moins six mois c'est-à-dire **les personnes absentes du ménage**.

Dans cette seconde partie sur les personnes absentes, on trouve :

- > Sept questions générales sur les ex-membres du ménage qu'il faut lister de manière exhaustive : prénom, relation au chef de ménage, sexe, année de naissance, niveau d'éducation, activité, situation familiale ;
- > Cinq questions sur la trajectoire migratoire de la personne absente, pour déterminer son année de départ, ses motifs de départ, les déterminants du choix de la destination, et le parcours migratoire ;
- > Quatre questions portant sur les relations double-espace, c'est-à-dire sur le lien que maintient (ou ne maintient pas) la personne absente avec le ménage et avec sa localité.

Suivent deux questions complémentaires avec réponse ouverte :

- > Avez-vous un (ou plusieurs) contact(s) en France, en Espagne ou en Belgique ?
- > Avez-vous connaissance d'une initiative Migration & Développement dans votre localité ?

Le système d'entretien employé jetait ses bases sur une codification que les enquêteurs ont dû s'approprier, en ayant toutefois l'obligation de se servir de leur « guide méthodologique » systématiquement, guide dans lequel se trouvait de manière exhaustive la dite codification.

Dans ce *Guide méthodologique pour l'enquêteur*, outre le détail de la codification, on trouve aussi une page d'introduction comportant des termes clés utilisés dans le cadre de l'enquête, ainsi que leur traduction en hassanya, pulaar, wolof et soninké, les quatre langues nationales mauritaniennes.

Échantillonnage pour l'enquête

La taille de l'échantillon a été calculée selon une formule communément admise en statistique :

La taille de l'échantillon est calculée par la formule : $n = t^2 * p * (1-p) / e^2$

Avec :

n : Taille de l'échantillon

t : Niveau de confiance selon la loi normale centrée réduite (pour un niveau de confiance de 95%, égale 1,96)

p : Prévalence du phénomène étudié (proportion estimée de la population qui présente la caractéristique recherchée, ici la mobilité), lorsqu'inconnue, on utilise = 0,5

e : Marge d'erreur tolérée (par exemple on veut connaître la proportion réelle à 5% près).

Après calcul de l'échantillonnage (384,6 pour ce qui nous concerne), on ajoute 5% permettant de gérer les non-réponses et les autres. Soit 404 questionnaires par commune.

CALCUL

À Sélibaby, l'enquête a lieu entre le 15 juin et le 3 juillet 2017 et mobilisé dix des enquêteurs. Les enquêteurs ont été envoyés dans tous les quartiers de la commune et ont fait du porte à porte au hasard pour interroger les ménages.

Avec la marge d'erreur qu'un tel travail peut comporter, le résultat – qui a fait l'objet d'un traitement statistique – offre une palette d'informations très riches sur les flux migratoires, informations qui sont d'ailleurs toujours en cours de traitement pour être en partie cartographiées. Région ou pays d'origine de chaque membre des ménages interrogés, profil de chaque immigré (âge, activité, niveau d'études, etc.), parcours migratoire, déterminants de départ et d'arrivée ; pays de destination des « migrants de retour », profil de chacun d'entre eux, parcours migratoire, déterminants de la migration ; région ou pays de destination des émigrés. La donnée collectée concerne autant la migration internationale que la migration interne, qui est également visée par la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration.

Organisée du 5 au 7 décembre 2017 à Nouakchott, la troisième formation MIDRIM a permis :

- > La réalisation d'un bilan critique des connaissances acquises sur les flux migratoires et les dynamiques de codéveloppement de chacun des territoires
- > L'élaboration d'un plan détaillé pour chaque profil migratoire
- > Une esquisse de propositions en termes de plan d'actions prioritaires M&D articulant

les problématiques de mobilité et les enjeux territoriaux de développement

Limites de l'analyse

Le traitement statistique des résultats de l'enquête-ménages s'est avéré complexe car toutes les informations n'étaient pas toujours disponibles pour tous les membres des ménages identifiés. Il se peut donc que le total des personnes « traitées » varie à la marge (et à la baisse) sur telle ou telle variable.

Par exemple, si l'on considère le public des immigrés internes, on en recense 329 au total dans l'enquête. Or, la répartition des immigrés internes par profil professionnel est faite sur la base de 313 personnes, certaines informations n'ayant pas été collectées sur les 16 personnes manquantes. La différence est résiduelle et n'empêche pas d'analyser les tendances globales.

Autre limite de l'étude : l'enquête n'est pas allée à une échelle fine au point d'identifier les flux migratoires internes (immigration et émigration) au Guidimakha. Il n'est donc pas possible à ce stade d'identifier les communes de provenance ou de destination des migrants internes au Guidimakha. Il serait intéressant dans une démarche ultérieure d'approfondir ce point pour mettre en exergue le lien entre Sélibaby et telle ou telle commune du Guidimakha.

Autre limite : on s'aperçoit de la complexité des déterminants de la migration, tels qu'ils sont demandés lors de l'enquête menée au cours de

l'étude MIDRIM – des chiffres relatifs aux motifs de la migration sont présentés à plusieurs reprises au cours du profil. Par exemple, la *stratégie familiale* peut recouper d'autres motifs, à savoir la recherche de travail, mais aussi le *regroupement familial* (si un membre de la famille de la personne émigrée réside déjà dans la localité de destination).

Par ailleurs, le motif du *regroupement familial* est soumis à interprétation et l'usage de son expression n'a peut-être pas toujours été très clair pour les enquêteurs. Ainsi, quelqu'un rejoignant son frère en France, en laissant sa mère et sa femme à Sélibaby, a plutôt saisi l'opportunité d'avoir un membre de sa famille pour partir, même si la motivation première était plutôt

la recherche de travail ; le motif dans un tel cas n'était pas le *regroupement familial*.

Enfin, concernant la contribution des émigrés (internes et internationaux) au développement du ménage ou de la commune, la nature des réponses possible devra être revisitée à l'occasion de futures enquêtes du même type : en effet, on observe une incohérence dans le fait de poser une première question à part entière sur les moyens de contribuer au ménage, mais où les réponses incluent des éléments de développement de la localité, puis de poser une question relative au développement de la localité, et dont l'une des réponses (« solidarités familiales ») renvoie à la contribution au ménage.



Les temps de concertation

L'étape suivante en termes de production de connaissances consistait à organiser des **temps de concertation** sur chaque commune (ou « focus group »), pour compléter la donnée collectée lors de la phase d'enquêtes-ménages. Étaient invités à ces temps de concertation des personnes-ressources au niveau de chaque quartier, des leaders associatifs, des migrants (internes, internationaux) au profil original, des citoyens lambda... Les objectifs étaient les suivants :

- > Présenter le projet MIDRIM aux participants et le mettre en perspective du PASNGM
- > Sensibiliser les participants sur la thématique M&D
- > Présenter les résultats de l'enquête-ménages menée sur la commune, identifier les éventuelles lacunes en termes d'information (présence d'une communauté immigrée non-notifiée, par exemple)
- > Retracer collectivement l'histoire de la migration dans chaque quartier (premières familles arrivées, historique des flux, événements marquants, etc.)
- > Identifier les acteurs du développement du territoire, présents ou non sur la commune, et leurs liens aux communautés migrantes
- > Répertorier les projets de codéveloppement sur la commune, et leur degré de réussite ou d'échec
- > Échanger sur l'opportunité de mettre en place un espace de concertation entre les migrants (immigrés et/ou diaspora) et les acteurs du développement du territoire

Ces focus groupes ont été au nombre de 5 :

- ① Le 21 novembre 2017 à Bambaradougou, pour les quartiers de Bambaradougou, de Silo et de Mosquée ;
- ② Le 22 novembre 2017 à Kotchin Kollé, pour les quartiers de Kotchin Kollé, Élevage, Ferlo et Jardin ;

- ③ Le 2 décembre 2017 à Collège, pour les quartiers de Collège, Collège 2 et El-Emen ;
- ④ Le 25 janvier 2018 à Tadressa, pour les quartiers de Tamourt, Nezaha, Adala et Adala 2 ;
- ⑤ Le 27 janvier 2018 à Debaye Sid, pour les quartiers de Debaye Sid, Jedida et Aéroport.

Si les participants ont souligné le manque de dialogue et parfois de confiance entre la diaspora sélabyenne et la commune, ils ont unanimement exprimé l'importance de renforcer le lien entre ici et là-bas, entre les migrants et les acteurs du développement local.

Lors de temps de concertation, des recommandations ont été formulées pour aider à la mise en place d'un tel espace de concertation :

- > La commune et son partenaire technique le Grdr doivent impliquer le réseau des chefs de quartier dans ce projet ;
- > La commune doit élargir la palette d'associations locales avec lesquelles elle travaille, et améliorer par ailleurs le rapport de confiance qui est faible avec les organisations de la diaspora ;
- > Les organisations de la diaspora et les associations locales qui ne sont pas organisées, doivent instaurer un climat de confiance entre elles.
- > Il faut sensibiliser les migrants sur les enjeux de développement local sur Sélaby.
- > Autre constat qui a été dressé lors des temps de concertation menés au cours du projet MIDRIM : l'intérêt porté par les habitants à la prise de parole sur les enjeux de développement dans leur ville ou leur village. Les citoyens sont désireux d'être associés à la prise de décision, et celle-ci gagnerait d'ailleurs en légitimité si elle associait d'avantage les habitants.

Annexe 4 – Fiche-projet « Maison du Guidimakha »

Maison du Guidimakha	
Date(s) du projet 2009-2016	
RESPONSABLE(S) DU PROJET	UAGD, UAGF, KAFO, AFG
EMPLACEMENT	Route de Nouakchott, dans le nord de la ville
OBJECTIFS DU PROJET	Doter le territoire d'une maison polyvalente, pour des rencontres, des formations, une offre de service informatique, un musée et un centre radio
BUDGET	67 215 306 UM (sans l'équipement)
FINANCEURS	UAGF, UAGD, Kafo, et pour l'équipement : BMCI, Attijari Bank, Orabank et BNM
BÉNÉFICIAIRES	Population du Guidiakha

Genèse du projet

L'idée du projet de Maison du Guidimakha a vu le jour lors de l'assemblée générale de l'UAGD (Union des Associations du Guidimakha pour le Développement), l'UAGF (Union des Associations du Guidimakha en France) et l'AFG (Association Foyer du Guidimakha), le 24 et le 25 mars 2008. L'objectif général de ce projet était de construire une maison polyvalente offrant de multiples services : accueil de rencontres, de formations, de services informatiques... Le bâtiment compte un musée d'objets anciens, et un centre-radio associatif et d'accueil.

Déroulé du projet

Sur les trois ans du projet, de 2009 à 2011, le recueil des fonds nécessaire a été le défi majeur. L'UAGF s'est chargée de chercher des fonds en France, l'UAGD au Guidimakha, et l'AFG à Nouakchott. Toutefois, l'AFG n'a pas cotisé durant tout le projet. Les travaux de construction ont commencé à partir de septembre 2012, et jusqu'en juin 2016. Après la phase de construction, la mobilisation des fonds a continué pour équiper le bâtiment. C'est pourquoi les institutions de micro-finance ont été approchées.

Avec la perspective d'élargir leur clientèle aux migrants, les banques suivantes ont apporté un appui à l'équipement du bâtiment : BMCI

(1 200 000 UM) ; Attijari Bank (8 ordinateurs, 1 photocopieuse, 1 imprimante) ; Orabank (500 000 UM) ; BNM (1 000 000 UM).

Problèmes éventuels apparus au cours du projet

La mort subite de l'ingénieur en charge des travaux a été un handicap majeur pour la suite du projet. En effet, la reconversion d'un autre ingénieur, moins qualifié, pour continuer les chantiers a entraîné des difficultés liées aux techniques de construction – des fissures sont apparues au niveau du bâtiment.

Le manque de sensibilisation des populations locales sur la nécessité de cotiser a représenté un sujet sensible. En effet, elles croyaient que les cotisations de la diaspora seraient suffisantes.

Problèmes éventuels apparus à la suite du projet
Après la construction du bâtiment, le principal problème qui est apparu a été la mobilisation des fonds pour l'équiper.

Participation des migrants dans le projet

Les migrants ont participé à hauteur de plus de 80% du budget du projet.

Impacts

Le territoire s'est doté d'un vaste espace fonctionnel où il est possible d'organiser des rencontres importantes, des formations...

Annexe 5 – Fiches acteurs M&D

Agir pour Sélibaby Association villageoise

carte de visite

CONTACT(S)	Camara, Youssouf, Président Djimera Mamadou, Responsable commission relation extérieures +33(0)6 21 40 01 48 - djimeralamine66@gmail.fr Sylla Moussa, Responsable commission +33(0)6 58 41 87 28 - syllamoussamamoye@yahoo.fr Diallo Demba, Président d'Agir pour Sélibaby - association-relai à Sélibaby
-------------------	--

Composition du bureau à Sélibaby

N°	Nom et prénom	Fonction dans le bureau
①	Diallo Demba	Président
②	Adama Keita	Vice-président
③	AbdrahamaneHarouna Kane	Secrétaire général
④	Bilel Thiam	Secrétaire général adjoint
⑤	MaladoSarr	Trésorière
⑥	Tibetel Diawara	Trésorier adjoint
⑦	Néné Sylla	Commissaire aux comptes

Commissions

Sidi Traoré	Responsable commission développement
Amadou Samba	Responsable commission sport
Adama Sylla	Responsable communication

LOCALISATION DU SIEGE	Ile-de-France France Association « relai » à Sélibaby
ZONE(s) D'INTERVENTION	Commune de Selibaby Département de Selibaby Région du Guidimakha Ile-de-France
DATE DE CRÉATION	2017

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

Les premiers ressortissants se sont organisés au sein de l'association « Initiative pour le développement de Sélibaby » en 1995, puis cette association s'est reconstituée au sein de l'ARSEF en 2010. Le but était de fédérer les ressortissants de Sélibaby. En 2017, Agir pour Sélibaby a pris la relève de l'ARSEF et a donné un nouvel élan à la mise en œuvre de projets pour la commune de Sélibaby. AGIR a des membres dans différents pays d'Europe, ainsi qu'en Amérique du Nord, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et au Maghreb. Les réunions se font *via* les réseaux sociaux (notamment Whatsapp).w<w

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences d' « Agir pour Sélibaby » (suite)

L'idée de créer cette association est venue dans les points de rencontres appelés « GRIN » (Groupes de rencontre d'intellectuels et neutres). C'est dans ces rencontres que l'idée a mûri et les différentes réflexions ont abouti à la création d'un groupe Whatsapp. Au début, c'était donc un groupe Whatsapp (intitulé « Whatt Sélibaby ») réunissant des gens d'une même génération. Vient de ces discussions l'idée d'intégrer d'autres personnes de différentes générations. C'est dans ce contexte que le groupe « Famille Sélibaby » est né, avec des discussions sur le développement de la ville de Sélibaby. Lors de la création de « Agir pour Sélibaby », une adhésion unique a été instaurée au détriment de la cotisation annuelle.

L'association souhaite développer des projets dans les domaines de la jeunesse, de l'eau et assainissement, de l'agriculture et élevage, de la lutte contre la radicalisation. Des actions d'assainissement ont été réalisées dans la ville de Sélibaby, lors de la Semaine de l'amitié et de la fraternité (SAFRA) en janvier 2018, avec des outils de communication pour la visibilité de l'association. L'association est dans la phase de formalisation au niveau nationale, même au niveau international. Au niveau national, un statut et un règlement intérieur ont été élaborés, en fonction des réalités mauritaniennes. L'enquête de moralité est en cours, qui devrait bientôt permettre l'association d'être reconnue au niveau national.

En France, l'association met le focus sur l'appui aux familles, w< aux élèves en difficultés (soutien scolaire). En RIM un projet d'assainissement est en cours.

Les membres de l'association sont majoritairement formés et mettent à disposition des compétences diverses, comptant sur le capital humain pour développer des actions de co-développement.

Partenariats

En France :

AGIR en Alsace (association axée sur le domaine de l'éducation et de la construction d'infrastructures en RIM) ; les Scouts de France (partenariat formalisé) ; le RAME.

En RIM : La mairie de Selibaby

Association des Femmes du Guidimakha en France - KAFFO

Association de femmes

carte de visite

CONTACT(S)	SiraMedy Camara, Présidente +33(0)6 26 44 19 44 Hada Camara, membre +33 (0) 7 83 81 82 35 - hadacamara@hotmail.fr
LOCALISATION DU SIEGE	Ile-de-France France
ZONE(s) D'INTERVENTION	Région du Guidimakha
DATE DE CRÉATION	2000

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

La KAFFO représente les femmes de la région du Guidimakha : 44 villages sont représentés au sein de ses instances. Son objectif est de contribuer au développement du Guidimakha pour améliorer les conditions de vie des femmes en RIM.

Outre l'organisation d'événements culturels pour se retrouver, cet espace permet aux femmes d'évoquer les questions de leur intégration en France et de contribuer aux projets de développement sur leurs territoires d'origine ; la KAFFO contribue aux projets coordonnés par l'UAGF.

Partenariats : Membre du RAME

Association des Ressortissants Sénégalais de Sélibaby (ARSS)

Association locale

carte de visite

CONTACT(S)	Mamadou Diouf, Secrétaire général de l'association. 44 00 07 37
LOCALISATION DU SIEGE	Sélibaby, Guidimakha Mauritanie
ZONE(S) D'INTERVENTION	Sélibaby, Guidimakha Mauritanie
DATE DE CRÉATION	1999

Composition du bureau

N°	Nom et prénom	Fonction dans le bureau
①	Mamadou Diouf	Président
②	Ibrahima Ndiaye	Vice président
③	Cheikh Oumar Ba	Président d'organisation
④	Cheikh Gadiaga	Secrétaire à l'information
⑤	Tamsir Sall	Trésorier
⑥	Momodou Sene	Commissaire aux comptes

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

L'ARSS contribue grandement au développement de leur territoire d'accueil (Sélibaby), à l'intégration et favorise l'échange et partage entre ses membres et les habitants de Sélibaby pour une meilleure cohabitation. C'est dans cette optique qu'à l'occasion de chaque fête d'indépendance du Sénégal (4 avril), elle organise des activités avec le soutien et la participation des autorités, organismes et populations aussi bien Sénégalaises que Mauritanienues

Pour commémorer cette fête d'indépendance, l'ARSS organise des activités sociales et culturelles. Depuis sa création, ces festivités ont toujours eu lieu du 1^{er} au 4 avril avec une très forte mobilisation de la part de la population de Sélibaby, des autorités locales et le soutien de plusieurs organismes dont le GRDR. Ces actions culturelles et de sensibilisation ont une importance capitale car elles favorisent le brassage culturel et l'intégration à travers des échanges entre les ressortissants sénégalais et les populations locales.

L'édition de 2017, a vu la participation des Griots ainsi que des artistes venus de Dakar afin de participer à ces réjouissances à travers des manifestations folkloriques (Tandbeur, Sabar), des activités d'assainissement (balayage et collecte d'ordure) sur plusieurs grandes artères de la ville ont été menées, des dons de sang à l'hôpital de Sélibaby, un match de football et une soirée culturelle, qui a clôturé l'évènement.

- Assainissement (deux journées de balayage des ordures lors des fêtes d'indépendance du Sénégal (04 avril) et Mauritanie (28 novembre),
- Dons du sang à l'hôpital de Sélibaby,
- Activités culturelles, artistiques et sportives,
- Sans compter des métiers que les migrants exercent en formant les jeunes de Sélibaby dans leurs différents ateliers comme, soudure, taulière, maçonnerie etc.

Partenariats

Contacts réguliers avec le consulat sénégalais à Nouakchott. Mairie de Sélibaby, Grdr, OIM, AMDH.

APS – Association pour la promotion de la langue et de la culture Soninké

Association thématique

carte de visite

CONTACT(S)	Daouda Ndiaye, secrétaire général +33(0)6 76 08 53 91 - daoundiaye@yahoo.fr
LOCALISATION DU SIEGE	Saint Denis, Ile-de-France France
ZONE(S) D'INTERVENTION	Pays de la sous-région (RIM, Sénégal, Mali, Guinée) Saint Denis, Ile-de-France
DATE DE CRÉATION	1979

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

En France, à Saint-Denis, APS a un salarié en charge de l'accompagnement social : alphabétisation, soutien scolaire, accompagnement administratif. L'association organise également des événements réguliers (événements festifs, journée de la femme...).

L'action principale d'APS est l'organisation du Festival International Soninké (FISO) dans différents pays, visant la promotion de la culture Soninké. Ce festival est organisé sur 5 jours autour de débats, conférences, expositions, concerts. Les FISO 2011 et 2012 ont été organisés à Kayes (Mali), en 2014 à Nouakchott (RIM), en 2016 à Bamako (Mali) et en février 2018 à Dakar (Sénégal). Ils attirent plusieurs milliers de personnes et sont financés à 80% par les associations de la diaspora de chaque pays de la sous-région ; la Région Ile-de-France appui aussi le projet.

Partenariats

En France :

Partenariats formalisés avec la ville de Saint Denis, la région Ile-de-France et avec un lycée dans le cadre des actions d'accompagnement.

Dans la sous-région : Les associations Soninkés et le portail Soninkara.com

Conseil Représentatif des Mauritaniens en Espagne – CRME

Association nationale

carte de visite

CONTACT(S)	Boubou Camara, Président - (+34)631 552 069 - ntuwindi@gmail.com
LOCALISATION DU SIEGE	Madrid, Espagne
ZONE(s) D'INTERVENTION	Nationale en Espagne Nationale en RIM
DATE DE CRÉATION	2017

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

Le CRME a été créé sur la base des préoccupations de la diaspora exprimées par l'association catalane Guidimakha REMU ; afin de porter ces préoccupations au niveau national le CRME s'est fixé les objectifs suivants :

- Créer une entité apolitique qui représente tous les migrants mauritaniens en Espagne.
 - Faire un pont avec les autorités locales en Espagne et en RIM.
 - Promouvoir la cohésion de la diaspora et son intégration en Espagne.
 - Faire connaître la Mauritanie et sa culture en Espagne.
 - Défendre les intérêts et les droits de tous les Mauritaniens vivant en Espagne.
 - Encourager la coopération et le développement entre l'Espagne et la Mauritanie.
 - Soutenir toute initiative susceptible de bénéficier aux résidents mauritaniens en Espagne.
 - Évitez tout acte répréhensible ou toute attitude répréhensible susceptible de nuire à leur image.
- Ses actions sont à ce stade axées sur la communication pour que la diaspora connaisse le CRME et ses objectifs.

Partenariats

En Espagne : Le CRME est une structure très récente. Elle se construit sur la base des liens qu'elle a avec l'association Guidimakha REMU (association créée en 2005 qui rassemble les associations villageoises, culturelles et de femmes des migrants du Guidimakha en Catalogne).

En France : Le CRME construit des liens avec le RAME et le réseau français de la diaspora.

Djigui

Association locale

carte de visite

CONTACT(S)	M. N'Diaye, président de l'association - 46 57 83 89
LOCALISATION DU SIEGE	Sélibaby, Guidimakha Mauritanie
ZONE(s) D'INTERVENTION	Sélibaby, Guidimakha Mauritanie
DATE DE CRÉATION	1997

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

L'association appuie ses ressortissants sur les questions de papiers d'identité, de cartes de séjour, et sur l'accueil des nouveaux arrivants dans la commune. Elle fait le lien avec les autorités consulaires maliennes. L'association est connue et reconnue par la mairie de Sélibaby. Elle organise régulièrement des événements de balayage lors de la fête de l'Indépendance mauritanienne, le 28 novembre, ou de la fête nationale du Sénégal, le 22 septembre.

Partenariats

Contacts réguliers avec le consulat malien à Nouakchott.

FEDDE – Femmes pour le développement du Guidimakha en France

Association de femmes

carte de visite

CONTACT(S)	Coumba Camara, Présidente +33(0)7 81 57 29 97 - coumba.camara@hotmail.com Assa N'Diaye, Secrétaire Générale +33(0) 6 29 89 43 47 - milendiaye@yahoo.fr
LOCALISATION DU SIEGE	Montmagny, Ile-de-France France
ZONE(s) D'INTERVENTION	Région du Guidimakha
DATE DE CRÉATION	2017

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

Association récente créée comme association « répondante » de l'UCFG (Union des Coopératives Féminines du Guidimakha : association féminine mauritanienne lancée en 1992 qui compte aujourd'hui 135 coopératives et environ 8000 femmes).

Le but de l'association est de développer des projets pour les femmes du Guidimakha via les objectifs suivants :

- Favoriser l'autonomisation économique des femmes, par l'investissement et la création d'activités dans les secteurs agricole, maraîcher et du commerce ;
- Renforcer la santé maternelle et infantile par des actions de sensibilisation ;
- Favoriser l'engagement des femmes dans des actions de sauvegarde de l'environnement ;
- Lutter contre toutes les formes de violence et discrimination exercées sur les femmes ;
- Sensibiliser les femmes sur leurs droits et devoirs civiques.

Les coopératives en RIM touchent tous les domaines du développement mais sont majoritairement axées sur l'agriculture. Les projets consistent prioritairement à renforcer techniquement et structurellement les coopératives, dans un souci de coordination, d'union et d'unité.

Partenariats

En France :

FEDDE est membre du RAME.

Partenariat engagé avec ACF.

En RIM :

FEDDE cultive le réseau de partenariat de l'UCFG (Tagadoum, le Grdr, les jardins de Cocagne, les acteurs institutionnels en RIM).

L'EED – Ensemble pour l'Espoir et le Développement

Association nationale

carte de visite

CONTACT(S)	Diawara Waly, Président +33(0)6 46 94 70 68 - waly.diawara@leedmedia.fr Boubakar Diakité, porte-parole +33(0)6 13 15 23 40 Bureau France : +33 (0)6 80 82 27 35 - leed@leedmedia.fr
LOCALISATION DU SIEGE	Aubervilliers Ile-de-France France
ZONE(s) D'INTERVENTION	France et Mauritanie Guidimakha
SITE INTERNET	http://www.leedmedia.fr/
DATE DE CRÉATION	2015

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

Ensemble pour l'Espoir et le Développement (L'EED) est une association impulsée par la diaspora mauritanienne, comptant 2 000 adhérents dont environ un tiers en Mauritanie. L'ambition de L'EED est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et à leur autonomisation pour un développement durable et solidaire. Les membres de L'EED affichent la volonté d'élargir les structures associatives de type villageois, en les incluant dans une dynamique plus large pour mutualiser les ressources (humaines, temps, moyens...) ici et là-bas.

L'EED développe des actions visant à : favoriser l'accès aux soins via un projet de mutuelle de santé expérimental dans localité de Bouilly en Mauritanie ; encourager l'engagement scolaire des enfants et des parents ; contribuer à la redynamisation de la filière agricole et maraichère ; promouvoir en France, la culture et le sport pour construire les processus d'intégration.

Partenariats**En France :**

Ville d'Aubervilliers (convention) ; les associations villageoises de la diaspora ; Hôpitaux en France (Conventions) ; écoles en France (conventions) ; Grdr ; RAME ; Ligue française de foot de la ville de Saint-Denis ; FORIM ; entreprises de la diaspora comme ATBTP ; les partenariats se montent en fonction des projets envisagés, NXVision.

En RIM :

TAGADOUM, Ministère de la Santé (Convention), Ministère de l'agriculture (Convention), PAM, DRAS (Directions régionales sanitaires), DREIN (Direction Régionale de l'Éducation Nationale), Hadina RIMTIC.

Parrains :

Omar Sy, Oumou Sangaré, Temba Tenfa.

RAME – Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe

Réseau à vocation européenne

carte de visite

CONTACT(S)	Bakary Kamara, Président +33 (0)6 19 27 11 04 - kamabakari@yahoo.fr Moussa Drame, Trésorier contact@le-rame.org Moussa Drame, porte-parole (+33 6) 52 03 27 60 - moussadra@yahoo.fr
LOCALISATION DU SIEGE	Paris 18 ^e Région Ile-de-France France
ZONE(s) D'INTERVENTION	Européenne et échelle nationale en RIM
SITE INTERNET	http://www.le-rame.org/
DATE DE CRÉATION	2004

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

Le RAME est né de l'engagement de différentes organisations souhaitant sensibiliser l'opinion française (pouvoirs publics, collectivités et ONG) et les pouvoirs publics Mauritaniens sur le rôle des associations de migrants dans les dynamiques de développement, ici et là-bas. Le RAME s'est constitué et organisé pour construire une structure fédératrice apte à renforcer et appuyer les associations de migrants dans leurs actions de développement.

Le réseau œuvre d'une part à promouvoir, coordonner et soutenir les actions de ses membres dans leurs projets respectifs, notamment le développement local, l'insertion citoyenne et professionnelle « ici » et « là-bas », et d'autre part il entend contribuer à la promotion des dialogues intergénérationnels, interculturels et Nord-Sud.

Les objectifs du RAME sont :

- Fédérer et coordonner les efforts des acteurs impliqués dans le développement ;
- Contribuer à la reconnaissance du rôle des migrants dans le développement de la Mauritanie et créer les conditions de leur participation au financement du développement ;
- Mutualiser les expériences et les actions des membres en vue de les améliorer collectivement et durablement.

Partenariats**En France :**

Le RAME développe des partenariats avec ses membres, le FORIM, le Grdr, Coordination Sud.

Union des Associations du Guidimakha en France – UAGF

Fédération

carte de visite

CONTACT(S)	Docouré Boubacary, Secrétaire Général +33(0)6 01 38 71 72 - diabira3@free.fr Diabira Bakary, Trésorier +33(0)6 52 24 54 70 - dboubacary@gmail.com
LOCALISATION DU SIEGE	Paris 18 ^e Région Ile-de-France France
ZONE(s) D'INTERVENTION	Région du Guidimakha Ile-de-France
SITE INTERNET	http://uagf-guidimakha.org/
DATE DE CRÉATION	1991

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

La création de cette union a été déclenchée par une rencontre avec le Grdr qui a impulsé le regroupement régional ; en 1991 il y avait 14 associations villageoises, aujourd'hui 47 villages sont membres. L'UAGF a d'abord appuyé la constitution des associations villageoises, puis la constitution des associations communales. En France, l'UAGF appuie les associations à se structurer et à se fédérer.

En RIM, l'UAGF s'est impliqué dans le développement et la coordination de projet au niveau régional : dépôt pharmaceutique, l'équipement en lit de l'hôpital régional de Sélibabi, la maison des associations du Guidimakha (salle de conférence, salle informatique...), matériel didactique scolaire...

Pour l'UAGF, les échelles pertinentes sont :

- Les associations villageoises pour connaître la réalité de terrain, et pour l'analyse des besoins ;
- Les associations communales pour avoir plus de force, d'impact auprès de l'État (exemple de l'accès à l'eau, mise à disposition de personnel de santé) ;
- Le niveau régional est pertinent pour fédérer les villages, les communes autour de projets communs.

Partenariats**En France :**

Grdr, RAME, DANKA, APS, KAFFO.

En RIM :

UAGD, association relais de droit mauritanien basée à Sélibaby.

Union des Associations du Guidimakha pour le Développement – UAGD

Fédération

carte de visite

CONTACT(S)	Fofana Yakhoub +222 46 40 77 74
LOCALISATION DU SIEGE	Sélibaby, Guidimakha Mauritanie
ZONE(s) D'INTERVENTION	Région du Guidimakha, Mauritanie
DATE DE CRÉATION	1992

Composition du bureau

N°	Nom et prénom	Fonction dans le bureau
①	Diadié Tabara Camara	Président
②	Fofana Yakhoub	Secrétaire général

Domaine(s) d'intervention(s) et compétences

Créée en 1992, l'Union des Associations du Guidimakha pour le développement (UAGD) est une association régionale qui regroupe une cinquantaine d'associations. Elle a été créée une année après l'Union des Associations du Guidimakha en France (UAGF), avec laquelle elle travaille étroitement à la réalisation des projets communs de développement au Guidimakha.

Elle est composée d'une assemblée générale, instance de décision et d'un bureau exécutif. L'assemblée générale est tenue en ordinaire tous les 4 ans, tandis que le bureau exécutif se réunit selon les exigences des programmes en cours d'exécution.

Domaines d'intervention :

- Les principaux domaines d'intervention de l'UAGD sont la santé et l'éducation à travers l'équipement en lits de l'hôpital de Sélibaby et l'appui à la construction et l'équipement des postes de santé au Guidimakha, ainsi des écoles et fournitures scolaires.
- Participation à la campagne de dépistage SIDA.
- Construction de la Maison du Guidimakha.

Partenariats

UAGF, Grdr, AFG, AMaiG.

Annexe 6 – Bibliographie

- Secours catholique – Caritas Mauritanie, *Diagnostic sur la migration* – Mauritanie, février 2015.
- Office National de la Statistique, Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), 2013.
- ONG Grdr, « Évolution de la dynamique migratoire du BFS ». In *À la rencontre des migrants et de leurs partenaires pour une co-opération de territoire à territoire*, 2010.
- Armelle Choplin, « Quand la mer se ferme » *Du transit au post-transit migratoire en Mauritanie*. In *Hommes & Migrations*, 2010.
- ONG, *Rapport d'analyse sur la prospective dans la région de Guidimakha : éléments d'analyse de la situation territoriale à l'horizon 2030*, octobre 2010.
- OIM, *Migration en Mauritanie – Profil national 2009*. Publication cofinancé par l'Union européenne.
- ONG Grdr, données issues de l'Étude « Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL II) », 2007-2009.
- Plan de développement local de la commune (PDL), Programme de développement urbain (PDU) de Sélibaby, 2008.
- Sidna Ndah Mohamed Saleh, *Éléments de migration en Mauritanie*. Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2008.



Réalisé avec l'appui de



Projet financé par l'Union européenne

